

L'Europe élargie entre les blocs, J.-P. BRUNET. — L'accord commercial préférentiel entre la C.E.E. et la République arabe égyptienne. — Relations entre Parlement européen et Parlements nationaux, J.-P. BURBAN. — Le premier budget de la Communauté à neuf, G. GOJAT. — Le droit d'établissement et la libéralisation de la prestation des services concernant la profession d'avocat, L. PETTITI. — Fiat-Citroën : le conflit, la trêve et la paix, P. HAGUET.

REVUE DU

MARCHÉ COMMUN

N° 160

DÉCEMBRE 1972

REVUE YUGOSLAVE LA PLUS CITÉE

REVUE DE POLITIQUE

INTERNATIONALE

- *Review of International Affairs*
- *Internationale Politik*
- *Politica Internacional*
- *Mejdunarodnaia politika*
- *Medjunarodna politika*

est une précieuse source d'information pour tous ceux qui désirent connaître les points de vue yougoslaves sur les événements internationaux et les développements politiques, économiques et sociaux en Yougoslavie.

VINGT-QUATRIÈME ANNÉE DE PARUTION



Abonnement annuel (24 numéros) :

Poste ordinaire US \$ 6.00
Poste aérienne
Europe US \$ 7.00
ou l'équivalent en d'autres monnaies

SPÉCIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

Pour toute information, prière de s'adresser au
Service de Diffusion

REVUE DE POLITIQUE INTERNATIONALE
B. P. 413, Belgrade - Yougoslavie

POUR VOTRE BIBLIOTHÈQUE

Euroobligations - Eurobonds	Prix Franco	59 F
La position dominante et son abus (art. 86 du Traité de la C.E.E.), par J.-P. DUBOIS		44 F
Le Marché Commun de la Pêche Maritime, par R. GARRON		24,50 F
Concurrence européenne et marques de fabrique, par X. de MELLO		10 F
La vente à tempérament et son financement dans le Marché Commun		
Tome I. Le droit français		60 F
Tome II. Les droits belge et luxembourgeois		85 F

LIBRAIRIES TECHNIQUES

27, place Dauphine — PARIS-1^{er}
C.C.P. PARIS 65.09

foire de hanovre



du 26 avril au 4 mai 1973

Pour tous renseignements sur
la FOIRE INTERNATIONALE DE HANOVRE 1973 :

du jeudi 26 avril au vendredi 4 mai inclus.
formalités d'inscription, dépliants spéciaux
sur les branches participantes, cartes
d'entrée permanente, organisation des
voyages individuels ou groupés, réservation
de chambres.

**EXPOSITION INTERNATIONALE
DE LA MACHINE-OUTIL**

« I.H.A. 73 » :

du 18 au 27 septembre.

ADRESSEZ-VOUS à :

COMPAGNIE COMMERCIALE CONTINENTALE
Représentation officielle en France de la

FOIRE DE HANOVRE

16, rue Vézelay - 75008 PARIS - 387-35-39 et 51-72

LA LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20 et 24, rue Soufflot, 75005 PARIS - 033-07-19

VIENT DE FAIRE PARAÎTRE DANS LA
BIBLIOTHEQUE DE DROIT INTERNATIONAL

sous la direction de

Charles ROUSSEAU

Professeur de Droit International Public
à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris

TOME LXVIII

COMMISSAIRES ET JUGES DANS LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

par **Nicole CONDORELLI BRAUN**

Docteur de Spécialité (3^e cycle) en études politiques
Ancien administrateur au Parlement Européen

Préface de Paul REUTER

Professeur à l'Université de Droit, d'Economie
et de Sciences Sociales de Paris (II)

1972 — Un volume de 232 pages — Prix de vente : **37,80 F**

LE RECYCLAGE DEVIENT UNE AVENTURE PASSIONNANTE...

ENTREPRISE *le prouve chaque semaine à ses
830.000 lecteurs en leur apportant*

Toute l'Information dont ils ont besoin :

- L'essentiel de l'actualité économique et politique, en France et dans le monde, vu sous l'angle des affaires. .
- Les tendances et les prévisions. La conjoncture pensée en vue d'une action immédiate.
- Un choix équilibré d'études et de flashes sur une affaire, un secteur ou une profession. Ses activités, ses débouchés, ses perspectives et les hommes qui l'animent.

La Formation permanente qui répond le mieux à leurs exigences :

- Par des comptes rendus d'expériences, des cas concrets et des exemples vécus : solutions pratiques et réactions individuelles à des problèmes qui peuvent se poser à toutes les entreprises.
- Par l'exposé des méthodes et des techniques nouvelles utiles à l'action professionnelle : leur mode d'utilisation et les possibilités qu'elles offrent.
- « ENTREPRISE » assure ainsi chaque semaine le recyclage de ses lecteurs et donne à tous les cadres soucieux de progresser et d'élargir leur champ d'action professionnel, un extraordinaire moyen de promotion.

Chaque semaine lisez **ENTREPRISE**, en vente partout
le jeudi — le numéro 4 F. Pour vous abonner, adressez-vous
13, rue Saint Georges - Paris 9^e

- « Comment vaincre le racisme »
- « Justice dans le monde et commerce international »
- « Vietnam 1972 »
- « L'Algérie, dix ans après les accords d'Evian »
- « Le socialisme chilien à l'épreuve du pouvoir »

sont les titres de dossiers publiés récemment
dans



le mensuel du Tiers-Monde

OFFRE
SPECIALE

BON POUR UN ABONNEMENT D'ACCUEIL. 1 AN : 25 F

A retourner à : : C.J.N., 163, bd Malesherbes, 75017 PARIS

NOM PRENOM

N° RUE N° DEPT VILLE

souscrit à un abonnement d'accueil et verse la somme de 25 F

— par virement postal 3 volets C.C.P. Paris 7393-52 ☐

— par chèque bancaire ☐ mandat-lettre ☐

techniques et développement

le trait d'union des responsables du développement :

ceux qui orientent,
ceux qui décident,
ceux qui réalisent,

vous présente les solutions concrètes et les innovations élaborées
par des chercheurs, des spécialistes, des ingénieurs, tous engagés
dans les secteurs-clés du développement :

agriculture,
industrie,
artisanat,
gestion d'entreprise,
formation
professionnelle

Une diffusion internationale en quatre langues :
français, anglais, espagnol, portugais

techniques et développement

110, rue de l'Université - 75007 PARIS

Téléphone : 551-49-79

* * * * NN

H

Chaîne



Concorde

**HOTEL TERMINUS
SAINT-LAZARE CONCORDE**

387-36-80 108, Rue St-Lazare PARIS

TELEX 65 442

350 CHAMBRES**SA
ROTISSERIE NORMANDE****Origine et Évolution
de l'O.I.T.**par
David A. Morse

En trois conférences le Directeur Général de l'Organisation Internationale du Travail présente la plus ancienne des grandes organisations internationales.

- SON ORIGINE ET SON DEVELOPPEMENT.
- SA TRANSFORMATION
- SON ROLE DANS LA COMMUNAUTE MONDIALE

La brochure : 12 F T.T.C.

BON DE COMMANDE

Veuillez adresser exemplaires.

Brochure sur l'O.I.T.

Nom

Adresse

Profession

Veuillez trouver ci-joint :

C.C.P. - Chèque bancaire - Mandat

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE
 3, rue Soufflot, Paris-5^e - 033-23-42
 C.C.P. 1738-10

**30 JOURS
D'EUROPE**

LE

MAGAZINE DE L'EUROPE

vous apporte chaque mois

**TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'EUROPE
EN CONSTRUCTION**

- Les progrès de l'union économique et monétaire.
- Les étapes de l'intégration industrielle.
- Les efforts de coordination de la recherche et de la technologie.
- Les péripéties de l'union politique.
- La coopération universitaire.
- Comment vivent les Européens.

**30 JOURS D'EUROPE**

vous fait vivre en Européen

Par abonnement seulement : 20 F par an.

Offre aux lecteurs
du MARCHÉ COMMUNService gratuit d'essai de trois mois sur
simple demande à :**30 JOURS D'EUROPE****61, rue des Belles Feuilles - PARIS-16^e**

Revue du
**MARCHÉ
COMMUN**

3, RUE SOUFFLOT, PARIS-V^e — Tél. 033-23-42**SOMMAIRE****PROBLEMES DU JOUR**

L'Europe élargie entre les blocs, par Jean-Pierre BRUNET	767
L'accord commercial préférentiel entre la C.E.E. et la République arabe égyptienne	775
Relations entre Parlement européen et Parlements nationaux, par J.-L. BURBAN, Administrateur au Parlement européen	780

L'ECONOMIQUE ET LE SOCIAL DANS LE MARCHÉ COMMUN

Le premier budget de la Communauté à neuf, par Georges GOJAT	791
Le Droit d'établissement et la libéralisation de la prestation des services concernant la profession d'avocat, par Louis PETTITI, Avocat à la Cour, Secrétaire Général de l'Association des Juristes Européens	800

CHRONIQUE

Fiat-Citroën : le conflit, la trêve et la paix, par Paul HAGUET	812
---	-----

ACTUALITES ET DOCUMENTS

Communautés européennes	817
Bibliographie	825
La vie des entreprises	826

*Les études publiées dans la Revue n'engagent
que les auteurs, non les organismes, les services
ou les entreprises auxquels ils appartiennent.*

© 1972 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Voir en page VIII les conditions d'abonnement ♦

Zusammenfassung der wichtigsten in der vorliegenden Nummer behandelten Fragen

TAGESPROBLEME :

Das erweiterte Europa zwischen den Blöcken,
von Jean-Pierre BRUNET Seite 767

Einige Tage nach der Erweiterung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und einige Monate vor der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa ist allem Anschein nach der Zeitpunkt gut gewählt, um über die Stellung, die das erweiterte Europa zwischen den Blöcken einnehmen wird, nachzudenken und nach den politischen und wirtschaftlichen Zielsetzungen dieses Europas zu fragen. Der Verfasser dieses Artikels untersucht daher der Reihe nach, unter welchen Bedingungen sich die Erweiterung vollziehen wird, welche Leistungen die Gründungsmitglieder der Gemeinschaft vollbracht haben, wie die Aussenstehenden Europa sehen, wie sie es beurteilen und was die Europäer darüber denken. Abschliessend untersucht er die Richtung, in die sich Europa bewegt.

**Das Präferenzabkommen zwischen der EWG
und der Vereinigten Arabischen Republik**
..... Seite 775

Die Gemeinschaft hat am 18. Dezember 1972 in Brüssel mit der Vereinigten Arabischen Republik ein präferentielles Handelsabkommen unterzeichnet. Der Verfasser nennt zunächst einige Zahlen, die den Inhalt dieses Abkommens erhellen und untersucht dann diesen Inhalt selbst. Anschliessend geht er auf die Vorteile ein, die die ägyptischen Exporte in der EWG geniessen und erläutert ferner die Gegenleistungen der V.A.R. sowie einige andere Bestimmungen dieses Abkommens, dessen Bedeutung für die europäische Politik im Mittelmeerraum er hervorhebt.

**Beziehungen zwischen dem Europäischen
Parlament und den nationalen Parlamenten,**
von J. L. BURBAN, Geschäftsführer im Europäischen Parlament Seite 780

Zu den Problemen bezüglich der Institutionen, die das Europäische Parlament zu lösen hat, gehört auch das Problem der Beziehungen zwischen dem Europäischen Parlament und den nationalen Parlamenten. Dieses Problem trat erst im Jahre 1970 in dem Augenblick in Erscheinung, als der Vertrag von Luxemburg dem Europäischen Parlament etatmässige Befugnisse einräumte, die damit den nationalen Parlamenten entzogen wurden. Von diesem Tag an drohte ein Konflikt oder Reibereien zwischen dem Europäischen Parlament und den nationalen Parlamenten.

Welcher Art sind diese Beziehungen zum gegenwärtigen Zeitpunkt? Und, da diese Beziehungen offensichtlich nicht zufriedenstellend sind, welche Versuche wurden zu ihrer Verbesserung unternommen?

**DAS WIRTSCHAFTS- UND SOZIALWESEN
IN DER E.W.G. :**

Der erste Haushalt der Neuner-Gemeinschaft,
von Georges GOJAT Seite 791

Vor allem im Anschluss an den « Europäischen Gipfel » am 19. und 20. Oktober 1972 in Paris eröffnete der EWG-

Beitritt neuer Mitglieder äusserst wichtige Aussichten für die politische Zukunft der Gemeinschaft. Im Haushalt veränderte sich jedoch durch die Erweiterung der Gemeinschaft nichts, da hier bereits durch den Vertrag vom 22. April 1970 erhebliche Veränderungen vorgenommen wurden. Am Vorabend hatte der Rat einen Beschluss über die eigenen Finanzmittel gefasst.

Die neuen Mitgliedstaaten haben grundsätzlich der Gesamtheit der Verträge zugestimmt, ausgenommen gewisse Anpassungen und die Übergangsbestimmungen. Die einzige Anpassung, die im Bereich des Budgets eine wirkliche Folge nach sich zieht, ist die zur Berechnung der neuen qualifizierten Mehrheit; andererseits sind Übergangsbestimmungen zur Anwendung des Beschlusses vom 21. April über die eigenen Finanzmittel vorgesehen.

Die gesamte Gemeinschaft befindet sich bereits in einer Übergangsphase, sowohl bezüglich der Haushaltsprozedur wie der eigenen Finanzmittel. Dieses Provisorium soll am 31. Dezember 1974 zu Ende gehen.

Der vorliegende Artikel untersucht der Reihe nach die neue Haushaltsprozedur und die Handhabung der eigenen Finanzmittel; anschliessend befasst er sich mit den Richtlinien des Budgets 1973 und mit der Entwicklung der Haushaltsprobleme der Gemeinschaft.

**Das Recht zur Niederlassung und die Libera-
lisierung der Dienstleistungen betreffend den
Beruf des Rechtsanwalts,** von Louis PETTITI,
Anwalt am Gerichtshof, Generalsekretär des
Verbandes Europäischer Juristen .. Seite 800

Es ist nicht erstaunlich, dass das Recht zur Niederlassung und die Liberalisierung der Dienstleistungen im Rechtsanwaltsberuf lebhafteste Kontroversen und grundsätzliche Debatten zwischen den Vertretern dieses Berufs auslöste und dies in einem weit höheren Masse als es in anderen Berufszweigen, die von der Freiheit der Niederlassung nach den Römischen Verträgen betroffen werden.

Zweifellos wollten die Juristen beweisen, dass sie sich hier auf ihrem ureigensten Gebiet bewegten. Um ihren Standpunkt verteidigen zu können, sahen sie sich gezwungen, die Grundsätze selbst des Niederlassungsrechts sowie den Wert der vorbereitenden Arbeiten für die Römischen Verträge in Frage zu stellen.

Die langwierige Kontroverse, die durch die Vorlage der Texte zur Niederlassung oder Dienstleistung ausgelöst wurde, brachte vor allem der beratende Ausschuss der Europäischen Anwälte, der den Berufsstand bei der Gemeinschaft vertritt, zum Ausdruck. Der Verfasser erläutert diese Kontroverse und die verschiedenen Gesichtspunkte.

CHRONIK :

**Fiat-Citroën : Konflikt, Waffenstillstand und
Friede,** von Paul HAGUET Seite 812

AKTUALITÄT UND DOKUMENTIERUNG :

Die Europäischen Gemeinschaften Seite 817

Bibliographie Seite 825

Aus dem Firmenleben Seite 826

*Für die in dieser Zeitschrift veröffentlichten
Studien sind nur deren Verfasser, nicht jedoch die
Organismen, Dienste oder Unternehmen, denen sie
angehören, verantwortlich.*

Summary of the main questions dealt with in the present number

CURRENT PROBLEMS:

The expanded European Common Market: between East and West, by Jean-Pierre BRUNET page 767

This is a timely moment, some days after the expansion of the European Common Market and a few months off from the European Conference on Security and Cooperation, to dwell on the place that the expanded Market will occupy between the power blocs and to put questions on its political and economic finalities. The author speculates on the conditions in which the expansion of the Community is to be accomplished, reviews the achievements of the founder members, and describes the way others see and judge the Community, before turning to an examination of the path it will tread.

The preferential trade agreement between the EEC and the Egyptian Arab Republic page 775

The EEC signed a preferential trade agreement with the Egyptian Arab Republic on December 18, 1972 in Brussels. Before analyzing the content of the agreement, the author cites several figures which shed light on it. Proceeding to the text itself, he shows the advantages the Community has agreed to grant Egyptian exports; the benefits granted by Egypt in return; and some additional provisions of the agreement. The author draws attention to the importance of the agreement for Common Market policy in the Mediterranean region.

Relations between the European Parliament and national parliaments, by J. L. BURBAN, Administrateur, European Parliament. page 780

Among the institutional problems which the European Parliament must solve is the matter of its relations with national parliaments. The question only surfaced in 1970, when the Luxembourg Treaty granted budgetary powers to the European Parliament which were taken ipso facto from national parliaments. The immediate result was the possibility of conflict, or at the least some friction, between the European Parliament and national parliaments.

How have these relations been settled at this point in time? And as they have not been settled in a satisfactory manner, what has been attempted? How can they be improved?

ECONOMIC AND SOCIAL ISSUES IN THE COMMON MARKET:

The first budget of the « Nine », by Georges GEYAT page 791

Although the entry of new members opens significant

political prospects, particularly following the European summit conference in Paris on October 19 and 20, such entry will not change the EEC budgetary system. That system was substantially modified by the April 22, 1970 Treaty which dealt solely with the question. An earlier EEC Council decision concerned the EEC's own revenues. The new member states accepted the treaties in principle, except for adaptations, and taking transitional measures into account. In the budgetary field, the sole consequential change is that relating to the calculation of the new qualified majority; and transitional measures are planned for the application of the April 21 decision on EEC revenues.

The EEC is under a provisional system for budgetary procedure as well as for its own revenues; the provisional system will end on December 31, 1974.

This article deals with the application of the new budgetary procedure; the present system for EEC revenues; and the major provisions and main directions of the 1973 budget. The author reflects upon the future development of EEC budgetary problems.

The right of establishment and the liberali- zation of the practice of the legal profession, by Louis PETTITI, Avocat à la Cour, Secrétaire Général de l'Association des Juristes Européens page 800

It should come as no surprise that the right of establishment and the liberalization of the practice of the legal profession have provoked more doctrinal controversies and clashes of principle among the practitioners than in any other area wherein the Rome Treaty is applied to free establishment.

The lawyers undoubtedly wish to show that they are particularly well qualified in this matter. To support their case, they have gone so far as to question both the right of establishment and the weight to be given the preliminary negotiations which led to the Rome Treaty.

The attempted passage of texts intended to administer provisions concerning establishment or practice has given rise to a major controversy. This controversy is expressed in the work of the Consultative Committee of European Bars. The author presents the controversy and explains his point of view.

REPORT:

Fiat-Citroën: conflict, truce, and peace, by Paul HAGUET page 812

NEWS AND DOCUMENTS:

European community page 817

Bibliography page 825

Company life page 826

Responsibility for the studies published in this Review belong to the authors alone; the organisations, services or undertakings to which they may belong are in no way involved.

COMITÉ DE PATRONAGE

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. Maurice BOULADOUX, Président de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN, Président du Conseil National du Patronat Français ;

M. André MALTERRE, Président de la Confédération Générale des Cadres ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie ;

M. Pierre MASSÉ, Président Honoraire du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI ;

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, de l'Académie Française.

FONDATEUR : Edmond EPSTEIN

COMITÉ DE RÉDACTION

Jean-Pierre BRUNET
Jean DENIAU
Jean DROMER
Pierre DROUIN
Mme Edmond EPSTEIN
Pierre ESTEVA
Renaud de la GENIERE

Bertrand HOMMEY
Jacques LASSIER
Michel LE GOC
Patrice LEROY-JAY
Jacques MAYOUX
Jacques MÉGRET
Paul REUTER

R. de SAINT-LEGIER
Jacques TESSIER
Robert TOULEMON
Daniel VIGNES
Jacques VIGNES
Jean WAHL
Armand WALLON

Directrice : Geneviève EPSTEIN — Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

La revue paraît mensuellement

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. 033-23-42

Abonnement annuel

France 110 F

Etranger 120 F

Paiement par chèque de banque de Paris, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

Régie exclusive des annonces pour la Suisse et le Liechtenstein :

L'Institut Publicitaire, « Les Garettes », 1295 Mies, près Genève. Tél. : (022) 55.34.11

Régie exclusive pour l'Italie

PUBLICITAS S.p.A., via Filiberto, 4 - 20149 MILANO

REPERTOIRE DES ANNONCEURS

Cahiers Fiscaux Européens, p. XI. — Centre Québécois : Etudes internationales, p. IX. — Communautés Européennes, p. IV. — Contrepoint, p. XII. — Croissance des Jeunes Nations, p. III. — Editions Techniques et Economiques : Le Cinéma... cette Industrie, p. X ; Mondes en développement, p. IV couv. — Entreprise, p. II. — Foire de Hanovre, p. I. — Kompas, p. III couv. — Librairie Sociale et Economique : O.I.T., p. IV. — Librairies Techniques, p. I. — Pichon et Durand-Auzias, p. I. — Revue de Politique Internationale, p. II couv. — Techniques et Développement, p. III. — Hôtel Terminus, p. IV. — Trente Jours d'Europe, p. IV.

L'EUROPE ÉLARGIE ENTRE LES BLOCS

par Jean-Pierre BRUNET

Le moment apparaît bien choisi, quelques jours après l'élargissement de la Communauté et à quelques mois de la Conférence de Sécurité et de Coopération en Europe, pour réfléchir à la place qu'occupera l'Europe élargie entre les blocs, et pour nous interroger sur les finalités politiques et économiques de cette Europe.

Ces échéances proches nous conduisent en effet, assez naturellement, à nous interroger sur les fina-

lités politiques et économiques de cette nouvelle Europe. Ceci est d'autant plus vrai que les Etats-Unis paraissent considérer avec une réserve croissante une entreprise à laquelle ils ont cru passionnément, et que l'U.R.S.S., de son côté, sans avoir encore modifié sa position faite de méfiance pour ne pas dire d'hostilité, paraît cependant s'interroger sur le bien fondé de cette attitude.

Dans quelles conditions cet « élargissement » va-t-il s'accomplir ?

Depuis le 1^{er} janvier dernier, jour « J » de l'élargissement de la Communauté qui comprend désormais non plus six mais neuf membres, l'Europe se trouve dans une situation si différente de celle où elle se trouvait quinze ans plus tôt, lorsque le traité de Rome est entré en vigueur, qu'on peut se demander si nous parlons du même Continent.

Tout d'abord et d'une manière très générale, on ne peut s'empêcher de noter que les Superpuissances — pour utiliser le langage chinois, commode bien qu'approximatif et tendancieux — même si elles sont encore si puissantes qu'un journaliste de grand renom a pu parler récemment à leur propos dans les colonnes du « Monde » de leur « co-suzeraineté » du monde, ont connu de réelles difficultés depuis quelques années. Les Russes s'inquiètent de la Chine ; ils ont eu des déboires extérieurs, que ce soit en Yougoslavie, à Cuba ou en Egypte, ou bien intérieurs par suite de la pénurie de biens de consommation et parfois de produits alimentaires. Les Américains, en ce qui les concerne, vont sans doute devoir pour la première fois dans leur histoire, conclure l'an prochain une guerre par un

compromis. Leur monnaie est suspecte, leur marché envahi de produits étrangers ; leurs entreprises s'expatrient. Ceci explique que l'on parle désormais — quand bien même les puissances moyennes et petites ont-elles aussi connu leurs difficultés — d'un monde plus différencié, d'un monde multipolaire du point de vue politique, sinon du point de vue militaire.

S'agissant d'autre part de la défense, nous savons — voir l'affaire de Cuba, vieille maintenant de dix ans — qu'une guerre nucléaire, délibérément provoquée, est désormais impossible. Nous savons également que les frontières entre les deux Allemagnes comme entre l'Allemagne de l'Est et l'Europe orientale sont désormais stabilisées et que les deux Etats allemands, République fédérale et République démocratique, vont entrer à l'O.N.U. l'an prochain. Nous savons enfin, depuis la crise de Berlin et l'affaire tchécoslovaque, que la ligne de partage entre Est et Ouest en Europe est intangible. En d'autres termes, personne en Europe ne croit plus en la possibilité d'une guerre dans un avenir prévisible. Ces constatations sont naturellement d'une extrême importance quand on se souvient de l'influence qu'a eue pendant les années 50 la peur de l'U.R.S.S. sur le comportement de ceux qui voulaient, comme

on le disait à l'époque, « faire l'Europe ». L'enthousiasme dont les Etats-Unis ont alors fait preuve pour le mouvement d'unification de l'Europe s'explique en partie par la guerre froide qui sévissait à l'époque.

Soulignons une autre différence entre la situation qui prévalait le 1^{er} janvier 1958 et celle dans laquelle nous nous trouvons depuis le 1^{er} janvier dernier. L'Allemagne, grâce à sa politique européenne, a maintenant obtenu l'égalité des droits, la « gleichberechtigung » à laquelle elle rêvait depuis la fin de la guerre. Le Plan Schuman a aboli l'Autorité Internationale de la Ruhr, les accords dits de Bonn et de Paris de 1955 ont rendu à la République fédérale sa souveraineté, le Traité de Rome a supprimé les derniers éléments de « discrimination » dont elle pouvait avoir à se plaindre. Bonn est donc désormais, sauf en matière militaire, sur un pied de complète égalité avec les autres capitales de la Communauté Economique Européenne. C'est dire que la République fédérale, n'ayant rien à revendiquer dans ce domaine, n'a plus le même intérêt qu'autrefois à l'épanouissement de l'Europe.

D'un point de vue plus étroitement économique, tandis que nos six pays constituaient il y a 15 ans autant d'entités économiques séparées, nous avons maintenant créé un vaste marché qui, bien qu'il soit encore très imparfait — il n'y a plus de barrières commerciales mais il existe encore des obstacles administratifs et fiscaux à une circulation véritablement libre des marchandises, sans parler des capitaux ou des hommes — représente tout de même une Union douanière de six pays importants et dont le commerce extérieur constitue une part importante et d'ailleurs croissante, du Produit National Brut. Il s'agissait évidemment là d'un impératif catégorique, dès lors que nous voulions ne serait-ce que survivre dans un monde de géants économiques. Nous allons maintenant élargir ce déjà vaste marché. Il s'agira cette fois d'un changement de degré non de nature ; le saut, en langage hégélien, sera non plus qualitatif, mais simplement quantitatif. L'impact de l'élargissement devrait donc être moins important que celui de la création même du Marché commun ; ce choc, s'il y a véritablement choc, sera absorbé d'autant plus aisément qu'il semble que le monde occidental soit entré dans une phase de « boom » inflationniste.

Ainsi les motifs des Européens de persévérer dans la construction de l'Europe, n'apparaissent pas en 1973 avec autant de force, autant d'évidence que quinze ans plus tôt ni sur le plan de la défense, ni

sur le plan économique. Et pourtant, soulignons le, ceux qui souhaitent avec force, pour ne pas dire avec passion, car la passion a plutôt fait place à la raison, la poursuite de l'œuvre entreprise après la 2^e guerre mondiale c'est-à-dire la création d'une véritable entité, politique et économique, européenne, se comptent par millions et par dizaines de millions. Ils sont probablement la majorité dans presque tous les pays de la Communauté. Ils sont sûrement la majorité au sein de ce qu'il est convenu d'appeler les « Establishments » de ces pays qui en général imposent leurs décisions — la seule exception connue à cette règle étant à ce jour la Norvège.

Si, en dépit de motifs moins puissants, les Européens continuent à croire à l'Europe, c'est au fond tout simplement parce que le sentiment est très généralement répandu que s'ils ne veulent pas devenir — des esprits chagrins diraient s'ils ne veulent pas demeurer — des pions dans le grand jeu des Superpuissances, ils n'ont pas d'autre solution, pas d'autre ressource que de nouer entre eux des liens toujours plus étroits. Accessoirement, mais ceci est beaucoup moins important, car il s'agit d'un raisonnement accessible aux seuls technocrates, on peut rappeler — c'est la fameuse métaphore de la bicyclette, selon laquelle la Communauté ne peut rester sur place sous peine de s'effondrer — que « l'approfondissement », pour employer le vocabulaire consacré, du Marché commun est nécessaire à sa survie.

Voyons d'un peu plus près ce que les membres fondateurs de la Communauté ont réalisé.

Ainsi comme indiqué ci-dessus, après une vingtaine d'années d'efforts nous disposons d'une Union Douanière qui fonctionne dans de bonnes conditions, même si la perméabilité sur sa frontière orientale cause quelquefois des soucis : ce n'est pas là un mince résultat. Il y a en allemand à ce propos un jeu de mots difficile à rendre en français selon lequel il ne fallait pas parler de la petite Europe mais du noyau de l'Europe (nicht klein, sondern Kern Europa) dans laquelle les deux pays les plus importants, l'Allemagne et la France, avaient de toute évidence un rôle essentiel à jouer.

Cette Communauté a mis au point une Politique Agricole Commune dont l'objectif était d'éviter, à une époque d'urbanisation très rapide, que le niveau de vie à la campagne ne soit par trop inférieur à

celui des villes. En dépit des imperfections de cette politique, à laquelle nous Français sommes aussi sensibles que d'autres puisque nous avons été contraints par solidarité européenne de relever nos prix, que nous aurions préféré maintenir bas, elle n'a en tout cas pas freiné les importations des pays tiers comme on le prévoyait souvent et comme on continue souvent à le dire en dépit des démentis qu'apportent les statistiques. Cette politique a en effet permis un accroissement notable des exportations agricoles, notamment de produits transformés des pays de l'Est européen. Quant aux ventes des Etats-Unis, on rappellera qu'elles ont plus que doublé de 1958 à 1970 (dernière année pour laquelle nous disposons de statistiques complètes), c'est-à-dire qu'elles se sont accrues à un rythme nettement plus rapide vers les pays du Marché commun que par exemple vers les pays de l'Association Européenne de Libre Echange qui n'avaient pas établi entre eux une politique agricole.

Les progrès que nous avons accomplis dans les domaines économique et monétaire ont été lents mais nous avons, vous le savez, de grands espoirs pour l'avenir puisque nous comptons établir dans les huit années à venir, tâche redoutable s'il en est, une Union économique et monétaire entre les neuf pays membres de la Communauté élargie.

Quant aux progrès en matière industrielle, ils sont bien faibles ; il y a une politique agricole, il n'y a pas de politique industrielle, il n'y a même pas d'ébauche de la politique industrielle de la Communauté. A notre décharge, nous pouvons dire que le concept lui-même est très malaisé à définir.

Enfin, comme vous le savez, nous en sommes aux balbutiements en ce qui concerne la coopération politique. M. Pompidou a parlé voici quelques mois à son propos de « flamme vacillante » qu'il importait d'entretenir et la récente Conférence au Sommet lui a donné des motifs de satisfaction à ce sujet.

Nous avons décidé d'élargir la Communauté. Nous avons par-là même, en pleine connaissance de cause, décidé de remodeler la carte économique et politique de l'Europe. En effet nous avons non seulement étendu l'aire d'application du Traité de Rome, mais nous avons été conduits à passer des accords commerciaux de vaste portée (prévoyant le libre échange à terme rapproché — 1977 — des produits industriels) avec pratiquement tous les autres pays d'Europe occidentale. Il s'agit là d'une conséquence inéluctable de l'élargissement ; si nous

n'avions pas négocié et signé ces accords, nous aurions dû demander aux pays candidats de mettre des obstacles à leurs échanges avec les pays non candidats en général neutres de l'Association Européenne de Libre Echange. Il n'était pas concevable que le premier résultat de l'élargissement fût de créer une barrière tarifaire, supprimée depuis de nombreuses années, entre par exemple le Danemark et la Suède à travers le mince détroit qui les sépare. Après avoir signé ces accords à six mois d'intervalle le 22 janvier et le 22 juillet dernier, la réaction en chaîne ainsi amorcée s'est poursuivie. Pour prendre un exemple, puisqu'en juillet la Communauté élargie a signé un important accord avec le Portugal (membre de l'A.E.L.E. et bénéficiant depuis dix ans de l'entrée en franchise de ses produits en Angleterre) ceci ne pouvait manquer d'avoir des répercussions sur nos rapports avec l'Espagne, et, de proche en proche, avec tous les pays méditerranéens qui font avec l'Europe l'essentiel de leur commerce. Si on a parlé assez longuement de cette question, et de la genèse de ses accords, c'est parce que, comme on le sait, ils font actuellement l'objet de vives critiques aux Etats-Unis où on les considère comme la preuve, bien à tort, d'une sorte de volonté de puissance de la Communauté alors qu'il s'agit d'un processus de caractère presque automatique dès lors qu'on avait pris la décision d'élargir la Communauté.

Enfin et pour terminer ce survol rapide de la situation telle qu'elle se présente début 1973, il convient de noter que la Communauté mettra un certain temps à « digérer », si on ose ainsi s'exprimer, les nouveaux pays membres. En d'autres termes, le dynamisme de la Communauté risque d'être amoindri au cours des prochains mois.

Comment « les autres » nous voient-ils, maintenant que l'Europe a atteint sa majorité ?

L'Europe a eu en effet 21 ans l'an dernier si l'on considère que tout a commencé le 9 mai 1950, c'est-à-dire le jour où le Ministre français des Affaires Etrangères a suggéré que les soi-disant ennemis héréditaires, la France et l'Allemagne, rendent entre eux la guerre « impossible et impensable » en mettant en commun leurs ressources de charbon et d'acier ; on sait que cinq pays répondirent alors à cet appel.

Ainsi c'est une Europe majeure qui va s'élargir

Que pense-t-on d'elle sur d'autres Continents, et dans un pays, l'U.R.S.S., dont une partie seulement se trouve en Europe ?

Vu d'Outre-Atlantique, le Marché commun est devenu pour les Etats-Unis un redoutable concurrent et c'est pourquoi à Washington le sentiment à l'égard de la Communauté est passé progressivement d'un appui presque passionné, parce que d'origine politique, à une vive inquiétude. On a tendance à estimer à Washington que les difficultés que connaissent les Etats-Unis, et qui ont conduit ce pays l'an dernier à rendre sa monnaie inconvertible, sont liées à la trop grande réussite de ses partenaires industrialisés du monde occidental, et notamment le Japon, l'Europe et le Canada. Il y a là toujours selon Washington une grande injustice, puisque l'Amérique a pris en grande partie à sa charge les dépenses de reconstruction d'abord, de défense ensuite, du monde « libre » ; l'Europe et le Japon ont ainsi pu disposer de ressources importantes qu'ils ont consacrées à leur développement économique plutôt qu'à des dépenses militaires improductives.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Toujours selon Washington, les difficultés des Etats-Unis, qui se traduisent par une certaine désaffection à l'égard d'un dollar trop abondant dans le monde, sont encore aggravées par le caractère « discriminatoire », « préférentiel » (l'éventail des adjectifs péjoratifs est assez large) des accords qui lient la Communauté aux autres pays d'Europe occidentale, comme aux Etats provenant de leurs anciens empires coloniaux ou aux autres riverains de la Méditerranée, et par le caractère « restrictif », « introverti » de la politique agricole commune (dans ce cas encore les ressources de la sémantique apparaissent inépuisables).

A cette situation deux remèdes. Il faut d'abord corriger la faiblesse momentanée, espère-t-on, du dollar par la réévaluation des autres monnaies, notamment celles d'une catégorie de pays inconnus jusqu'ici, les « mauvais créanciers » (ce résultat a du reste été obtenu à Washington en décembre 1971, certains pays ayant réévalué leurs monnaies non seulement par rapport au dollar, mais même par rapport à l'or). Il faut ensuite — deuxième remède — ouvrir largement aux exportations américaines les marchés protégés par la politique agricole de la Communauté ou les accords de libre échange entre la C.E.E. et les pays de l'A.E.L.E.

Avant de voir ce que les Européens eux-mêmes pensent de cette argumentation, il convient de dire quelques mots des jugements que portent sur la Communauté les autres puissances.

L'U.R.S.S. semble être en train de passer de la farouche hostilité à l'acceptation résignée et maussade d'un fait économique et politique qui s'impose à elle et qu'elle ne cherche plus à nier. Après tout, comme disait Lenine, les faits sont têtus. Elle continue à penser que le Marché commun est une institution destinée à favoriser ce qu'elle appelle les monopoles ouest-allemands considérés comme les plus puissants à l'intérieur de la Communauté et à favoriser l'expansionnisme américain dans le cadre atlantique, ce qui crée à la fois des « contradictions » internes au sein du Marché commun et des « contradictions » entre le Marché commun et les Etats-Unis. Les analyses soviétiques ont toujours été simplistes, de sorte que l'U.R.S.S. a été prise de court par des développements auxquels elle ne s'attendait pas : appui de l'opinion publique à l'entreprise européenne dans les pays fondateurs — y compris d'une partie des électeurs communistes — ; élargissement du Marché commun ; accord entre la Communauté et les pays neutres. Quoi qu'il en soit, elle semble s'accommoder de mauvaise grâce de l'existence du Marché commun quitte à se réjouir bruyamment de tous les échecs subis (referendum en Norvège) ; mais les anathèmes contre les « groupements économiquement fermés » se font plus rares.

On voit donc que l'opinion américaine et l'opinion soviétique à l'égard du Marché commun, après avoir été radicalement différentes, tendent à se rapprocher.

La Chine en revanche applaudit — on dirait presque applaudit bruyamment — à l'existence du Marché commun et plus encore à son élargissement. C'est qu'en effet elle veut croire — ne serait-ce que pour prendre le contrepied des thèses soviétiques — que l'Europe en voie de création est fermement résolue à tenir tête à ce qu'elle appelle les « Superpuissances ».

Le Japon, qui a très clairement montré depuis quelques mois qu'il souhaite désormais voler de ses propres ailes, cherche, non sans peine, sa voie. Il veut naturellement pénétrer le Marché commun sur le plan commercial comme sur celui des investissements, mais hésite encore sur la méthode à suivre dans une région qu'il connaît mal : soit la manière forte — en recherchant au besoin l'appui des Etats-Unis — soit la négociation.

Mais voyons maintenant ce que pense la Communauté.

Reconnaissons tout d'abord que nous autres, Européens, éprouvons encore des difficultés à parler le même langage, puisqu'aussi bien nos intérêts demeurent divergents ; le processus de leur harmonisation est en cours, mais il n'est pas terminé, ce qui explique notamment que nous n'ayons guère dépassé, comme nous l'avons vu, le stade de l'Union douanière. Nous ne sommes pas, tant s'en faut, comme on le croit souvent aux Etats-Unis, les Etats-Unis d'Europe. La tentation est nécessairement grande pour les puissances extérieures à la Communauté de jouer sur nos divisions.

L'influence russe dans notre partie du continent européen, bien que non négligeable, reste modeste. L'influence américaine, par contre, est considérable pour des raisons aussi bien économiques que politiques. Nos pays ont conscience d'appartenir au « monde occidental » qui se définit par les valeurs de sa civilisation, par une même conception de l'homme et de sa liberté, autrement dit de la démocratie. Ils savent aussi qu'ils sont protégés par la force nucléaire de l'Amérique. Enfin, en ce qui nous concerne plus particulièrement nous Français, les Etats-Unis sont pour nous l'ami de toujours avec lequel nous n'avons jamais été en guerre, qui a été aidé par nous à devenir indépendant — trois fois plus de Français que d'Américains ont été tués à la bataille décisive de Yorktown — et bien entendu, beaucoup plus près de nous, aucun Français n'oublie les faits d'armes des Américains sur les champs de bataille de l'Argonne ou les plages de débarquement de Normandie.

Et pourtant, en dépit de cette divergence d'intérêts entre Européens à laquelle on vient de faire allusion, en dépit de ces sentiments de profonde amitié qui nous lient aux Etats-Unis, les Européens, on peut le dire nettement, n'analysent pas comme les Américains la situation actuelle. Ils n'ont pas de complexe de culpabilité ; ils n'ont pas conscience d'avoir cherché à jouer leurs alliés d'Outre-Atlantique.

Ils constatent tout d'abord que les Etats-Unis étaient, au sortir de la guerre, le seul pays à avoir conservé intacts ses moyens et ses ressources, qu'il a d'ailleurs mis généreusement à la disposition de l'Europe occidentale. La capacité concurrentielle de l'Europe s'est progressivement accrue et les comptes extérieurs des Etats-Unis sont devenus progressivement débiteurs ; le déficit de la balance des paie-

ments a fini par atteindre des montants extrêmement élevés au cours des deux dernières années.

Pourquoi en est-on arrivé là ? Il est très généralement reconnu — partout dans le monde, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe — que les balances commerciales, les balances des paiements, ne sont pas, si on ose ainsi s'exprimer, des « phénomènes en soi ». Ils sont bien plutôt le résultat de déséquilibres monétaires internes, ou bien entre les prix d'un pays et les prix étrangers, ou encore des finances publiques. Si ces équilibres fondamentaux sont rétablis, il n'y a pas de raison pour que la balance des paiements ne le soit pas également.

Malheureusement, rien dans le système monétaire international en vigueur — aussi bien avant le 15 août 1971 que depuis — ne pouvait contraindre les Etats-Unis à se préoccuper de ce déficit, à chercher à rétablir ces équilibres puisque le déficit était automatiquement financé par une accumulation de dollars chez les pays créditeurs qui, d'une façon générale, n'ont pas voulu — avant le 15 août 1971 — et qui n'ont pas pu depuis lors les convertir en véritables avoirs de réserve. Aucun autre pays du monde ne s'est trouvé dans cette confortable situation. Les Etats-Unis ont pu — et peuvent d'ailleurs encore — choisir les politiques qu'ils entendent mener sans tenir grand compte de leurs conséquences sur le monde extérieur. C'est ainsi qu'ils ont pu décider de financer la guerre du Vietnam sans recourir à des impôts supplémentaires. En toute équité, il faut reconnaître que les Américains ont eux-mêmes inventé l'expression de « *benign neglect* » — disons aimable indifférence — pour caractériser cette attitude à l'égard de leur balance des paiements. Mais ce comportement a eu des effets déplaisants pour les partenaires des Etats-Unis et l'ancien Secrétaire au Commerce, M. Peterson, pouvait dire l'année dernière, dans un jeu de mots qui est à peu près transposable en français, que cette aimable indifférence ou « *négligence bénigne* », pour traduire littéralement l'expression anglaise, pouvait devenir une tumeur maligne.

Mais négligeons pour un moment la remarque que nous avons faite tout à l'heure selon laquelle une balance des comptes est une résultante, un épiphénomène et adoptons le mode de raisonnement américain selon lequel il faut oublier l'aspect interne des choses pour ne voir que l'aspect externe et à cet effet examiner, ligne par ligne, cette balance.

Nous constatons tout d'abord que ce déficit ne peut à l'évidence s'expliquer par les dépenses du

Plan Marshall effectuées il y a fort longtemps et à un moment où l'Amérique était excédentaire, ni par les charges militaires américaines en Europe, effectuées essentiellement en Allemagne où elles sont presque entièrement compensées par les accords dits « offset ». Il ne s'explique pas non plus par l'aide des Etats-Unis aux pays sous-développés qui consiste essentiellement en produits américains — en jargon technique cela s'appelle l'aide « liée » — et qui est au demeurant modeste et plutôt décroissante, les Etats-Unis figurant au 12^e rang en indice de générosité sur les 16 pays membres du Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E. Il n'est pas dû enfin à l'excédent, apparu l'an dernier, des importations des Etats-Unis sur les exportations de ces pays ; la balance commerciale américaine a été excédentaire sans discontinuer de 1888 à 1971.

Et puisque nous parlons des questions commerciales, attardons-nous un court moment. Il est nécessaire de rappeler que le Marché commun a été une véritable aubaine pour les intérêts américains. Non seulement les grandes sociétés américaines, y compris les banques, ont-elles tiré parti avec une grande dextérité de l'abolition des barrières aux échanges en Europe — et il faut rendre hommage à leur savoir faire — et ont pu ainsi se « multinationaliser » encore davantage, mais encore les exportations américaines vers les Six ont augmenté plus rapidement que les exportations des Etats-Unis vers le reste du monde. Rappelons les chiffres rapidement pour la période 1958-70 : vers le Marché commun accroissement de 180 %, vers les pays de l'A.E.L.E. augmentation de 143 %, vers le reste du monde accroissement de 118 %. Et à la fin de cette période la valeur de la production des filiales des sociétés américaines dans le monde, dont une proportion croissante se trouve dans le Marché commun, atteignait un chiffre comparable au P.N.B. de la France ou du Japon. Et nous allons maintenant offrir aux Etats-Unis, sans rien leur demander en échange, un abaissement sensible du tarif douanier britannique et l'abolition progressive de la préférence impériale dans les pays et notamment dans les pays riches du Commonwealth britannique, mesures de désarmement douanier dont l'effet viendra s'ajouter à celui, bénéfique pour les Etats-Unis, de la négociation Kennedy.

Cette courte digression terminée, on reviendra à l'analyse poste par poste de la balance américaine des paiements. En y procédant, les Européens sont frappés pour leur part par le montant très élevé des dépenses américaines à l'étranger, qu'elles soient

improductives comme celles consacrées à la guerre en Indochine qui, Dieu soit loué, tire à sa fin, ou au contraire extrêmement productives (mais ayant un effet défavorable sur la balance des paiements) comme les investissements privés massifs répartis à travers le monde occidental dont nous venons de parler.

Il faudrait ajouter que lorsque nous Français entendons nos amis américains se plaindre que trop de leurs nationaux voyagent à l'étranger, grevant le poste « tourisme » de la balance des paiements, que les sociétés américaines investissent trop à l'étranger, que la balance commerciale américaine est devenue négative à cause du protectionnisme des autres pays, que les firmes étrangères font du dumping sur le marché américain, etc., cela nous rappelle quelque chose. Ce langage, nous l'avons souvent entendu, mais s'appliquant à nos propres affaires entre la fin de la guerre et 1958 ; nous avons alors connu souvent des déficits de notre balance. Lorsqu'on cherchait à empêcher les Français de se rendre à l'étranger pour leurs vacances, lorsqu'on renforçait le contingentement des importations ou qu'on cherchait à favoriser les exportations par des foires ou autres manifestations sans rien entreprendre dans les domaines cruciaux, le déficit persistait et cela se terminait en général par une dévaluation. Ce déficit, à l'inverse, disparaissait chaque fois que des mesures étaient prises pour rétablir les équilibres fondamentaux. Et nous ne sommes pas le seul pays d'Europe à avoir ainsi tiré des leçons de l'expérience.

Au surplus, ce que les Européens disent à ce propos est confirmé par ce qui se passe en ce moment aux Etats-Unis. On y a pris des dispositions depuis 16 mois pour freiner l'accroissement des prix et des salaires et déjà le dollar apparaît plus solide. Si les pressions inflationnistes demeurent à l'avenir plus faibles aux Etats-Unis qu'ailleurs dans le monde, si en particulier le Congrès limite les dépenses publiques, les produits américains redeviendront rapidement compétitifs et la balance commerciale américaine sera positive. M. Kearns, le Président de l'Eximbank, s'est montré récemment très optimiste à ce sujet. Il en est de même de Milton Friedman qui a même parlé de la menace qui pesait sur nous de manquer bientôt de dollars. Espérons que ces prévisions sont fondées, car nous n'avons rien à gagner à une rechute du dollar ; tout ceci montre bien en tout cas que les Etats-Unis peuvent faire beaucoup par eux-mêmes pour rétablir l'équilibre.

On sera beaucoup plus bref sur l'analyse que font

les Soviétiques de la situation actuelle. Elle est, elle aussi, récusée par les Européens qui constatent notamment que les échanges Est-Ouest se sont développés très rapidement depuis la création du Marché

commun. On pourrait même dire que l'intérêt pour les marchés de l'Est s'est constamment accru au cours de la période d'édification du Marché commun.

Essayons de voir enfin où va la Communauté.

Les progrès de l'Europe, on l'a vu, n'auront plus désormais comme moteur ni le besoin de parer à la « menace » soviétique, ni la nécessité de la création d'un grand marché.

L'idée européenne est devenue un lieu commun : c'est incontestablement une victoire, mais c'est aussi une faiblesse puisqu'il n'y a pas beaucoup d'élan dans un lieu commun.

Le moment est donc venu de dire quelques mots sur l'Europe politique ; tout serait en effet tellement plus simple si nous pouvions avancer aussi rapidement dans le domaine politique que dans le domaine économique. Bien entendu nous faisons de la politique, comme M. Jourdain faisait de la prose, lorsque nous prenons à Bruxelles des décisions économiques à caractère hautement politique telle que, disons, la fixation du prix des céréales. Mais ce dont on veut parler, c'est à la fois de la force, de la pression politique nécessaires pour nous permettre d'accomplir de nouveaux progrès dans le domaine de la politique étrangère toute entière et non plus seulement de la politique économique étrangère.

Distinguons donc les deux notions, liées mais différentes, que sont les rapports entre les pays européens d'une part, la politique étrangère de l'Europe d'autre part.

En ce qui concerne la construction de l'Europe politique, il semble bien, notamment depuis la récente Conférence au Sommet de Paris que la thèse à laquelle on a longtemps beaucoup cru et qui pour des raisons qui m'échappent a perdu un peu de son lustre, thèse dite de la fusée à trois étages, contienne une bonne part de vrai. Selon cette thèse de l'Union douanière premier étage devait sortir, et dans cet ordre, l'Union économique deuxième étage puis l'Union politique troisième étage. Cette idée paraît assez sage et devrait nous inciter à passer au plus vite, pour des raisons politiques, au stade de l'Union économique. Certes l'an dernier, au moment de la grande crise monétaire, les pays européens ont réagi en ordre dispersé et cependant la Communauté ne

s'est pas effondrée : mais il serait dangereux de croire à la répétition des miracles. Depuis octobre dernier, on est en droit désormais d'espérer que le troisième étage de la fusée, celui de l'Union politique, s'allumera aussitôt terminée en 1980 la combustion du deuxième.

En ce qui concerne la politique étrangère de l'Europe, nos progrès seront nécessairement ralentis par nos vues divergentes sur les problèmes de la défense, compte tenu notamment des craintes que nous Français éprouvons à l'idée d'une sorte de neutralisation de fait de l'Europe. Nous allons avancer mais à une allure assez réduite. C'est ainsi que, sans d'une façon quelconque nous présenter comme un bloc à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, nous prendrons des positions analogues pour ne pas dire semblables ; dans un autre domaine, les récents débats de l'O.N.U. sur le Moyen-Orient ont montré que sur cette affaire capitale également nos vues se rapprochent.

Jusqu'au jour où nous pourrions avancer à pas de géant dans le domaine politique, nous devrions nous contenter de renforcer l'unité économique de l'Europe dont nous sommes d'ailleurs bien conscients encore une fois qu'elle aura, notamment lorsqu'elle s'étendra au domaine monétaire, de considérables répercussions politiques.

Nous avons, on croit l'avoir montré, à faire face à une situation où l'Europe doit désarmer l'hostilité ou la réticence de l'un ou l'autre bloc à son égard.

Pour y parvenir, il s'agit de prouver que la création d'une entité européenne politiquement et économiquement viable et indépendante est dans leur intérêt.

La peur de l'U.R.S.S. est de voir l'Europe occidentale se rapprocher à ce point des Etats-Unis qu'elle deviendrait une simple annexe de la Zone dollar, un élément d'une Zone atlantique de libre échange et, sur le plan militaire, un simple glacis de la forteresse Amérique.

La crainte des Etats-Unis est de voir le marché européen peu à peu lui échapper et l'Europe lui mener une vie plus dure encore sur les marchés tiers.

Peu importe que ces craintes nous paraissent ou non fondées. Elles existent ; il faut les dissiper.

Il se trouve qu'une occasion se présente à l'Europe de le faire. Nous nous trouvons en effet sur le point d'engager deux négociations parallèles l'une sur la monnaie (celle-ci est même déjà commencée), l'autre sur le commerce qui peuvent, si elles sont menées avec l'énergie nécessaire, démontrer à la fois l'existence d'une personnalité européenne, l'inaltérabilité des craintes des blocs à son égard en faisant la preuve du désir de cette Europe de favoriser l'équilibre mondial générateur de paix.

Sur le plan commercial nous pensons qu'il est souhaitable de négocier un accord sur l'abaissement des obstacles aux échanges. Il ne peut s'agir d'une abolition totale puisque le tarif extérieur commun de la Communauté définit celle-ci par rapport au monde extérieur. Dans le domaine agricole par ailleurs c'est moins de libération des échanges que d'organisation de la production et des marchés que l'on parlera. Mais sous réserve qu'il soit bien entendu qu'il ne pourrait être question ni de libre-échange mondial ni de démantèlement de la politique agricole (car dans cette hypothèse on nierait l'Europe) il est sûr que les Européens voudront poursuivre dans la voie ouverte avec succès par les Etats-Unis et l'Europe lors de la négociation Kennedy qui n'a pas fini de faire sentir ses bénéfiques effets. Il est important de souligner que, grâce au jeu aussi automatique que bénéfique de la clause de la nation la plus favorisée l'U.R.S.S., sans avoir même à participer à cette négociation, en tirera d'importants avantages.

Sur le plan monétaire, la réforme qu'il faudra négocier devra rendre au système nouveau le caractère « symétrique » qu'avait perdu depuis le début des années 60, compte tenu de l'inconvertibilité de fait puis de droit du dollar, le système de Bretton Woods. Pour ce qui est des relations intra-européennes, la réaffirmation solennelle par la récente Con-

férence au Sommet de l'objectif retenu en principe et avec certaines réserves en 1971, et qui devient maintenant un engagement irrévocable — constituer fin 1980 au plus tard une Union économique et monétaire — est encourageante. Ici encore la reconstitution, sur le plan européen comme sur le plan mondial, d'un système sain et équilibré, ne peut présenter que des avantages à long terme pour l'U.R.S.S. comme pour les Etats-Unis même si pour ce dernier pays et à court terme (elle prévoit pour le dollar un rôle décroissant) — elle comporte certains inconvénients passagers. Quant à l'U.R.S.S. elle a intérêt à voir l'Europe se dégager de l'emprise du dollar.

Ces négociations s'engageront dans un climat d'autant meilleur que l'on s'abstiendra de polémiquer ; les Européens, pour leur part, ne prêtent pas sur ce point le flanc à la critique. Ils s'émeuvent par contre et à juste titre, de voir leur entreprise dénigrée sans raison. Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt, même sur le plan de la tactique diplomatique, à essayer de faire croire que l'œuvre que nous avons accomplie a pu les gêner. Les dirigeants de l'U.R.S.S. seraient bien avisés de suivre l'avis de certains de leurs experts en sciences politiques et économiques qui estiment que la Communauté a de fortes chances de s'épanouir encore. Les Etats-Unis ont amélioré de façon sensible leurs relations avec l'U.R.S.S. et la Chine — et qui pourrait s'en réjouir davantage que les Français qui poussent depuis des années à une politique dite de détente — mais l'Europe reste tout de même une région d'intérêt fondamental pour les Etats-Unis. Quant à l'U.R.S.S., elle doit comprendre qu'elle n'a pas intérêt à jeter les Européens dans les bras des Américains.

Sur le plan politique, en parlant cette fois non plus à l'horizon 1973 mais à l'horizon 1980, une Europe organisée peut être un précieux élément d'équilibre utile aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'U.R.S.S.

Ainsi les deux géants qui encadrent géographiquement la Communauté devraient se rejoindre pour souhaiter que l'Europe se constitue pour elle-même.

L'ACCORD COMMERCIAL PRÉFÉRENTIEL ENTRE LA C.E.E. ET LA RÉPUBLIQUE ARABE ÉGYPTIENNE

La Communauté a signé le 18 décembre à Bruxelles avec la République arabe égyptienne un accord commercial préférentiel.

La demande égyptienne de conclusion d'un accord remontait à septembre 1969 et c'est dans le contexte des décisions prises par la session du Conseil du 17 octobre de la même année que cette demande a été prise en considération. Cette cession avait été très importante du point de vue des relations avec les pays du bassin méditerranéen, car elle avait marqué le début de l'action équilibrée de la Communauté à l'égard de cette région. Au cours de cette session, en effet, il avait été décidé simultanément d'un mandat en vue de l'ouverture de négociations avec Israël, de l'ouverture de négociations exploratoires avec la République Arabe Unie et le Liban, ainsi que d'un mandat en vue de la reprise des négociations avec l'Espagne.

Alors que les négociations avec Israël et l'Espagne aboutirent dès 1970, celles avec la R.A.E. — et d'ailleurs aussi avec le Liban — furent beaucoup plus longues. Elles avaient été entamées en septem-

bre 1970 sur base d'un mandat du Conseil à la Commission adopté en juillet 1970. Elles furent sur le point d'aboutir en octobre de la même année ; mais le problème du boycottage avait alors surgi et finalement les négociations ne purent reprendre qu'en avril de cette année et n'aboutirent qu'au début du mois d'octobre.

Le cadre général de l'accord envisagé avec la R.A.E. est celui d'un accord commercial préférentiel basé sur l'article 113 du Traité de Rome et conclu pour une période de 5 ans. Dix-huit mois avant l'expiration de cet accord des négociations pourront être engagées en vue de la conclusion d'un nouvel accord sur des bases élargies. Les concessions réciproques que s'octroient les deux parties s'inscrivent dans le cadre de la réalisation progressive à terme d'une zone de libre-échange.

On notera ainsi la grande similitude de cet accord avec d'une part ceux signés avec Israël et l'Espagne le 29 juin 1970 et d'autre part celui signé le 18 décembre 1972 avec le Liban.

..

Avant d'analyser le contenu proprement dit de l'accord, il est utile de rappeler quelques chiffres qui permettent de mieux apprécier ce contenu.

1. *Superficie* : 1 million de km².

2. *Données démographiques* :

— 35 millions d'habitants en 1972 contre 26 en 1960 et 31 en 1967, soit un taux d'accroissement de l'ordre de 2,5 à 2,8 % (Espagne 0,9 %, Israël 3,3 %).

— Le poids de cette démographie galopante se fait sentir dans les grandes villes et en par-

ticulier au Caire qui compte à lui seul plus de 5 millions d'habitants. La population de cette ville s'est accrue de plus de 21 %, entre 1966 et 1971, soit un taux annuel de 4,2 %.

— *Population active totale* : 8,8 millions.

— *Pourcentage de la population active agricole* : 55 %.

(Espagne 34 %, Israël 12 %).

Le produit national brut a été en 1969 de 5,2 millions de dollars, ce qui représente par tête

d'habitant 160 dollars. La R.A.E. se trouve ainsi en bas de l'échelle pour les pays méditerranéens puisque le P.N.B. par tête d'habitant le plus bas se situe autrement à 190 dollars pour le Maroc. Le chiffre le plus élevé se situe en Israël avec le P.N.B. par tête d'habitant de 1 570 dollars.

Le taux de croissance du P.N.B. a été en moyenne en R.A.E. entre 1960 et 1969 de 1,2 %, ce qui est le chiffre le plus bas enregistré dans le bassin méditerranéen (Espagne 6,5 %, Israël 3,4 %).

La balance générale (balance des opérations courantes + balance des capitaux) a été déficitaire en 1971 pour une valeur de 66,9 millions de livres égyptiennes.

La Communauté a été en 1969 le premier fournisseur de la R.A.E. à concurrence de 27 % des importations totales du pays, et le deuxième client de la R.A.E., à concurrence de 12 % des exportations totales de ce pays ; le volume des importations de la Communauté en provenance de la R.A.E. a été, sur

base des années 1969/1970, de 152 millions de dollars se répartissant en :

secteur industriel : 120,5 millions de dollars, soit 79,3 % ;

secteur agricole : 31,5 millions de dollars, soit 20,7 %.

Les principales exportations de la R.A.E. à destination de la Communauté sont, dans l'ordre, le pétrole brut (58 millions de dollars, soit 38 % du total), le coton brut (42,4 millions de dollars soit 27,8 % du total), les fils et textiles de coton (11,7 millions de dollars, soit 7,6 % du total), les oignons frais (8,4 millions de dollars, soit 5,5 % du total) et le riz (4,1 millions de dollars, soit 2,6 % du total).

Le volume des importations de la R.A.E. en provenance de la Communauté a été en 1968 de 166,4 millions de dollars représentées essentiellement par des machines et appareils et des produits chimiques.

Quels sont les avantages consentis par la Communauté aux exportations égyptiennes ?

En ce qui concerne, d'abord, le secteur industriel, l'accord prévoit une réduction des droits du tarif douanier commun de 55 % selon le calendrier suivant :

45 % à la date de l'entrée en vigueur de l'accord,

55 % à partir du 1^{er} janvier 1974 (soit prévisiblement un an après l'entrée en vigueur de l'accord).

On mentionnera à titre d'élément de référence que dans le cas d'Israël la réduction atteindra 50 % au 1^{er} janvier 1974 à partir d'une réduction initiale de 30 % à l'entrée en vigueur de l'accord. Dans le cas de la Tunisie et du Maroc, la franchise a été octroyée dès l'entrée en vigueur des Accords.

Ces réductions ne s'appliquent toutefois pas à tous les produits industriels :

Pour certains produits, la réduction tarifaire est un peu moindre (de 35 à 41 % pour certains produits en aluminium et les voitures automobiles) ou encore consentie dans le cadre d'un contingent (tissus de coton de la position 55.09 : contingent annuel

de 2.500 t ; produits pétroliers raffinés : contingent annuel de 200.000 t).

Par ailleurs, certains produits sensibles ne font pas l'objet de concessions : il s'agit essentiellement, outre les produits soumis à l'importation dans la Communauté à une réglementation spécifique comme conséquence de la mise en œuvre de la politique agricole commune, des bois plaqués ou contreplaqués et de certains produits textiles (les fils de coton). Pour ces derniers produits — qui représentent un poste important des exportations égyptiennes — il n'est pas besoin de souligner les raisons, tenant à la situation de l'industrie textile dans la Communauté, qui ont conduit à ne pas permettre d'envisager des concessions.

En définitive, les concessions accordées dans le secteur industriel couvrent plus de 45 % des produits industriels égyptiens importés dans la Communauté et frappés de droits de douane. Si l'on tient compte des importations à droit nul, près de 90 % des exportations industrielles bénéficient de la franchise ou de réductions tarifaires.

Par ailleurs, en matière de restrictions quantitatives, la Communauté accordera à la R.A.E. la libé-

ration pour les produits industriels, à l'exception toutefois des produits pétroliers et de certains produits textiles qui seront importés dans les limites de contingents, ainsi que des produits textiles exclus des concessions tarifaires.

C'est évidemment dans le *secteur agricole* que les problèmes les plus délicats se sont posés, en raison, d'une part, de la nécessité de tenir compte des intérêts communautaires et notamment d'aboutir à des solutions qui ne mettent pas en péril les prix à l'intérieur de la Communauté et en raison, d'autre part, du fait que les principaux produits d'exportation de la R.A.E. sont (abstraction faite des textiles de coton) les oignons frais et déshydratés, ainsi que le riz. A eux seuls, ces deux produits représentaient en 1970 un peu plus de 50 % des exportations agricoles de la R.A.E. vers la Communauté frappées de droits de douane. Ces deux produits ont constitué, avec la question du boycott, les principales difficultés de la négociation.

En ce qui concerne *le riz* — qui ne figurait pas à l'origine dans le mandat de négociation de la Commission — le Conseil a consenti à la fin de la négociation une concession qui doit être considérée comme présentant un caractère exceptionnel. C'est dans le but de faire aboutir la négociation que cette concession a été faite en raison de l'importance non seulement économique, mais aussi et peut-être surtout psychologique et politique que les autorités égyptiennes attachaient à cette question. Elles ont fait valoir en effet que la production de riz intéressait près de 60 % de la population de la R.A.E. et que l'absence de concessions rendrait l'accord difficilement présentable à l'opinion publique.

La solution retenue consiste en un avantage économique (réduction de 25 % du prélèvement) s'insérant dans le cadre de modalités techniques garantissant en faveur des producteurs communautaires — qui sont situés comme chacun sait dans des régions défavorisées — que le niveau des prix communautaires ne sera pas mis en danger.

En ce qui concerne les *contreparties consenties par la R.A.E.*, il va évidemment de soi que, comme dans les autres accords conclus par la Communauté, l'accord avec la R.A.E. a largement tenu compte de la situation économique de ce pays et des nécessités de son développement. Ces nécessités ont été prises en considération essentiellement de deux manières.

Cette concession consiste en une diminution de 25 % du prélèvement dans les limites d'un volume annuel égal à 31.000 t et à condition que la R.A.E. perçoive à l'exportation de ce produit une taxe spéciale dont le montant est égal à celui dont est diminué le prélèvement et répercuté sur le prix à l'importation dans la Communauté. Il s'agit là de modalités analogues à celles prévues pour l'huile d'olive dans le cadre des accords avec la Tunisie et le Maroc.

Quant aux *oignons* et aux *aulx frais*, la Communauté a consenti une réduction des droits de douane de 50 % pour la période allant du 1^{er} février au 30 mai pour les aulx frais.

Cette concession couvre un peu plus de 30 % de la valeur des exportations égyptiennes d'oignons frais et 75 % de la valeur des exportations égyptiennes d'aulx.

L'accord prévoit pour les *agrumes* (oranges, mandarines, citrons) une concession du même type que celle qui a été accordée dans les accords conclus en particulier avec l'Espagne et Israël.

Il s'agit d'une réduction de 40 % du T.D.C. qui n'est toutefois accordée que tant que le prix des agrumes égyptiennes reste sur le marché intérieur de la Communauté supérieur ou égal à un prix minimum d'offre égal au prix de référence de la période concernée, majoré de l'incidence du tarif douanier commun sur ce prix de référence et d'une somme forfaitaire de 1,20 UC/100 kg.

Enfin, d'autres concessions tarifaires de 25 % à 50 % sont également prévues pour un *certain nombre de produits* (notamment pamplemousses, mangues, certains piments, pastèques, certains fruits congelés ou conservés).

En définitive, les concessions offertes par la Communauté dans le domaine agricole peuvent être considérées comme substantielles. Elles couvrent plus de 50 % des produits agricoles exportés par la R.A.E. vers la C.E.E. et soumis à droits de douane ou à prélèvement.

D'une part, par le caractère limité des concessions tarifaires et contingentaires qui ont été demandées à l'Égypte et, d'autre part, par des dispositions spécifiques visant à rencontrer les besoins de l'industrialisation de ce pays et ses nécessités budgétaires.

Sur le plan *tarifaire*, des concessions sont octroyées pour un certain nombre de produits classés

en trois catégories. Pour les produits de ces trois catégories, une réduction de 30 % interviendra à l'entrée en vigueur de l'accord. Pour ceux appartenant à la première catégorie, la réduction est portée à 40 % au 1^{er} janvier 1974 et de 50 % au 1^{er} janvier 1975. Ceux classés dans la deuxième catégorie bénéficieront à partir du 1^{er} janvier 1974 d'une réduction de 40 %.

En matière de *restrictions quantitatives*, qui est comme on le sait le problème le plus difficile pour un pays en voie de développement, seule une obligation de standstill est prévue : la R.A.E. consolidera le niveau actuel de libération à l'égard des produits originaires de la Communauté.

Dans ce domaine, il convient toutefois de relever que les restrictions quantitatives ne jouent pas un rôle déterminant dans le cadre du commerce extérieur de la R.A.E. Celui-ci est plutôt fondé sur un système d'*allocations de devises*, c'est-à-dire sur une répartition autoritaire des devises étrangères disponibles entre les différents secteurs économiques. L'accord prévoit à cet égard que la R.A.E. prendra les dispositions nécessaires en vue d'octroyer l'allocation des devises nécessaires pour une utilisation efficace des concessions.

Cette allocation de devises est appelée à se fonder sur les antériorités et à connaître une augmentation annuelle dans la mesure compatible avec le développement économique de la R.A.E.

En pratique, les concessions de la R.A.E. portent surtout sur les chapitres 84 (machines et appareils, matériel électrique), 28 et 29 (produits chimiques inorganiques et organiques) et quelques produits agricoles (suif, huiles végétales).

Ces concessions couvrent 20 % des exportations frappées de droit de douane. Compte tenu des importations à droit nul, en définitive environ 55 % des exportations communautaires vers la R.A.E. (tant industrielles qu'agricoles) entreront à droits réduits ou nuls.

Quant aux mesures spécifiques, elles consistent, d'une part, en une *clause de sauvegarde spéciale pour besoins d'industrialisation* analogue à celle qui figure dans la plupart des accords conclus avec les pays du bassin méditerranéen. Aux termes de cette disposition, si des mesures de protection s'avéraient nécessaires pour les besoins de l'industrialisation et du développement de la R.A.E., celle-ci pourra procéder à des retraits de concessions consenties, à la condition cependant de les remplacer par d'autres concessions qui maintiennent l'équilibre de l'accord.

En d'autres termes, comme en principe les concessions tarifaires consenties par la R.A.E. portent sur des produits non actuellement fabriqués dans ce pays, la clause de sauvegarde donne toute possibilité à l'avenir à l'Egypte de développer une industrie nouvelle en retirant la concession qui était octroyée à la Communauté.

L'autre disposition spécifique vise à tenir compte des *nécessités budgétaires de la R.A.E.* en autorisant ce pays, pendant la durée de l'accord, à maintenir les taxes d'effet équivalant à des droits de douane qu'elle appliquait à la date d'entrée en vigueur de l'accord, compte tenu de l'importance que revêtent ces taxes du point de vue recette fiscale.

L'accord avec la R.A.E. comporte une disposition en matière de *non discrimination* qui est analogue à celle figurant dans les Accords avec l'Espagne et Israël, aux termes de laquelle le régime des échanges appliqué par les pays cocontractants ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les Etats membres, *leurs ressortissants ou leurs sociétés*. Cette disposition est plus élaborée que celle figurant dans les Accords précédemment conclus avec le Maroc et la Tunisie qui ne vise que les Etats membres et non leurs ressortissants ou leurs sociétés. Elle a constitué une des principales difficultés de la négociation et s'est trouvée à l'origine du retard qui a été enregistré dans la poursuite des négociations.

La difficulté consistait en ce que la R.A.E. ne voulait pas d'une solution qui aurait impliqué de sa part une renonciation formelle au boycott qu'elle appliquait depuis 1954 sur l'instigation de la Ligue arabe.

Finalement les négociateurs se mirent d'accord sur un échange de lettres : une déclaration. Déclaration unilatérale de la R.A.E. à laquelle pour sa part la Communauté a opposé également une autre déclaration unilatérale. Ces deux déclarations ont fait l'objet d'un échange de lettres entre les Chefs de délégation, échange de lettres qui n'a pas été annexé ni à l'accord ni à l'acte final, mais auquel les deux parties restent libres de donner la publicité qu'elles entendent.

Dans sa déclaration, la R.A.E. précise qu'en appliquant les dispositions relatives au principe de la non discrimination ainsi que celles prévoyant que l'accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit justifiées par des raisons notamment de sécurité publique, ses engagements ne la conduisent pas à abroger les lois et règlements en vigueur, pour au-

tant que ces lois et règlements demeurent nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité. Elle ajoute qu'elle veillera à l'application de ces lois et règlements de manière à en assurer la conformité avec la disposition de l'accord qui prévoit que les parties contractantes s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des buts de l'accord.

Il mentionnera encore brièvement les principales autres dispositions de l'accord, lesquelles s'inspirent d'ailleurs très étroitement des dispositions similaires des autres accords méditerranéens.

Il s'agit en premier lieu d'une série de dispositions qui traduisent *l'appui que la Communauté entend donner aux efforts d'intégration régionale* ainsi qu'aux *accords conclus entre pays en voie de développement pour promouvoir leur coopération économique* et auxquels pourrait participer la R.A.E.

L'accord comporte une disposition par laquelle la Communauté renonce à l'application de la clause de la nation la plus favorisée dans le cas non seulement — ce qui va de soi — de la conclusion par la R.A.E. d'unions douanières ou de zones de libre-échange, mais aussi d'accords ayant pour but l'intégration économique régionale. De même, dans une déclaration, la Communauté confirme l'intérêt qu'elle attache aux efforts entrepris par les pays en voie de développement en vue de promouvoir leur développement économique, notamment dans le domaine des échanges et exprime un préjugé favorable pour la mise en œuvre par la R.A.E. d'accords conclus

Cet accord, s'il ne répond sans doute pas entièrement aux souhaits initiaux de la R.A.E. constitue néanmoins sur le plan économique une base valable pour une consolidation et une extension des relations économiques et commerciales entre la Communauté et la R.A.E. En outre, cet accord est d'une grande portée politique, car il constitue sans nul doute une étape importante dans l'établissement progressif d'une politique d'équilibre dans le bassin méditerranéen. L'élaboration d'une telle approche globale devrait permettre, le moment venu, à la Commu-

La Communauté, de son côté, a pris acte de la déclaration de la R.A.E. et a déclaré qu'elle s'attend à ce que les principes énoncés dans l'accord reçoivent pleine application, en estimant en particulier que l'application du principe de non discrimination devrait assurer une application correcte et sans heurts de l'accord.

dans ce but dans le cadre et en conformité avec les règles du G.A.T.T. Enfin, la Communauté a renoncé à se prévaloir de la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les accords conclus par la R.A.E. avec l'Inde et la Yougoslavie.

L'accord comporte également la *clause de sauvegarde* habituelle pour difficultés économiques ou régionales et pour difficultés de balance de paiements.

Quant à la *gestion de l'accord*, elle sera confiée à une Commission mixte composée de représentants de la Communauté et de représentants de la R.A.E.

Cette Commission mixte veillera à la bonne exécution de l'accord et pourra, à cet effet, formuler des recommandations. Elle se réunira une fois par an, à l'initiative de son Président et chaque fois que la nécessité s'en fera sentir, à la demande de l'une des parties contractantes.

Enfin, il est à noter que les *règles d'origine* qui seront retenues dans le cadre de l'accord avec la R.A.E. sont analogues à celles reprises dans le cadre des autres accords conclus par la Communauté avec des pays méditerranéens.

nauté de mieux répondre encore à l'attente de pays comme la R.A.E. et d'apporter une coopération plus intensive encore à leur développement.

On doit ajouter que, négocié entre la R.A.E. et la Communauté prise dans sa composition originaire, l'accord sera appelé à faire l'objet, après sa signature, d'adaptations techniques rendues nécessaires en raison de l'élargissement de la Communauté. Mais, en l'occurrence, il n'y a pas lieu de s'attendre à des difficultés à ce sujet.

RELATIONS ENTRE PARLEMENT EUROPÉEN ET PARLEMENTS NATIONAUX

par J.-L. BURBAN
Administrateur au Parlement européen

INTRODUCTION

1. Parmi les problèmes d'ordre institutionnel qui se posent au Parlement européen, ceux qui viennent à l'esprit sont d'abord évidemment la question fondamentale de son éléction au suffrage universel direct, il y a simultanément la question de ses pouvoirs budgétaires et plus encore de ses pouvoirs législatifs. Il en est cependant un autre, que la solution des deux précédents n'épuiserait pas d'ailleurs, parce qu'il est lié à la nature internationale de cette Assemblée : le problème des relations du Parlement européen avec les Parlements nationaux.

En principe cette question ne devrait guère se poser puisque dans l'état actuel de la construction européenne le Parlement européen est composé « des délégués que les Parlements sont appelés à désigner en leur sein selon la procédure fixée par chaque Etat membre » (1). Autrement dit de parlementaires nationaux, et non de personnes étrangères aux parlements comme cela avait été possible à l'Assemblée du Conseil de l'Europe à ses débuts (2). Donc, théoriquement, les 36 délégués de l'Assemblée nationale et du Sénat français, par exemple devraient être autant d'ambassadeurs de leurs parlements nationaux au Parlement européen et réciproquement. En fait, et pratiquement

dans les six Etats membres, notamment dans les trois « grands » (Allemagne, France, Italie), la liaison est mal assurée entre parlements nationaux et Parlement européen.

La raison en est fort simple: comment 12 sénateurs et 24 députés, pour poursuivre l'exemple français, pourraient-ils faire passer un souffle européen sur leurs 280 collègues sénateurs ou leurs 470 collègues députés ? Comment par ailleurs ne seraient-ils pas tentés de se renfermer sur eux ni de former autre chose qu'une sorte de groupe de pression « européen » vis-à-vis de leurs collègues (ou apparaître comme tels) ? Comment enfin ne seraient-ils pas même tentés d'adopter en fonction de la tribune où ils parlent des positions sensiblement différentes ? (3). Toutes choses sans doute qui seraient moins fatales si le nombre des parlementaires était accru. Le problème se pose donc d'abord à cause des structures actuelles du Parlement européen.

2. Mais, tant que la construction européenne stagnait, que le transfert des compétences nationales, d'ailleurs limité, se faisait au profit du Conseil de Ministres, très accessoirement de la Commission, et

(1) Art. 138 C.E.E. modifié par l'Acte de 1965.

(2) Dès 1951 cependant l'Assemblée obtenait du Comité des Ministres que ses membres soient tous désignés parmi les membres des parlements nationaux. (Le Conseil de l'Europe, P. Duclos, Que Sais-je ?, 1964, p. 56).

(3) Sur ce point, comme le fait remarquer le P. REUTER (Organisations européennes, Thémis, P.U.F., 1965, p. 233), l'étude est encore à faire, qui permettrait de savoir si les mêmes attitudes sont adoptées par les parlements européens au sein de l'Assemblée des Six et dans leurs parlements nationaux.

que les pouvoirs du Parlement européen n'étaient pas renforcés, aucun conflit ne pouvait avoir lieu entre le Parlement européen et les parlements nationaux. A partir du moment où, en 1970, le traité de Luxembourg vient accorder au Parlement européen des pouvoirs budgétaires (dans les limites que l'on sait) (4), enlevés ipso facto aux parlements nationaux, le risque de conflits ou de frictions apparaît entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Les débats de ratification du traité de Luxembourg dans les différents parlements nationaux en ont apporté la preuve. Ainsi, devant le Sénat italien M. Giusto Tolloy s'écriait-il le 1^{er} décembre 1970 : « Il faut une plus grande interpénétration entre parlements nationaux et Parlement européen. Malheur si l'idée d'une opposition devait naître ! Le Parlement européen se développe aujourd'hui uniquement dans la mesure où les parlements nationaux l'approuvent et le soutiennent... » Tandis que devant l'Assemblée nationale française M. Vendroux et les « gaullistes historiques » agitaient le spectre de la dépossession des parlements nationaux : « Ce que nous craignons, c'est que d'autres après vous, dans un temps que je souhaite aussi lointain que possible, n'excipent cette première concession pour s'acheminer peu à peu vers une extension des pouvoirs budgétaires du Parlement européen — il suffit d'entendre M. Spénale en parler pour en être convaincu — au détriment des parlements nationaux et qu'on en arrive, en définitive, à ce pouvoir d'assemblée dont certains rêvent avec ivresse et que pour notre part, nous considérons comme totalement incompatible avec les principes qui ont inspiré la V^e République... » (5). Et les mêmes faisaient porter le traité de Luxembourg devant le Conseil constitutionnel. Faisant écho à ces préoccupations le rapport Vedel, qui vient de paraître, consacre un chapitre entier, le chapitre VII au problème des relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux dont il souhaite l'aménagement pour les raisons

suivantes : : « Les parlements nationaux disposent de moyens d'influence directe sur leurs gouvernements dont les représentants siègent au Conseil. Par ce relais, ils peuvent épauler ou contrecarrer les orientations du Parlement européen. C'est pourquoi les relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux doivent être étroites. Du point de vue de l'intégration européenne, on peut même souhaiter selon la formule du rapport Dehousse, une véritable interpénétration : celle-ci établirait un lien entre le processus démocratique national et le processus démocratique communautaire. Pour le plus grand bénéfice des partenaires engagés dans l'un et dans l'autre, un mouvement à double sens pourra ainsi se dessiner : les parlements nationaux appuieront le Parlement européen ; le Parlement européen pourra faire sentir ses orientations et, peut-être, exercer une coordination sur la vie parlementaire nationale » (6).

3. C'est donc la force des choses qui impose au Parlement de se préoccuper de ce qu'il avait jusqu'ici pu négliger sans grand dommage, à savoir ses relations avec les parlements nationaux. Inutile de dire enfin que l'adhésion de quatre pays, prenant, comme on l'a dit, « le train en marche » dans une Communauté européenne déjà fort élaborée économiquement, de quatre parlements au surcroît jaloux de leurs prérogatives, est une raison supplémentaire de se préoccuper des relations interparlementaires européennes.

C'est pourquoi la Commission politique du Parlement européen confiait à M. Furler, ancien président du Parlement, le soin de lui faire rapport sur cette question. Et un premier projet était déposé en avril 1971 (7).

Comment ces relations sont-elles à l'heure actuelle aménagées ? Et, puisqu'elles ne sont pas aménagées de façon satisfaisante, comment pourrait-on les améliorer ?

I. — LES RELATIONS ENTRE LE PARLEMENT EUROPEEN ET LES PARLEMENTS NATIONAUX

A. DU CÔTÉ DU PARLEMENT EUROPEEN.

L'effort du Parlement européen est d'abord un effort de documentation.

(4) Traité du 22 avril 1970, J.O.C.E. n° L2 du 2-1-71.

(5) In « Les débats de ratification des traités relatifs aux ressources propres et aux pouvoirs budgétaires du Parlement européen ». Recueil de documents, octobre 1971, Parlement européen, p. 95.

1. Belgique

L'ensemble de la documentation publiée par le Parlement européen est communiquée au Secrétariat parlementaire des organisations européennes et de l'O.T.A.N., auprès du Sénat.

Ce secrétariat fournit également les bibliothèques

(6) Rapport VEDEL, chapitre VII, p. 2.

(7) Doc. PE 27.083.

du Sénat et de la Chambre des Députés de tous documents.

2. Allemagne

Au Bundeshaus, la délégation allemande auprès du Parlement européen reçoit, elle aussi, tous les documents.

Ceux-ci sont également communiqués au secrétariat du « Conseil pour l'Intégration » (Integrations-Alterstenrats) auprès du Bundestag.

3. France

Tous les documents du Parlement européen sont communiqués au secrétaire de la Commission des Affaires étrangères du Sénat. Il en est de même de la bibliothèque du Sénat ainsi que du chef du service des commissions de l'Assemblée nationale ; celui-ci fournit également la bibliothèque de l'Assemblée nationale de l'ensemble des documents.

4. Italie

La documentation du Parlement européen est intégralement communiquée au secrétariat de la délégation italienne auprès du Parlement européen (Chambre des Députés) ainsi qu'au Bureau de liaison de la Chambre des Députés auprès des Communautés européennes.

La délégation parlementaire du Sénat auprès du Parlement européen reçoit les mêmes documents que la délégation de la Chambre des Députés.

Il en est de même des bibliothèques de la Chambre des Députés et du Sénat.

5. Luxembourg

Tous les documents du Parlement européen sont communiqués au Secrétaire général de la Chambre des Députés.

6. Pays-Bas

Le Président de la Délégation de la Deuxième Chambre, représentant de la Délégation de la Première Chambre, reçoit l'intégralité de la documentation du Parlement européen.

En outre, il convient de noter :

a. Les documents directement communiqués par le Président du Parlement européen aux Présidents des Parlements nationaux se limitent aux seules résolutions. Les résolutions accompagnées d'une lettre personnelle du Président ne leur sont adressées que si le texte des résolutions le prévoit expressément.

b. A la suite de la réunion organisée à Rome par

la Commission des Affaires sociales du Parlement européen et les présidents des commissions sociales des parlements nationaux (15 avril 1970), les rapports de la Commission des Affaires sociales, depuis mai 1970, sont directement communiqués aux présidents des Commissions parlementaires nationales chargées des questions sociales.

B. DU CÔTÉ DES PARLEMENTS NATIONAUX.

Du côté des Parlements nationaux, certaines initiatives ont été prises pour améliorer les relations avec le Parlement européen, mais cet effort est irrégulier selon les pays. L'élément le plus intéressant est la création, au sein d'un certain nombre de parlements nationaux, de Commissions spécialisées dans les questions européennes.

1. Belgique

a. Il existe un « Secrétariat parlementaire pour les organisations européennes » qui dépend du Sénat, mais couvre l'une et l'autre Chambre. Ce secrétariat est composé de deux personnes s'occupant en permanence des questions concernant les Communautés européennes ainsi que les autres institutions européennes, telles que le Benelux, le Conseil de l'Europe, etc.

Les documents du Parlement européen ne sont pas l'objet d'une distribution aux membres des deux Chambres ; ils sont toutefois classés et conservés par le Secrétariat parlementaire susmentionné, qui remplit également des fonctions d'étude et de documentation.

b. Dans la bibliothèque du Parlement, une personne est spécialement chargée de la classification de l'ensemble des publications concernant les organisations internationales.

c. En outre, les députés belges sont accompagnés à chaque séance de deux fonctionnaires appartenant respectivement à chacune des deux Chambres et chargés de tâches d'ordre pratique.

d. Le Président de la Chambre des Députés transmet à son Secrétaire général les résolutions qui lui ont été communiquées par le Président du Parlement européen. Le Secrétaire général adresse les résolutions — selon le nombre des exemplaires disponibles — chacun des députés ou à la Commission compétente qui est généralement la Commission des Affaires étrangères ou la Commission de l'Agriculture.

Au sein des commissions intéressées, un débat peut avoir lieu sur la résolution communiquée. En règle générale, le Président de la Chambre, lors des séances plénières, informe les députés qu'une résolution lui a été communiquée par le Parlement européen.

e. Mais, surtout, c'est en Belgique que pour la première fois fut créée une Commission des Affaires européennes, en 1962, au sein de la Chambre des Députés. Elle est composée de 23 membres. Les députés délégués auprès du Parlement européen ne peuvent être membres de la Commission des Affaires européennes, mais peuvent y être appelés en consultation.

Le rôle de cette Commission se limite à l'examen des questions européennes. Elle ne procède à aucun vote, et aucun projet de loi ne lui est soumis. Se réunissant trois ou quatre fois par an, elle établit un rapport annuel consacré aux activités de l'ensemble des organisations européennes.

2. République Fédérale d'Allemagne

a. Il n'existe pas, au Bundestag, de commission parlementaire chargée de l'examen des questions européennes, et plus particulièrement des activités du Parlement européen.

Au début de 1963 a été créé un Conseil de l'Intégration (Integrations-Altestenrat). Il s'agissait d'une commission de coordination qui, dans une certaine mesure, était censée représenter la conscience européenne du Bundestag. Cette initiative n'a toutefois pas été couronnée de succès. Si le Conseil n'a pas été dissous, il n'a cependant plus été convoqué depuis le printemps de 1967. Créé à la demande des socialistes, cet organisme devait être complété par une commission parlementaire chargée des questions européennes. Il convient d'ajouter que le ministère des Affaires étrangères s'était opposé à la création du Conseil de l'Intégration.

Au Bundesrat, par le biais duquel les Länder de la République fédérale participent à l'œuvre législative ainsi qu'à l'administration fédérale, il existe une commission chargée des questions relatives aux Communautés européennes.

b. Il existe au Bundestag un service parlementaire permanent qui entretient des relations avec le Parlement européen et d'autres institutions européennes ou internationales : Conseil de l'Europe, U.E.O., O.T.A.N., Union interparlementaire, etc.

Représenté aux séances du Parlement européen, ce service parlementaire transmet aux commissions intéressées du Bundestag les documents communiqués par le Parlement européen. C'est ainsi que les rapports du Parlement européen consacrés aux questions économiques sont adressés à la Commission économique du Bundestag.

c. Aux termes d'une loi du 25 juillet 1957 portant ratification des Traités de Rome, le Gouvernement fédéral s'est engagé à informer le Bundestag et le Bundesrat de l'ensemble des questions européennes et de toutes décisions à prendre. Le Bundestag ne s'est pas contenté d'examiner en permanence les rapports du gouvernement ; un système d'information et de consultation, quasiment complet, a de plus, été mis sur pied. Chacune des propositions de la Commission européenne est communiquée au Bundestag, qui la renvoie à la commission compétente. Celle-ci adresse au Bundestag un rapport écrit sur les diverses questions.

Mais les activités du Parlement européen ne font pas l'objet d'un rapport spécial. Tous les six mois, cependant le gouvernement fédéral établit un rapport sur la politique européenne, rapport qui est publié comme document officiel du Bundestag.

d. Les résolutions que le Président du Parlement européen adresse au Bundestag sont publiées par ce dernier en tant que documents officiels et communiqués à chacun de ses membres. Conformément au paragraphe 76 du Règlement, le Président renvoie les résolutions à la commission compétente. Le cas échéant, un rapporteur est désigné, qui fait rapport à la commission sur la question. Le contenu d'une résolution peut se refléter dans les travaux ultérieurs de la commission, voire être discuté en séance plénière.

3. France

a. Ni à l'Assemblée nationale, ni au Sénat, il n'existe de Commission parlementaire chargée des Affaires européennes, le nombre des commissions étant fixé dans la Constitution, en réaction contre la pratique de la IV^e République. Cependant, il existe au sein de l'Assemblée nationale (mais non pas au Sénat) ce qu'on appelle l'« Action parlementaire européenne » qui groupe environ 50 membres et comprend, entre autres, les représentants français au Parlement européen ainsi que certains députés qui, sans être délégués auprès des assemblées européennes, sont membres des Républicains indépendants de l'U.D.R., et du P.D.M. Ce groupe est présidé par M. Triboulet. Dans les faits, ce groupe se réunit rarement et lorsqu'il se réunit, c'est pour constater un absentéisme record.

b. Aux termes d'une résolution du 23 octobre 1969 concernant la modification de l'article 29 du Règlement de l'Assemblée nationale et compte tenu de la décision sur les modalités d'application arrêtée par le Bureau le 4 novembre 1970, la délégation française au Parlement européen doit adresser à la Commission

des Affaires étrangères un rapport d'information annuel sur ses activités au sein du Parlement européen. Mais ce rapport ne fait l'objet d'aucun vote ; il n'est soumis qu'à la seule Commission des Affaires étrangères et non pas à l'Assemblée nationale.

Aux termes de l'article 108 du Règlement, la délégation du Sénat est chargée, elle aussi, d'établir un rapport d'information annuel sur ses activités au sein du Parlement européen ; ce rapport est élaboré en coopération avec la délégation de l'Assemblée nationale.

c. L'Assemblée nationale ne comporte aucune section spécialisée dans les affaires européennes, exception faite d'un administrateur, qui est notamment chargé de suivre les questions européennes et d'assister aux séances du Parlement européen. Une section spécialisée dans les relations avec le Parlement européen n'existe pas non plus au Sénat ; seul le secrétaire de la Commission des Affaires étrangères, chargé de l'examen de certaines questions européennes, suit les séances à Strasbourg.

d. La Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale conserve les documents que lui communique le Parlement européen. Simplement exposés à la bibliothèque de l'Assemblée nationale, les autres documents, destinés à l'information de ses membres, sont pour ces derniers d'un accès relativement difficile.

e. La documentation communiquée au Sénat est également conservée à la bibliothèque. Certains sénateurs non membres de la délégation au Parlement européen ont exprimé le vœu qu'elle leur soit directement adressée. Un administrateur chargé des relations avec le Parlement européen transmet les documents du Parlement européen au président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

4. Italie

a. Ni à la Chambre des Députés, ni au Sénat, il n'existe de commission chargée des questions européennes. Toutefois, le 17 juillet 1968, c'est-à-dire au début de la V^e législature (8), un comité consultatif pour les affaires ayant trait aux Communautés européennes a été institué, pour la première fois, auprès du Sénat (composé de 22 membres nommés par le Président du Sénat, cet organe s'est constitué le 25 juillet 1968 et a élu président le sénateur Giraud). Il remplit des fonctions simplement consultatives et émet des avis. Le nouveau projet de règlement du Sénat

prévoit que ce comité, conformément au nouvel article 133, formule un avis sur les résolutions adoptées par le Parlement européen ainsi que sur l'ensemble des autres actes émanant des Communautés européennes.

Quant à la Chambre des députés, les articles 121 et 123 du nouveau projet de Règlement instituent sur une base très méthodique « les procédures concernant l'établissement d'un lien avec les activités des organes communautaires ». Il est en outre prévu de créer une commission spéciale, composée de deux représentants de chacune des commissions permanentes ainsi que des 18 représentants délégués auprès du Parlement européen. Sa tâche consisterait, d'une part, à établir des rapports sur les dispositions législatives concernant plusieurs secteurs d'activités communautaires et, d'autre part, à examiner les problèmes communautaires intéressant plusieurs commissions. En outre, cette commission examinerait le rapport général annuel sur les activités des Communautés.

Conformément à l'article 2 de la loi n° 871 du 13 juillet 1965, qui autorise le Gouvernement à prendre les mesures, prévues par les traités de Rome, concernant la deuxième phase de la période transitoire, le Gouvernement, depuis la fin de 1965, a communiqué au Parlement un rapport annuel sur les activités des Communautés.

De plus, lors du passage de la deuxième à la troisième phase, a été créé un comité ad hoc, composé d'un certain nombre de députés et de sénateurs, il est chargé de l'examen des problèmes soulevés par la mise en œuvre des dispositions communautaires.

b. Lors de la ratification du traité relatif à la création de ressources financières propres aux Communautés européennes, a été décidée la création d'une commission parlementaire composée de 15 sénateurs et de 15 députés nommés par le Président du Sénat ou le Président de la Chambre des députés.

Le Gouvernement est tenu de consulter cette commission avant d'adopter des dispositions relatives à l'exécution des traités de Rome. La commission donne également son avis sur l'opportunité d'autoriser le Gouvernement à mettre en œuvre lesdites mesures.

c. Depuis quelque temps, il existe au Sénat une section chargée des travaux de secrétariat de la délégation parlementaire italienne auprès des assemblées européennes. Sa tâche consiste essentiellement à effectuer des travaux de secrétariat pour les diverses délégations (Parlement européen, Conseil de l'Europe, U.E.O.) ; en outre, elle fournit aux sénateurs la documentation qui leur est nécessaire. Cette section est

(8) Cf. J.O. n° 182, 1968.

également chargée des travaux de la commission parlementaire.

Il convient de noter, également, que depuis le début de 1969, cette section a pour tâche, outre la diffusion de documents communautaires — et surtout de ceux du Parlement européen — la tenue à jour d'un registre de la législation des Communautés européennes.

Au sein de la Chambre des Députés, dans le cadre de la « section d'étude », des efforts ont été entrepris ces dernières années pour résoudre le problème de la documentation communautaire. Ce n'est qu'en 1969 qu'une section spéciale chargée des relations avec les institutions communautaires européennes a été créée (les relations avec le Conseil de l'Europe et l'U.E.O. relèvent de la section des relations internationales). Entretenant plus particulièrement les relations avec le Parlement européen, celle-ci se livre aux activités les plus diverses, comme il ressort de la publication « Services et sections de la Chambre des députés ».

Par ailleurs, cette section assiste la section du Sénat, de création plus ancienne, dans l'exécution des travaux de secrétariat de la délégation italienne auprès du Parlement européen; en outre, depuis 1952, elle tient à jour un recueil important des actes et documents des Communautés européennes. Elle fournit aux membres du Parlement européen, comme à tous les autres représentants, l'ensemble des documents dont ils souhaitent disposer.

La section adresse régulièrement aux différents groupes politiques les documents communautaires; en collaboration avec d'autres services de la Chambre des Députés, elle publie des études consacrées aux problèmes communautaires. Dans le cadre des questions communautaires, elle entretient des relations avec les ministres, les pouvoirs publics, les syndicats, etc.

d. Le Président de la Chambre des Députés informe celle-ci des résolutions communiquées par le Président du Parlement européen. Les résolutions sont souvent transmises aux commissions compétentes; à ce jour, elles n'ont encore jamais fait l'objet d'un débat. La même observation s'applique au Sénat.

5. Luxembourg

a. Il n'existe pas de commission chargée des affaires européennes. Les questions qui s'y rapportent sont examinées par la Commission des Affaires étrangères.

b. Les documents des organisations européennes sont communiqués, soit à tous les membres du Parlement, soit aux seuls membres qui s'intéressent aux organisations européennes en question. Il n'existe pas de service exclusivement chargé des questions relatives aux organisations européennes.

c. Depuis 1970, les activités des représentants délégués auprès des institutions européennes sont brièvement mentionnées dans les rapports de la Chambre des députés; il est vrai que ces communications ne sont pas très fréquentes.

d. Le Président de la Chambre des députés informe ses membres du contenu des résolutions que le Président du Parlement européen lui a communiquées. Celles-ci sont transmises, soit aux commissions, soit au secrétariat, soit enfin, le cas échéant, au gouvernement. Un débat peut leur être consacré au sein de la commission compétente ou en séance plénière.

6. Pays-Bas

a. Une commission des affaires européennes, intitulée « Commission permanente chargée de la coopération avec les organisations européennes », a été créée en 1970 au sein de la Première Chambre. Aussi ses activités, ne se limitent-elles pas à la coopération avec le Parlement européen; elles s'étendent à l'ensemble des autres organisations européennes.

b. Il existe un service unique pour toutes les organisations parlementaires internationales, composé d'un Secrétaire général ainsi que de quelques assistants et secrétaires. Le Secrétaire général assiste à chaque séance du Parlement européen.

c. Le Secrétaire général établit la liste des rapports discutés au sein du Parlement européen, en mettant l'accent sur les interventions des représentants néerlandais dans les débats du Parlement européen.

d. Avant le début des séances du Parlement européen à Strasbourg, les rapporteurs néerlandais aux séances du Parlement organisent souvent, à La Haye, une conférence de presse consacrée à leur rapport.

e. Au début des séances plénières, les Présidents des Première et Deuxième Chambres informent celles-ci du contenu des résolutions communiquées par le Président du Parlement européen. Les représentants qui s'intéressent au texte des résolutions peuvent consulter celles-ci au secrétariat. Les résolutions peu-

vent aussi être transmises aux commissions compétentes.

CONCLUSION :

En résumé donc, c'est de façon pragmatique que se sont instaurées les relations parlements nationaux - Parlement européen, chaque partie ayant lancé quel-

ques amarres vers l'autre, les liens étant réduits en général au strict minimum. Aussi, de temps en temps, à différentes périodes de son histoire, le Parlement européen a-t-il essayé de les préciser et de les rendre organiques. Il a pour ce faire exploré différentes directions, mais ses tentatives n'ont pas été jusqu'ici couronnées de succès.

II. — LES TENTATIVES D'AMÉLIORATION ET LES SOLUTIONS PROPOSÉES

A. L'ÉCHEC DES TENTATIVES D'AMÉLIORATION.

a. La première tentative d'amélioration des relations parlements nationaux-Parlement européen, qui était d'ailleurs la plus facile à réaliser a priori et la moins dispendieuse, revient au Président libéral du Parlement européen Gaetano Martino qui, en 1963, eut l'idée de proposer aux présidents de toutes les assemblées nationales et sénats de se réunir afin d'étudier les moyens d'améliorer ces relations.

Mais cette première conférence des présidents devait être également la dernière. Les successeurs du Président Martino au Parlement européen ne réussirent pas à réunir leurs collègues des parlements nationaux et ce à cause d'un veto français. Déjà lors de la conférence de 1963 le président de l'Assemblée nationale française, M. Chaban-Delmas, après avoir accepté l'invitation du Président Martino se rétracta semble-t-il sur ordre de l'Élysée et se borna à demander d'être tenu au courant des résultats de la conférence (9). Au contraire le président du Sénat, Gaston Monnerville, s'empessa d'accepter l'invitation. Mais par la suite il fut impossible de recommencer. En 1972 le président du Parlement européen Walter Behrendt songea à reprendre l'initiative d'une nouvelle conférence des présidents, avec l'espoir de rencontrer plus de succès. Au 1^{er} octobre 1972, cette conférence n'a toujours pas eu lieu.

Mais qu'est-ce qu'il dit au cours de la conférence de Rome ? Quels en avaient-été les résultats ?

Disons tout de suite que ces résultats furent très minces. Non pas que la conférence eût été mal préparée, bien au contraire. En effet, parallèlement à la conférence des présidents, avait été prévue une conférence des secrétaires généraux des parlements, qui se tint également à Rome les jours précédant la conférence des présidents. Par ailleurs, le Secrétaire général du Parlement européen, le Néerlandais M. H.R. Nord,

avait en date du 4 décembre 1962, fait parvenir à tous ses collègues des parlements nationaux une note dans laquelle il faisait des suggestions et surtout essayait de sérier et de classer par ordre d'importance les problèmes qui se posent dans les relations parlements nationaux-Parlement européen. Le Secrétaire général du Parlement européen proposait, dans l'ordre :

- de tenter d'organiser des débats annuels consacrés aux questions européennes dans les parlements nationaux ;

- l'éventuelle création de commissions des affaires européennes dans les parlements où elles n'existaient pas (tous à l'époque, sauf la Chambre belge qui venait de créer une telle commission, cf. 1^{re} partie) ;

- la transmission des résolutions importantes du Parlement européen par son président aux présidents des chambres nationales, qui à leur tour les soumettraient à l'examen de leur assemblée ;

- une meilleure synchronisation des calendriers des parlements nationaux avec celui du Parlement européen et réciproquement ;

- une amélioration des mécanismes d'échange de la documentation entre parlements nationaux et Parlement européen (dont un renforcement des secrétariats des délégations parlementaires nationales au Parlement européen).

A cette note les secrétaires généraux des assemblées nationales et sénats avaient répondu immédiatement. L'étude de ces notes se révèle très instructive car on s'aperçoit alors que chaque secrétaire général, qui ne pouvait s'être concerté avec ses collègues, fit des restrictions sur telle ou telle suggestion et en approuva d'autres qui ne correspondaient pas à celles rejetées ou approuvées par ses collègues des autres parlements.

Le secrétaire général du Sénat français devait même pour sa part opposer des objections de principe à l'initiative prise par le Parlement européen. « Ma première observation, écrit M. François Goguel, soulève une

(9) Parlement européen, Débats de Séance, lundi 4 février 1963.

objection de principe : est-il de la compétence de l'Assemblée créée par le Traité instituant la C.E.E., ou d'un des organes officiels de cette Assemblée, de prendre des initiatives concernant « l'efficacité de l'action parlementaire dans son ensemble sur tous les problèmes liés à la construction de l'Europe ? (10) » Je dois vous avouer que je vois mal sur quels articles du Traité on pourrait s'appuyer pour donner à cette question une réponse affirmative. Il est certes normal que l'Assemblée désire donner un écho plus vaste à ses travaux, mais c'est là un problème distinct de celui que je viens d'évoquer » (11). Sur le fond, M. Goguel explique que la plupart des suggestions contenues dans la note du Secrétaire général du Parlement européen se heurtent à la Constitution de la V^e République, tant dans sa lettre que dans son esprit. M. Goguel entrevoit seulement la possibilité de créer au sein de la Commission des Affaires étrangères, « à titre officieux » précise-t-il, « un groupe de travail chargé de suivre les questions européennes » (12).

Comme nous l'avons dit, les notes des autres secrétaires généraux excluaient en général les suggestions faites par leurs collègues. La réunion des secrétaires généraux des 9 et 10 janvier 1963 ne put que constater des divergences et accumuler des réserves, hormis quelques points d'accord sur les questions de documentation (publication d'un bulletin destiné aux membres de tous les parlements nationaux et répertoriant les documents susceptibles de les intéresser) (13). Accord enfin pour éviter au maximum les chevauchements de calendriers.

Le lendemain 11 janvier, la conférence des présidents ne pouvaient qu'entériner ce constat d'échec, en « approuvant le rapport présenté par les secrétaires généraux » (14).

En faisant devant le Parlement européen, le 4 février, un compte rendu de la conférence de Rome, le président Martino rappela longuement les intentions qui avaient été les siennes en prenant l'initiative de cette réunion. Quant aux résultats il les esquaissa en quelques mots : « Quant aux moyens techniques permettant la diffusion d'une meilleure connaissance de

l'activité du Parlement européen et des questions qu'il est appelé à discuter, certaines propositions ont été élaborées, visant à adopter des mesures immédiatement ou facilement applicables du fait qu'elles cadrent avec les procédures réglementaires nationales ou qu'elles n'y sont pas contraires. Ainsi a-t-on suggéré la création d'une « commission » ou « sous-commission spécialement chargée des affaires européennes », l'institution d'un ou plusieurs débats annuels sur l'état de l'intégration européenne, débats qui auraient éventuellement lieu à la suite d'un rapport du gouvernement sur ce sujet. Il a également été proposé de transmettre pour information aux parlements nationaux les résolutions particulièrement importantes adoptées par le Parlement européen et, en outre, d'améliorer les méthodes qu'utilisent les parlements nationaux pour s'informer des travaux du Parlement européen » (15).

b. La seconde tentative « organique » d'amélioration des relations interparlementaires est très récente. Elle a consisté en un *colloque* organisé à Strasbourg par le Parlement européen auquel furent invités vingt-cinq parlementaires nationaux pressentis par les groupes politiques du Parlement européen. Naturellement les groupes politiques avaient invité le plus de « leaders » nationaux possible et une première liste des participants comportait des noms tels que MM. Hallstein, Oewhner, F. Mitterrand, E. Faure, etc.

Malheureusement, et une première cause d'échec réside dans ce fait, au dernier moment aucun des leaders inscrits n'a pu venir.

Quant aux débats, qui avaient précisément pour thème le problème des relations interparlementaires et qui se déroulèrent les 15 et 16 mars 1972, il se révéla que l'on y parla de tout, mais le moins possible du thème proposé. Chaque orateur crut devoir faire une profession de foi européenne sur le ton lyrique ô combien hors de saison en 1972 ! — des beaux jours de l'Europe héroïque. De propositions concrètes visant à rationaliser les rapports entre le Parlement européen et les parlements nationaux, fort peu de choses, sauf pour dire qu'on se reverrait avec plaisir l'année prochaine pour un même colloque (16).

Ainsi les deux directions explorées pour améliorer les relations parlements nationaux-Parlement européen se sont révélées également décevantes, à dix ans d'intervalle. Quelles voies mériteraient-elles encore d'être explorées ?

(10) Note du Secrétaire général du Parlement européen, 4 décembre 1962.

(11) Réponse de M. GOGUEL au Secrétaire général du Parlement européen, 22 décembre 1962.

(12) Ibid.

(13) « Dans l'annuaire manuel publié par le Secrétariat du Parlement européen, un répertoire général des décisions communautaires sera incorporé ». Ce qui fut fait, mais la publication de ce manuel devait cesser en 1968.

(14) Communiqué de presse Doc. PE 9043/Déf.

(15) Parlement européen, Débats de Séance du lundi 4 février 1963.

(16) Cf. Compte rendu in extenso des séances des 15 et 16 mars 1972.

B. LES SOLUTIONS PROPOSÉES.

a. Du côté des parlements nationaux

On pourrait imaginer la généralisation des commissions des affaires européennes à tous les parlements. En fait il semble bien que le procédé ait d'ores et déjà atteint ses limites et que cette voie ne sera plus empruntée. Pourquoi ? Parce que, de même qu'il est difficile de créer des ministres des Affaires européennes celles-ci couvrant peu à peu tous les domaines (17) de même il est difficile de « spécialiser » une commission parlementaire dans les affaires européennes qui sont de moins en moins spécifiques et couvrent des secteurs divers relevant d'ores et déjà de 5 ou 6 ministères. Ajoutons par ailleurs que la Constitution française actuelle limite étroitement le nombre des commissions parlementaires. Aussi dans son rapport à la commission politique du Parlement européen sur les relations Parlement européen-Parlements nationaux, le président Furler écrit-il :

« Il semble certain que l'instauration de commissions européennes particulières dans les parlements nationaux serait une erreur. Toute initiative tendant à priver les commissions spécialisées existantes de certaines de leurs compétences est d'emblée vouée à l'échec » (18).

b. Du côté du Parlement européen

On peut songer à emprunter la même voie, d'autant qu'elle a été explorée non sans résultat par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, qui depuis 1956 dispose d'une « Commission chargée des relations avec les parlements nationaux et le public ».

Cette commission se réunit une dizaine de fois par an, afin de sélectionner un certain nombre de recommandations et de résolutions votées par l'assemblée consultative, qui feront l'objet de démarches pressantes des parlementaires du Conseil de l'Europe auprès de leurs parlements nationaux. L'instrument utilisé par les parlementaires est celui des questions écrites. L'objectif de la Commission était d'atteindre mille questions écrites par an dans les 17 parlements nationaux à propos des recommandations du Conseil. Cet objectif a presque été atteint en 1971-1972 (19).

(17) BURBAN J. L. — La création des ministres des Affaires européennes. *Revue du Marché Commun*, octobre 1971.

(18) Doc. PE 27.083, page 10.

(19) Commission chargée des relations avec les parlements nationaux et le public, Quinzième rapport annuel, Doc. 2972 du Conseil de l'Europe.

L'expérience de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, cependant, n'est peut-être pas transposable au Parlement européen. D'une part elle est assez décevante, d'autre part elle obéit à d'autres besoins et s'insère dans d'autres structures. L'idée en effet de base est la suivante : la tâche du Conseil étant l'élaboration de conventions internationales classiques, et non de règlements communautaires directement applicables, il s'agit d'utiliser le canal des parlements nationaux pour faire pression sur les gouvernements en vue de ratifier le plus grand nombre possible de ces conventions.

On voit que les problèmes et les structures de la C.E.E. sont fort différents. De plus l'expérience de la Commission chargée des relations avec les parlements nationaux n'est pas enthousiasmante. D'ailleurs la prolifération même des questions écrites et orales est bien la preuve du manque d'empressement des gouvernements à déposer des projets de loi de ratification. Finalement la Commission chargée de relation avec les parlements nationaux peut se féliciter d'atteindre des records de questions écrites justement parce que celles-ci restent sans effet (20).

De fait, le rapport Vedel du 25 mars 1972 sur le renforcement des pouvoirs du Parlement européen ne reprend pas à son compte l'idée de créer une commission chargée des relations avec les parlements nationaux au sein du Parlement européen, alors même qu'il consacre un chapitre entier (le chapitre VI) aux relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux.

Pourtant il reste qu'avec l'élargissement de la Communauté le besoin d'acclimater les parlements des

(20) « Votre rapporteur ne peut passer non plus sous silence le fait que, dans certains parlements nationaux, les interventions concernant les travaux du Conseil de l'Europe sont moins nombreuses que dans d'autres. Sans vouloir faire le tour de la question, on peut faire observer que cette situation est due à des facteurs à la fois techniques et politiques. D'une part, dans la procédure parlementaire de la plupart des Etats membres le dépôt d'une question écrite ou orale au gouvernement implique une certaine défiance, une certaine critique. D'autre part, il faut constater qu'en pratique les parlements nationaux, dans leur ensemble, ne sont pas en prise directe avec la vie des organisations européennes. Les parlementaires qui ne font pas partie des délégations à l'Assemblée consultative sont peu informés sur ce qui s'y passe. On doit regretter que, dans leur ensemble, les travaux du Conseil de l'Europe ne trouvent qu'un faible écho dans l'opinion publique des Etats membres. De plus, il est compréhensible que les problèmes souvent très particuliers et très techniques qui font l'objet de recommandations de l'Assemblée n'intéressent que peu de monde et que des questions écrites et orales à leur sujet apparaissent en termes politiques comme peu payantes aux parlementaires ». Commission chargée des relations avec les parlements nationaux et le public, Quinzième rapport annuel, Doc. 2972.

pays candidats à la construction européenne risque de se faire sentir, et une commission des relations interparlementaires pourrait contribuer à répondre à ce besoin. Elle pourrait s'occuper par la même occasion des relations avec l'ensemble des parlements du monde. N'oublions pas que l'Europe des Dix se définit d'abord comme un ensemble d'Etats démocratiques à base de techniques parlementaires. Ce système politique, qui est comme chacun sait le pire à l'exception de tous les autres, l'Europe des Dix peut en être fier et a le devoir de le faire connaître.

c. Solutions diverses.

On peut imaginer bien d'autres « solutions » de détail, voire les additionner. Par exemple, mettre davantage en contact les présidents de commissions parlementaires correspondantes sur le plan national et au niveau européen. Mais on voit tout de suite poindre l'obstacle : les parlements nationaux sont loin d'avoir les mêmes commissions et loin d'avoir les mêmes que le Parlement européen. Les systèmes anglais et français sont très particuliers. Certes une ébauche de contact a été entamée à l'initiative de la Commission des Affaires sociales du Parlement européen qui fait directement parvenir ses documents aux commissions correspondantes (en France donc à la Commission des Affaires culturelles !) Tout cela ne va pas très loin. Il faudrait au minimum des rencontres entre bureaux et commissions.

d. Solutions transactionnelles.

On est en définitive tenté de dire qu'au fond, quels que soient les moyens utilisés, dans le cadre institutionnel actuel, aucun ne donnera vraiment satisfaction. Alors il faut réessayer des anciens, les plus simples d'abord, et au plus haut niveau, puis voir.

Dans cette perspective on pourrait reprendre en 1972 l'expérience avortée due à l'initiative Martino de 1963 : réunir les présidents d'assemblée voire les bureaux, du moins les vice-présidents, une fois par an dans chaque capitale à tour de rôle. Le rapport Vedel va un peu plus loin, en proposant des réunions conjointes des commissions spécialisées des parlements nationaux et du Parlement européen, « pour l'étude de problèmes importants » (21), s'empresse-t-il d'ajouter. En effet ces réunions viendraient s'ajouter aux calendriers des réunions parlementaires nationales et européennes déjà trop chargées. Le même rapport reprend l'idée d'un « rapport annuel ou même d'un rapport commun » qui serait discuté simultanément au Parlement européen et dans les parlements nationaux.

C'est finalement le rapport Furler qui aboutit aux conclusions les plus pratiques et les plus réalistes lorsqu'il propose :

« — d'une part d'améliorer la qualité des courants d'information et surtout d'instituer dans les administrations parlementaires européennes des « têtes de ligne » actives ;

— d'autre part de parvenir à une synchronisation aussi poussée que possible entre les travaux du Parlement européen et ceux des parlements nationaux ;

— enfin d'instituer au sein du Parlement européen un organe du type de celui du Conseil de l'Europe qui aurait plus spécialement pour tâche d'organiser le domaine important des relations avec les parlements nationaux » (22).

Mais le président Furler, étant tombé malade, a dû abandonner son rapport, qui n'est donc toujours pas parvenu en discussion à la Commission politique du Parlement européen.

CONCLUSION GENERALE

1. La chose la plus claire qui ressort de cette étude est que dans le cadre institutionnel actuel l'aménagement des relations interparlementaires européennes n'est pas facile. Les solutions sont en nombre limité, et nous l'avons vu, la plupart d'entre elles se révèlent décevantes à l'essai. Pourtant, la nécessité d'améliorer les relations Parlement européen-parlements nationaux risque de se faire sentir chaque jour davantage, avec l'accroissement de ses pouvoirs, la perspective de son élection au suffrage universel direct pour ne pas parler de l'hypothèse de la création d'un

parlement bicaméral, tel que le réclame le Parlement européen dans sa récente résolution du 5 juillet 1972 à l'intention de la conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement de Paris. C'est dire qu'il y aurait intérêt à rôder dès à présent quelques mécanismes propres à canaliser et éviter tout malentendu et tout heurt entre les parlements nationaux naturellement jaloux de leurs prérogatives et un futur parlement confédéral.

2. Aussi, pour nous résumer, retenons que sans attendre il serait avantageux et souhaitable d'instituer

(21) Rapport VEDEL, chap. VI, p. 67 et s.

(22) Doc. PE 27 083, page 10.

entre les différentes assemblées et le Parlement de l'Europe les quelques liens organiques suivants :

— une conférence annuelle ou bi-annuelle rassemblant les présidents, vice-présidents, voire bureaux des assemblées, ainsi qu'une conférence des secrétaires généraux ;

— la création au Parlement européen d'une commission des relations avec les parlements nationaux, qui déborderait le cadre des dix pour les raisons que nous avons dites ;

— des rencontres intercommissionnelles à l'occa-

sion de questions essentielles qui se posent à la Communauté et aux Etats membres à un moment donné ; ou à défaut une réunion des bureaux des dites commissions ;

— une synchronisation plus poussée des calendriers ;

— enfin, last but not least, interpénétration des secrétariats des assemblées, dont les liens sont encore plus lâches que ceux des parlementaires entre eux, et dont pourtant le rôle de conseil technique est primordial en ce qui concerne le Parlement européen notamment.

Il est évident que ces liens organiques ne suffisent pas à assurer une coopération efficace entre les assemblées et le Parlement de l'Europe. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il est évident que ces liens organiques ne suffisent pas à assurer une coopération efficace entre les assemblées et le Parlement de l'Europe. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

ANNEXE A L'ARTICLE 100

Il est évident que ces liens organiques ne suffisent pas à assurer une coopération efficace entre les assemblées et le Parlement de l'Europe. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il est évident que ces liens organiques ne suffisent pas à assurer une coopération efficace entre les assemblées et le Parlement de l'Europe. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa. Il faut également que les assemblées nationales soient mieux informées des travaux du Parlement européen et vice versa.

L'ÉCONOMIQUE ET LE SOCIAL DANS LE MARCHÉ COMMUN

LE PREMIER BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ A NEUF

par Georges GOJAT

L'avant-projet de budget de 1973 avait été préparé dans la perspective d'une Communauté à Dix (1). Le refus norvégien l'a ramenée à Neuf. Toutefois, comme les documents actuellement connus ont été établis dans l'hypothèse de la Communauté à Dix, comme la part de la Norvège était modeste dans le financement du budget, et surtout comme son absence ne modifie en rien les dispositions et les mécanismes fondamentaux, on partira pour cette étude très générale du projet de budget à Dix.

Depuis notre précédent article (Revue du Marché Commun, n° 136, septembre 1970), le principal événement européen a été la discussion, suivie de la signature le 22 janvier 1972 et de la ratification actuellement en cours de l'ensemble de textes désignés habituellement et collectivement sous le nom de « Traité d'adhésion » (2).

Cependant, si l'arrivée de nouveaux membres ouvre des perspectives politiques fort importantes, notamment à la suite du « sommet européen » de Paris des 19 et 20 octobre, elle n'entraîne pas de changements dans le régime budgétaire des Commu-

nautés. En effet, celui-ci a été substantiellement modifié par le Traité du 22 avril 1970 (3) dont c'était le seul objet. La veille, était intervenue la décision du Conseil relative aux ressources propres (4). Les nouveaux Etats membres ont adhéré, en principe, à l'ensemble des traités, sauf adaptations et compte tenu de mesures transitoires. Dans le domaine budgétaire, la seule adaptation qui ait une conséquence est celle relative au calcul de la nouvelle majorité qualifiée ; d'autre part, des mesures transitoires sont prévues pour l'application de la décision du 21 avril sur les ressources propres.

Rappelons que la Communauté tout entière est elle aussi sous un régime provisoire, tant en ce qui concerne la procédure budgétaire que les ressources propres, ce régime provisoire devant prendre fin le 31 décembre 1974.

Nous étudierons successivement l'application de la nouvelle procédure budgétaire, le régime actuel des ressources propres, avant d'analyser les grandes masses et les grandes orientations du budget de 1973 et d'envisager l'évolution de l'ensemble des problèmes budgétaires de la Communauté.

I. — L'APPLICATION DE LA NOUVELLE PROCÉDURE BUDGÉTAIRE

Le traité du 22 avril a apporté des modifications substantielles au régime budgétaire des Traités de

Paris et de Rome, qui avait déjà été modifié par le Traité du 8 avril 1965, dit de manière assez impropre « Traité de fusion ».

(1) Formellement les trois Communautés CECA, CEE, CEEA (Euratom) subsistent, régies par les trois traités, mais leur quatre institutions sont communes ou « uniques ». Politiquement, l'appellation « la Communauté » tend à prendre le pas sur l'expression technique « les Communautés ».

(2) Journal Officiel des Communautés européennes. L. 73 du 27 mars 1972.

(3) Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les Communautés européennes et du Traité instituant un conseil et une commission uniques, J.O. C.E. L. 2 du 2 janvier 1971, page 1.

(4) Décision du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés.

J.O. C.E. n° L. 94 du 28 avril 1970, page 19.

1. L'UNIFICATION DES BUDGETS.

A la CECA, il existait seulement un « état prévisionnel des dépenses administratives » approuvé par un organe spécial, la Commission des Quatre Présidents, réunie sous la présidence du Président de la Cour de Justice. Les autres dépenses (5) étaient et restent extrabudgétaires.

La CEEA (Euratom) avait deux budgets : un budget de fonctionnement et un budget de recherches. Ce dernier comportait diverses particularités dont une clé de financement spéciale, une règle spéciale de calcul de la majorité qualifiée, et l'existence de « crédits d'engagement » correspondant aux autorisations de programme du droit budgétaire français.

Ces deux budgets sont fusionnés dans le budget général des Communautés. Pour les dépenses de recherches et d'investissement, les crédits d'engagement subsistent. La clé de répartition spéciale et la règle spéciale de calcul de la majorité qualifiée disparaissent. Toutefois, les crédits de recherche et d'investissement intégrés dans le budget général constituent une partie de ce budget qui se distingue des autres, en ce sens qu'à partir de 1972, ils sont présentés sous la forme d'un budget fonctionnel (6).

D'autre part, des programmes complémentaires (c'est-à-dire auxquels ne participent « à la carte » que certains des États membres) peuvent continuer à être inscrits au budget. Mais alors, ils sont financés par des contributions des États membres (et non sur les ressources propres) « suivant une clé de répartition particulière fixée en vertu d'une décision du Conseil statuant à l'unanimité » (décision du 21 avril 1970, article 4, § 6).

La C.E.E. avait un seul budget, mais le Traité lui-même avait prévu une clé de financement spéciale pour le Fonds Social Européen (article 200, § 2), et des clés de répartition particulières avaient été créées pour les dépenses du FEOGA.

L'application du régime des ressources propres agit ici comme un élément d'unification : une clé unique subsiste pour les contributions financières des États membres, désormais source complémentaire de financement jusqu'au 31 décembre 1974.

(5) Les prélèvements sont destinés à couvrir, en dehors des dépenses administratives, l'aide non remboursable à la réadaptation, éventuellement la fraction du service des emprunts non couverte par le service de ses prêts, ainsi que le jeu de la garantie, les dépenses d'encouragement à la recherche technique et économique (article 50, § 1 du Traité CECA).

(6) Règlement J.O. C.E. L. 218 du 28 juillet 1971.

En dehors des dépenses d'intervention CECA, de celles du FED, toutes les dépenses figurent désormais au budget unique des Communautés dont la source de financement unique (à l'exception des emprunts Euratom) sera, à terme, les ressources propres.

2. LE CALENDRIER BUDGÉTAIRE.

Le tableau suivant montre les modifications intervenues : du simple point de vue du calendrier, elles aboutissent à donner plus de temps à l'Assemblée, 45 jours au lieu d'un mois, pour examiner le projet de budget.

3. LE RÔLE DE L'ASSEMBLÉE (7) DANS LA PROCÉDURE APPLICABLE DU 1^{er} JANVIER 1971 AU 31 DÉCEMBRE 1972.

Le tableau ci-dessus montre le déroulement de la procédure budgétaire. Les modifications intervenues par rapport aux stipulations des Traités concernent en effet, d'une part, le calendrier, d'autre part, les pouvoirs de l'Assemblée.

Sous le régime de l'art. 203 bis du traité C.E.E., dans la période actuelle, si l'Assemblée propose des modifications au projet de budget, celui-ci est transmis au Conseil accompagné de ces propositions. Le Conseil dispose alors d'un délai de 30 jours pour arrêter le budget.

- Deux cas peuvent se présenter :

— si les propositions de l'Assemblée n'ont pas pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, (c'est-à-dire s'il y a compensation entre les montants des crédits augmentés et diminués), le Conseil, pour refuser cette modification, doit le faire à la majorité qualifiée (règle de la majorité inversée) ;

— si la modification proposée a pour effet d'augmenter le montant global des dépenses, le Conseil doit l'accepter à la majorité qualifiée.

Le Conseil reste libre en tout état de cause en statuant à la majorité qualifiée de modifier le projet de budget. C'est le Président du Conseil qui constate, après l'achèvement de la procédure, que le budget est définitivement arrêté.

Nous sommes donc dans une phase intermédiaire : le Conseil a l'obligation de se prononcer sur les propositions de l'Assemblée, et non plus seulement d'en

(7) Le terme employé dans les Traités est l'« Assemblée ». L'Assemblée a pris le nom de « Parlement Européen » ; certains emploient l'expression « l'Assemblée Parlementaire Européenne ».

CALENDRIER BUDGETAIRE (1)

	Etabli par	Traité de Rome	Traité du 22 avril 1970
ETATS PREVISIONNELS	INSTITUTIONS		
— Assemblée		Sans date limite (en fait début septembre)	1 ^{er} juillet
— Conseil			
— Commission			
— Cour de Justice			
AVANT-PROJET DE BUDGET	COMMISSION	30 septembre	1 ^{er} septembre
PROJET DE BUDGET	CONSEIL	31 octobre	5 octobre
	ASSEMBLEE		
	A) Si pas de modification budget considéré comme adopté dans le délai de :	1 mois	45 jours
	B) Si modification	Pas de délai fixé dans les textes	Délai de 30 jours donné au Conseil pour accomplir la procédure (2)
	Arrêté par le Conseil		Le Président du Conseil constate que le budget est définitivement arrêté.

(1) Pour la procédure proprement dite, voir le texte.

(2) Pour les budgets antérieurs à celui de 1975.

délibérer comme dans le régime des Traités de Rome. Il conserve, certes, le dernier mot, mais si les modifications restent dans l'enveloppe globale, il lui est relativement difficile de s'y opposer. Il faut, en effet, obtenir une majorité qualifiée contre les propositions de l'Assemblée. Il est, en revanche, à présumer qu'il sera difficile de trouver, dans bien des cas, une majorité pour approuver de nouvelles dépenses.

A ces dispositions consacrées par les textes, s'ajoutent des accords entre l'Assemblée et le Conseil, selon lesquels ce dernier s'engage à ne pas modifier l'état

prévisionnel du Parlement et à assurer « par la présence du représentant du Conseil lors des débats budgétaires une coopération et un échange qui soient la manifestation entre le Conseil et l'Assemblée d'une intensification des rapports réciproques entre les deux Institutions » (Déclaration de M. Harmel, Président du Conseil, le 13 février 1970).

Il est donc évident, que le pouvoir et plus encore l'influence de l'Assemblée ont été modestement, mais réellement, augmentés.

II. — LES RESSOURCES PROPRES

On rappellera en quelques mots les grandes lignes du régime des ressources propres, puis on examinera, notamment à la lumière du règlement d'application de la décision du 21 avril (règlement 2/71, J.O. C.E. L. 2 du 2 janvier 1971), le calcul des parts relatives des Etats membres caractéristique de la période transitoire. Enfin, on donnera un aperçu des

premières applications de ce régime en 1971, 1972 et dans le projet de budget de 1973.

1. LE PRÉLÈVEMENT DE LA CECA.

Premier impôt européen, le prélèvement CECA continue à être perçu, la Commission unique ayant

hérité des pouvoirs de la Haute-Autorité dans ce domaine. Il demeure affecté aux mêmes dépenses (8). Toutefois, il y a lieu de noter que la contribution de la CECA aux dépenses administratives a été fixée à un montant forfaitaire révisable de 18 millions d'unités de compte par l'article 22, § 2, du traité « de fusion »

2. LES GRANDES LIGNES DU RÉGIME DES RESSOURCES PROPRES.

L'article 201 du Traité C.E.E. prévoyait le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres.

S'agissant d'un transfert de compétence dans un domaine traditionnellement réservé aux Etats, une procédure spéciale a été prévue : statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, le Conseil recommande l'adoption de sa décision par les Etats, suivant leurs règles constitutionnelles respectives, c'est-à-dire en fait par une loi votée par les Parlements nationaux.

Deux principes sont posés par la décision du 21 avril :

— d'une part, les ressources propres sont attribuées aux Communautés,

— d'autre part, ces ressources constituent leurs recettes fondamentales, les contributions des Etats membres ayant, dès le début et pour la durée de la période transitoire dont il sera parlé ci-après, un caractère complémentaire. L'intitulé même de la décision le souligne : « décision relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés Européennes ».

De plus, la décision confirme la règle de l'universalité budgétaire : les ressources propres « servent à financer indistinctement toutes les dépenses inscrites au budget » (décision article 5).

Pour son application, le régime prévu comporte deux périodes, l'une de transition à partir du 1^{er} janvier 1971, l'autre définitive à partir du 1^{er} janvier 1975.

Seront inscrites en recettes au budget des Communautés européennes :

— à partir du 1^{er} janvier 1971 des recettes provenant :

a) des « prélèvements agricoles », tels qu'ils sont définis par l'article 2 de la susdite décision ;

b) une partie des droits du Tarif douanier commun (TDC), ainsi que d'autres droits établis ou à établir sur les échanges avec les pays non membres, dénommés « droits de douane » ;

c) une contribution complémentaire des Etats membres dans la mesure nécessaire pour assurer l'équilibre du budget ;

— à partir du 1^{er} janvier 1975, en plus des ressources déjà énumérées (sauf les contributions).

Des ressources provenant de la taxe à la valeur ajoutée obtenues par l'application d'un taux maximum de 1 % à une assiette déterminée d'une manière uniforme pour les Etats membres, selon des règles communautaires.

Dans le cas où, à cette date, un certain nombre d'Etats membres n'appliqueraient pas la T.V.A. selon une assiette déterminée de manière uniforme, un régime provisoire serait appliqué.

3. LA TECHNIQUE DES RESSOURCES PROPRES.

S'agissant du budget de 1973 et des budgets de 1971 et 1972, on se bornera à étudier dans le détail le mécanisme prévu pour la période transitoire.

Pendant la période transitoire :

— les recettes provenant des prélèvements agricoles sont inscrites à partir de janvier 1971 en totalité au budget ;

— celles provenant des droits de douane le sont progressivement. L'article 3 de la décision du 21 avril dispose que le montant des droits de douane à verser par chaque Etat est égal à la différence entre un montant de référence et le montant des prélèvements agricoles. Le montant de référence est égal à un pourcentage donné du total des prélèvements et des droits de douane perçus par chaque Etat, à savoir :

— en 1971, à 50 %,

— en 1972, à 62,50 %,

— en 1973, à 75 %,

— en 1974, à 87,50 %,

— à partir de 1975, à 100 %.

Ce mode de calcul est illustré par l'exemple simplifié suivant :

Montant des droits de douane à verser par un Etat membre :

(8) Cf. note 5.

ANNEE 1971 (en M UC)

Etat membre	1 Prélèvement agricole	2 Droits douane	3 Montant de référence (1 + 2) × 50 %	Droits de douane à verser (3 — 1)
X	200	600	$\frac{200 + 600}{2} = 400$	$400 - 200 = 200$
Y	300	200	$\frac{300 + 200}{2} = 250$	$250 - 300 < 0$

Prélèvements agricoles - Coefficients (prélèvements plus droits de douane).

Comme le montre l'exemple ci-dessus, si la différence entre le montant de référence et celui des prélèvements est négative, l'Etat membre intéressé n'est pas tenu de verser de droits de douane (cf. art. 3, décision du 21 avril).

Etant donné que, jusqu'en 1975, les ressources propres définies ci-dessus ne suffiront vraisemblablement pas pour équilibrer le budget, le solde des dépenses continue à être comblé au moyen de contributions financières réparties selon la clé de répartition suivante :

- Belgique : 6,8 ;
- Allemagne : 32,9 ;
- France : 32,6 ;
- Italie : 20,2 ;
- Luxembourg : 0,2 ;
- Pays-Bas : 7,3.

Ces clés ont été calculées principalement en fonction du produit national brut de chaque Etat.

En dehors des recettes diverses, les recettes se composent donc :

- de la totalité des prélèvements agricoles,
- d'une partie des droits de douane,
- des contributions d'équilibre.

Il convient d'ajouter que, de même que les droits de douane ne sont que progressivement versés à la Communauté, pour éviter des pertes de recettes trop importantes à certains Etats, de même pour éviter de trop grandes variations dans la charge financière des Etats, au cours de la même période, une mesure spécifique a été incluse dans la décision pour limiter les variations.

L'article 3, paragraphe 3, de la décision du 21 avril dispose que la variation d'une année à l'autre de la part relative de chaque Etat ne peut dépasser 1 % dans le sens de la hausse (plafond) et 1,5 % dans le sens de la baisse (plancher).

4. LES BUDGETS DE 1971-1972-1973.

Les résultats pratiques de l'application du système des ressources propres peuvent être schématisés de la manière suivante : la proportion des ressources propres et des contributions financières des Etats membres pour les trois premiers exercices pour le financement des dépenses nouvelles (notamment à l'exclusion des dépenses du FEOGA sur crédits des exercices antérieurs) est de :

	Ressources propres	%	Contributions	%
1971				
Calcul a posteriori	1.340.592.500	49,53	1.365.799.053	50,40
Chiffres définitifs	1.296.100.000	58,39	923.800.000	41,61
1972				
Prévisions budgétaires (budget)	1.851.750.000	54,68	1.482.321.781	45,32
1973				
Prévisions budgétaires (projet de budget)	2.685.300.000	60,04	1.787.300.000	39,96

On notera également que si, pour 1972, les droits de douane avaient été entièrement affectés à la Communauté, sans calcul de part relative, comme ce sera le cas après 1977, leur montant 2 027 200 000 u.c. ajouté à celui des prélèvements (935 600 000 u.c.), soit au total 2 962 800 000 u.c., aurait pu financer le budget (3 334 071 000 u.c.) à raison de 88,86 %. Sans doute, serait-il hasardeux de tirer des conclusions définitives de ces tendances et de ces chiffres. Ils n'en sont pas moins utiles à mentionner.

Les nouveaux Etats membres rentrent dans le jeu dès le 1^{er} janvier 1973, c'est-à-dire que l'on calcule les parts relatives de chacun des Neuf, comme si chacun devait payer la totalité de sa part. Puis, on applique pendant 5 ans un coefficient progressif allant de 45 % (1973) à 92 % en 1977, aux parts des nouveaux Etats membres. Le solde est à la charge des Etats membres originaires.

III. — LES DEPENSES

Le premier aspect, celui qui frappe l'opinion, est le montant des crédits : 4 439 millions d'u.c. pour l'exercice 1973.

Le deuxième est que la quasi-totalité des crédits entre 98,5 et 99 % figure au budget de la Commission.

Le troisième trait est l'importance considérable des crédits d'intervention (environ 90 % du budget de la Commission).

1. LE MONTANT TOTAL DES CRÉDITS.

Il est donné pour le budget de 1972 et pour le projet de budget de 1973 par le tableau ci-dessous.

On peut considérer toutes les dépenses de l'Assemblée, du Conseil et de la Cour de Justice comme des dépenses de fonctionnement, de support, voire de frais généraux des Communautés : ce sont toutes des dépenses administratives au sens large (personnel, immeubles, matériel, services, etc.).

2. LE « BUDGET » DE LA COMMISSION.

Jusqu'au budget de 1973, « l'exposé introductif » de la Commission ne dépassait pas le stade de

l'avant projet de budget. Pour le budget de 1973, une solution pragmatique a été retenue. Le Conseil a fait précéder le projet de budget de quelques pages de son cru, puis vient l'exposé de la Commission.

A. — La première partie de cet exposé intitulée « Les caractéristiques spécifiques du budget des Communautés » contient une analyse des recettes et des dépenses.

L'exposé distingue, pour la Commission, des frais de support et des crédits spécifiques de fonctionnement, mais si nous simplifions, les crédits se répartissent en trois grandes masses :

	%	
	1972	1973
— Les crédits de fonctionnements au sens large (toutes institutions)	4,20	5,35
— Les crédits de perception des ressources propres	4,43	5,31
— Les crédits d'intervention	91,37	89,34

Institutions	Crédits 1972		Prévisions 1973	
	Montant UC	%	Montant UC	%
1. Commission	4 132 581 723	98,93	5 004 045 250	98,76
2. Conseil	24 944 680	0,60	32 319 885	0,64
3. Parlement	15 960 195	0,38	23 988 175	0,47
4. Cour de Justice	3 953 120	0,09	6 348 280	0,13
Tot. gl. crédits	4 177 439 718	100	5 006 701 590	100

a) *Les crédits de fonctionnement.*

Il n'y a rien de très particulier à en dire.

A noter quelques points : pour la Commission, les dépenses de personnel et celles de fonctionnement et du matériel sont à peu près égales. Il y a là une tendance intéressante à noter, car, pendant longtemps, les dépenses de personnel ont été beaucoup plus importantes que les dépenses de matériel et de fonctionnement.

Les dépenses résultant de la nécessité de travailler en six langues peuvent être estimées à environ 12 % du total des dépenses de personnel et de fonctionnement.

b) *Les crédits de perception des ressources propres.*

Afin de bien marquer que les ressources propres appartiennent aux Communautés, leur montant est entièrement versé à celles-ci. Les Etats membres reçoivent en paiement des services qu'ils rendent pour le recouvrement de ces recettes, une somme forfaitaire égale à 10 % de leur montant.

c) *Les crédits d'intervention.*

J'emprunte l'analyse de cette catégorie de crédits à l'exposé introductif du projet de budget 1973.

« Le budget communautaire se différencie nettement des budgets nationaux dans la mesure où il n'est pas l'instrument exclusif dont la Communauté se sert pour réaliser des objectifs de politique économique, à l'instar des Etats qui exercent au travers de leur budget certaines politiques spécifiques telles que la régularisation de la croissance, la relance de l'expansion économique, la gestion et le financement des investissements des grands services publics.

« Cela ne signifie pas pour autant que ce budget s'apparente au budget des organisations internationales classiques ; les Communautés, du fait notamment de la mise en place de politiques communes, procède à d'importants transferts financiers au profit de certains secteurs.

« Les crédits d'intervention absorbent, à raison de 91,37 %, le budget communautaire pour 1972 et de 89,34 pour 1973 ; cette masse budgétaire résulte essentiellement, ainsi que le fait apparaître le tableau n° 5 de la mise en place des politiques communes dans les domaines agricole, social et de la recherche, bien que dans ces deux derniers secteurs, il ne s'agisse que de sommes malgré tout modestes, si on les compare aux budgets, en l'espèce, sociaux ou de recherche, des Etats membres.

Répartition sectorielle des crédits d'intervention

Secteur	1972	%	1973	%
1. Secteur agricole (FEOGA, dépenses relevant du titre 3) (*)	3 630 475 300	95,12	4 148 582 600	91,66
2. Secteur social (Fonds social, protection sanitaire...)	99 268 000	2,60	264 116 700	5,84
3. Politique de développement industriel, technologique et scientifique (CCR...) (**)	82 001 543	2,15	105 555 695	2,33
4. Aide au développement	516 150	0,012	1 057 500	0,02
5. Divers (Diffusion des connaissances, agence d'approvisionnement...)		0,12	6 606 530	0,15
Total	3 816 651 563	100	4 525 919 025	100

(*) Y compris les réinscriptions.

(**) Y compris les dépenses du personnel.

« Outre cette répartition fort inégale selon les secteurs, on peut encore constater que les crédits d'intervention se scindent en fait en trois groupes :

— La plus grande partie des transferts financiers que couvrent ces crédits (FEOGA-Garantie, ancien Fonds social...) est commandée par les réglementa-

tions communautaires, de sorte que les crédits qui les traduisent ont, de ce fait, un caractère estimatif et sont fonction de l'activité législative communautaire.

« Comme le régime budgétaire des Communautés ne connaît que la notion de crédits limitatifs, on a été amené à prévoir le système des réinscriptions et des reports pluriannuels ; l'existence de crédits d'engagement pluriannuels étant limitée par ailleurs aux dépenses de la recherche et de l'investissement, on a dû introduire des autorisations d'engagement pour le Fonds social. Dans l'un et l'autre cas, cette façon de procéder permet aux Communautés de disposer de crédits pluriannuels, tout en respectant la présentation traditionnelle du budget (9).

— Un deuxième groupe de crédits d'intervention est constitué par ceux qui, découlant de l'activité législative communautaire comme les premiers, s'en distinguent cependant dans la mesure où leur montant n'est pas, en effet, mécaniquement déterminé par cette législation. Tel est le cas des crédits d'intervention résultant de la mise en place du nouveau Fonds social.

— Enfin, il est un troisième groupe de crédits d'intervention formé par l'ensemble des crédits d'intervention du secteur orientation-FEOGA. Il s'agit d'un groupe qui, par ses caractéristiques, peut être considéré comme un groupe intermédiaire entre les deux autres ».

B. — La deuxième partie de l'exposé introductif concerne les activités de la Commission suivant un schéma de caractère « fonctionnel », distinguant quatre grands groupes d'activités :

— l'établissement et le fonctionnement du Marché commun ;

— les progrès vers l'union économique et monétaire ;

— les pays associés et les relations extérieures de la Communauté ;

— la fonction logistique.

Cette introduction d'une centaine de pages constitue un exposé du programme de la Commission et de ses orientations futures présentés pour la première fois au Conseil et à l'Assemblée.

CONCLUSION

Le premier budget de la Communauté à Neuf peut, à plusieurs titres, être considéré comme un budget de transition.

Il est le troisième budget alimenté par des ressources propres, l'avant-dernier à l'être sous le régime provisoire. De même, il est le troisième et avant dernier budget qui sera adopté selon les règles provisoires de l'article 203 bis du Traité C.E.E. (78 bis CECA, 177 bis CEEA).

Pour la deuxième fois, les crédits de recherche et d'investissement seront présentés sous la forme fonctionnelle.

Pour la première fois, les trois nouveaux Etats membres contribuent au budget quoique de façon encore limitée, car les effets de l'adhésion ne se feront pas sentir entièrement au cours de ce premier exercice. En pourcentage, pour les dépenses résultant de l'adhésion, ce sont les dépenses administratives au sens large qui connaîtront la plus forte augmentation en 1973, année de démarrage.

Sur le plan technique, la Commission a entrepris des études très sérieuses de l'application des méthodes de rationalisation des choix budgétaires. Elle l'a noté dans l'exposé introductif et à l'occasion de la discussion du projet en cours de la session d'octobre du Parlement européen. M. Coppé, Membre de la Commission, a souligné la volonté de la Commission d'avancer dans cette voie.

Enfin, au fur et à mesure que le volume des dépenses grandit, que les actions et les interventions seront appelées à se diversifier, les Communautés s'efforceront de replacer davantage encore leur budget annuel dans le cadre de prévisions triennales. La réalisation de l'union économique et monétaire, qui est une des grandes tâches de la Communauté dans les dix années à venir, comportera nécessairement l'harmonisation des problèmes budgétaires des Etats membres, et le budget communautaire s'inscrira tout naturellement dans ce nouveau cadre.

D'autre part, les modifications qui interviendraient dans les Institutions ne pourraient pas ne pas avoir de conséquences dans le domaine budgétaire, tant au point de vue technique que du point de vue politique. Spécialement, le problème de l'extension des

(9) Une des conséquences de ce système est que le montant des crédits est toujours nettement plus élevé que celui des dépenses réelles.

pouvoirs du Parlement européen allant au-delà de ceux que le Traité du 22 avril lui a consentis, même pour la période commençant le 1^{er} janvier 1975, ne manquerait pas de se poser de la manière la plus concrète. Il est cependant permis de penser que la période de transition méritera vraiment son nom en

un double sens : pendant les 5 années à venir, les nouveaux membres participeront en fait de plus en plus étroitement à toutes les activités de la Communauté et tous se prépareront aux changements, voire aux mutations qui pourraient faire de 1980 une nouvelle grande étape de l'unification européenne.

LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT ET LA LIBÉRALISATION DE LA PRESTATION DES SERVICES CONCERNANT LA PROFESSION D'AVOCAT

par Louis PETTITI

Avocat à la Cour, Secrétaire Général de l'Association des Juristes Européens

Il n'est pas surprenant que le droit d'établissement et la libéralisation de la prestation des services concernant la profession d'avocat ait suscité des controverses doctrinales et des affrontements de principe entre praticiens plus que dans tout autre domaine de la mise en application du Traité de Rome au regard du libre établissement.

Les juristes ont voulu sans doute démontrer qu'ils étaient orfèvres en la matière. Ils ont été amenés pour les besoins de la soutenance de leurs thèses à remettre en cause les principes mêmes du droit d'établissement et la valeur ou l'opposabilité des travaux préparatoires du Traité de Rome.

La longue controverse à laquelle a donné lieu la tentative d'adoption des textes destinés à la mise en application des dispositions relatives à l'établissement ou à la prestation des services s'est exprimée notamment au cours des travaux de la Commission Consultative des Barreaux Européens, principale interlocutrice des autorités communautaires et nationales pour faire connaître le point de vue des praticiens.

LES DOMAINES DU DROIT D'ETABLISSEMENT ET DE PRESTATIONS DES SERVICES

La notion « d'établissement » qui est assez floue dans les conventions internationales, a été définie dans les textes généraux du Traité de Rome.

« La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, et notamment de sociétés...

« L'établissement représente donc, au sens du Traité, une installation à caractère durable sur le territoire d'un Etat membre... et signifie intégration dans l'économie de l'Etat membre d'accueil » (Maestripieri).

Sont considérées comme services « les prestations fournies normalement contre rémunération dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes ».

Les services comprennent notamment :

- a) des activités de caractère industriel,
- b) des activités de caractère commercial,
- c) des activités artisanales,
- d) des activités des professions libérales.

Les articles 53 et 62 du Traité ont interdit toutes nouvelles restrictions aux libertés d'établissement et de prestations de services sur le territoire de chaque Etat, par rapport au stade de liberté effectivement atteint à l'entrée en vigueur du Traité.

Ces dispositions ont été immédiatement applicables sans promulgation de règlements ou de directives de la Communauté.

Il y a lieu d'examiner en premier lieu les textes applicables et les textes proposés en vue de la mise en œuvre.

TEXTES DE BASE ET PROPOSITION DE DIRECTIVE

1°) Le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 57 paragraphe 1, 63 paragraphes 2 et 3, et 66.

2°) Le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation des services, et notamment son titre V.C.

Le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation des services prévoit la suppression, avant la fin de la période de transition de tout traitement discriminatoire fondé sur la nationalité en matière de prestation de services pour les activités de l'avocat reprises à la rubrique 831 de la nomenclature C.I.T.I.

Les dispositions spécifiques pour la réalisation du droit d'établissement sont les suivantes :

— l'Art. 54, al. 1 g prévoyant la coordination dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes des garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers ;

— l'Art. 57, al. 1 relatif à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres ;

— l'Art. 57, al. 2 concernant l'accès aux activités non salariées et l'exercice de celles-ci.

L'action de la Commission des Communautés européennes pour la mise en œuvre du Traité se traduisait par l'élaboration de la proposition de Directive. Celle-ci paraissait inspirée par l'idée directrice de parvenir au droit d'établissement pour la profession d'avocat, en passant par la libéralisation de la prestation des services, celle-ci étant surtout considérée comme une simple et nécessaire étape, en vue de l'établissement.

La proposition de directive du Conseil concernant les modalités de la réalisation de la libre prestation de services pour certaines activités de l'avocat, présentée par la Commission au Conseil le 17 avril 1969 (J.O. 20/6/69. N° C 78/1) Doc. 44.69.

Le préambule contenait en :

1^{er} considérant que le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation des services prévoit la suppression, avant la fin de la période de transition, de tout traitement discriminatoire fondé sur la nationalité en matière de prestation de services pour les activités de l'avocat reprises à la rubrique 831 de la nomenclature C.I.T.I.

2° considérant, que la réalisation du droit d'éta-

blissement, pour être effective, suppose que soient prises, parallèlement à la suppression des restrictions, des mesures de coordination et de reconnaissance mutuelle des diplômes ; que l'élaboration de ces mesures demande une préparation plus longue ; qu'il y a donc lieu de reporter la réalisation du droit d'établissement à des directives ultérieures ;

3° considérant, que d'un point de vue économique, les activités de l'avocat qu'il convient de libérer par priorité sont celles qu'il exerce sous la forme de prestation de services ;

L'exposé des motifs précisait :

— la proposition de directive ne vise, dans une première étape de la libération, que la prestation de services. La raison en est qu'un droit d'établissement complet suppose au préalable, pour être effectif, la reconnaissance mutuelle des diplômes ; il appelle également la coordination de certaines règles professionnelles.

Le texte de la proposition contenait les dispositions principales suivantes :

Art. 2 :

Les dispositions de la présente directive s'appliquent :

1 - aux activités de consultation,

2 - aux activités de libre exposé oral des moyens devant les juridictions, d'accès au dossier, de visite au détenu et de présence à l'instruction.

Art. 3 :

à condition que :

... le prestataire ne possède pas dans le pays d'accueil une installation de nature à constituer sur place une nouvelle clientèle.

... les prestations soient exécutées en vertu d'un contrat conclu dans l'exercice des activités professionnelles de l'avocat.

Art. 5 :

Chaque Etat membre admet, dans les limites et conditions prévues par la présente directive, l'exercice sur son territoire, à titre de prestation de services, des activités visées à l'article 2, point 1, par tout avocat ressortissant d'un Etat membre et régulièrement inscrit comme tel auprès d'une organisation professionnelle de droit public ou d'un tribunal d'un Etat membre aux conditions suivantes :

— faire usage de son titre professionnel légal d'avocat,

— respecter la discipline de l'Etat membre d'accueil sans préjudice des obligations lui incombant dans l'Etat membre d'origine.

Art. 6 :

L'avocat qui désire exercer à titre de prestation de services les activités visées à l'article 2, point 2, dans un Etat membre autre que son Etat membre d'origine doit, outre les dispositions de l'article 5

et sous réserve d'usages plus libéraux, répondre aux conditions suivantes :

— être introduit selon les usages du barreau local, auprès du président du tribunal,

— agir de concert avec un avocat, le cas échéant un avoué, ressortissant de l'Etat membre d'accueil.

Art. 8 :

Les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai d'un an et en informent immédiatement la Commission.

L'INTERVENTION DES PRATICIENS ET L'ACTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES BARREAUX EUROPEENS

Cette Commission fondée en décembre 1960 sous le patronage de l'Union Internationale des Avocats est composée de trois délégués de chacun des six pays membres des Communautés européennes, ainsi que d'un délégué de chacun des pays autres que les susdits, qui, remplissant certaines conditions, ont été admis à titre d'observateurs. [Ces pays étant, Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Norvège, Suède (1)].

Elle était représentative des grandes organisations professionnelles nationales.

La commission a étudié les grandes questions intéressant les barreaux européens et a consacré une part importante de ses activités au problème de la prestation des services en communiquant ses travaux et vœux aux organes des Communautés européennes et aux autorités nationales compétentes. Elle a été présidée par M^e Grazia Dei (Italie) et actuellement par M^e A. de Gryse, Doyen de l'Ordre National des Avocats (Belgique). Le Secrétaire général désigné est M^e Thys (Belgique).

La commission juridique du Parlement européen devait d'ailleurs tenir le plus grand compte des prises de position officielles de la Commission consultative ainsi que des avis exprimés par ses experts lors de la consultation organisée par la Commission juridique à Paris, le 26.1.1970.

Dès 1961, à Rome (4/3), puis à Cologne (11/1/1963) et à Londres (3/6/1967), les délégations se mettaient d'accord sauf quelques réserves,

(1) Les délégations de Grande-Bretagne, Irlande, Danemark sont devenues membres de la Commission.

La délégation française en 1973 a pour membres :

— Messieurs les Bâtonniers A. BRUNOIS, CORNELOUP, LEROUX ;

— M^e HERISSE, M^e Ph. JACOB, M^e L. PETTITI.

sur les principes suivants pour réaliser la prestation des services :

— l'avocat reste attaché à son barreau d'origine,

— il ne dispose pas, en pays étranger, d'une organisation de travail qui puisse se comparer à un Cabinet secondaire.

Les avocats doivent être autorisés à exercer à titre temporaire leur activité dans l'un des cinq autres pays, dans les mêmes conditions que celles que ce pays impose à ses avocats nationaux, étant précisé que dans ce cas :

1 - l'avocat reste attaché à son barreau d'origine,

2 - il ne dispose pas, en pays étranger, d'une organisation de travail qui puisse se comparer à un cabinet secondaire, le droit lui étant toutefois reconnu d'exercer son activité dans le cadre du cabinet d'un confrère du barreau d'accueil.

Ces prestations de service de l'avocat seront soumises aux conditions suivantes :

A. — Condition générale.

L'avocat bénéficie, en tous lieux, des règles protégeant le secret professionnel et garantissant l'immunité de l'avocat national.

B. — Conditions particulières.

a) Plaidoirie.

1 - il est introduit par l'autorité professionnelle dont il dépend auprès de l'autorité professionnelle compétente de la juridiction devant laquelle il se présente,

2 - il est assisté par un avocat du lieu où il plaide,

3 - il est soumis aux règles déontologiques locales ; son droit s'exerce dans les mêmes conditions que celles imposées par la déontologie locale aux

avocats nationaux non inscrits auprès de la juridiction locale.

b) Consultation.

L'avocat consultant temporairement à l'étranger est soumis aux règles visées aux n^{os} 3 et 4 de l'alinéa A (ci-dessus).

Le texte de ces vœux allait influencer la préparation de la proposition de directive.

Mais cette prise de position libérale de toutes les délégations devait disparaître quand fut connue la proposition de directive en ce que celle-ci considérait la libéralisation de la prestation des services comme une étape à la réalisation du droit d'établissement.

Les opinions divergèrent alors et le problème de l'art. 55 laissé en sommeil ressurgissait à la réunion de Paris de 1970.

Deux groupes se constituèrent au sein de la Commission consultative France, Italie, Pays-Bas favorables à la proposition de directive, Belgique également mais avec une réserve sur l'art. 55 ; République fédérale Allemande et Luxembourg

hostiles à la proposition à la fois en raison de l'art. 55 et aussi en raison d'une certaine réticence envers une solution communautaire.

(Les délégations allemandes et luxembourgeoises considérant que la profession d'avocat était exclue du droit d'établissement).

Pour rechercher une solution de conciliation un rapport fut élaboré par Monsieur le Bâtonnier Biever (Luxembourg) et M^e Pettiti (France) qui devait constater les oppositions de doctrines et de textes sur l'art. 55 mais des points communs sur l'admission de la libre prestation des services, et non sur le futur droit d'établissement.

Les positions des délégations étaient analysées dans ce document notamment quant à l'interprétation des articles 55, 57, 63 et 66.

Afin de surmonter le désaccord une proposition fut formulée à Londres en 1969 (proposition M^e Brunois, M^e Catalano, M^e Pettiti) suggérant que l'exposé des motifs de la proposition de directive ne relie pas la prestation des services au droit d'établissement.

L'EXAMEN DE LA PROPOSITION DE DIRECTIVE PAR LE PARLEMENT EUROPEEN

Par lettre en date du 13 mai 1969, le Président du Conseil des communautés européennes a demandé l'avis du Parlement européen, conformément à l'article 63, § 2 et 3 du Traité instituant la C.E.E. sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant les modalités de la réalisation de la libre prestation de services pour certaines activités de l'avocat.

Le Président du Parlement a renvoyé cette proposition, le 23 mai 1969, à la commission juridique compétente au fond et à la commission politique, saisie pour avis.

Le 11 juin 1969, la commission juridique avait nommé M. Jozeau Marigné rapporteur.

Le 2 juillet 1969, la commission politique a fait savoir à la commission juridique qu'elle ne jugeait pas nécessaire de formuler un avis particulier.

Le Conseil Economique et Social, pour sa part, avait exprimé un avis favorable de texte de la proposition (25.2.1970).

Dans un remarquable rapport suivant projet établi par M. le Sénateur Jozeau Marigné, la

Commission juridique du Parlement européen avait proposé de faire référence, non plus aux textes des articles 55 et 66 du Traité C.E.E., mais au principe général affirmé à l'article 3.

La Commission dans l'exposé des motifs, après avoir rappelé les différentes thèses en présence et les travaux de la Commission consultative des Barreaux européens a estimé que dans la mesure des possibilités offertes par le Traité, la solution de l'intervention communautaire est politiquement souhaitable. L'application du Traité à la profession d'avocat relevait davantage d'une conception dynamique de la construction communautaire, que de l'application littérale des textes.

Afin que les bases juridiques du projet de directive ne soient pas contestables, elle a estimé préférable que la directive visé, non pas des dispositions du Traité figurant aux chapitres « établissements » ou « services » mais uniquement le principe fondamental de la libre circulation des personnes et des services affirmé à l'article 3, c.

De cette manière, l'adoption de la directive ne préjugait pas expressément l'application des articles 55 et 66 à la profession d'avocat, même si

l'application de l'article 3, c'est prescrite « dans les conditions et les rythmes prévus par le Traité ».

Le nouveau texte comportait la rédaction suivante :

1 - constate que le texte des articles 55 et 66 du Traité C.E.E. pose un problème de conformité au Traité de toute directive tendant à la réalisation, même partielle, de la liberté d'établissement ou de la libre prestation de services pour la profession d'avocat,

2 - constate, cependant, qu'en raison de la pratique actuelle dans l'ensemble des Etats membres, pour les activités visées par la proposition directive, celle-ci a surtout pour objet de consacrer, sur le plan du droit communautaire, une situation de fait existant dans le droit national,

3 - estime, en conséquence, sans qu'il soit nécessaire de se prononcer sur le problème posé par l'application des articles 55 et 66 du Traité C.E.E. que la proposition de directive est conforme au principe général de la libre circulation des personnes et des services, affirmé à l'article 3, c du Traité C.E.E.,

4 - est, par ailleurs d'avis que, d'un point de vue économique, il y a intérêt à ce que le droit communautaire prévoie le libre exercice sous la forme de prestation de services, de certaines activités de l'avocat,

5 - estime opportun que soient précisées les conditions d'exercice des activités visées et les conditions de séjour du prestataire dans le pays d'accueil.

Le texte des articles sauf quelques retouches de détail était très proche de celui de la Commission.

Ce rapport était adopté par la Commission juridique.

Mais le débat du 17 novembre 1970 devait révéler que l'unanimité manifestée à la Commission juridique n'était qu'apparente.

Celle-ci cependant avait voulu « gommer » la difficulté relative au droit d'établissement en faisant référence à l'article 3 du Traité.

D'éminents parlementaires soulevèrent, contre toute attente, le problème de la communication des travaux préparatoires du Traité de Rome et celui de la non applicabilité de l'article 55 à la profession d'avocat.

Cependant, entre temps, la Commission consultative des barreaux avait réaffirmé son intention de

parvenir, au moins en fait, à la libéralisation de la prestation des services.

Cette position ne se trouvait pas maintenue au stade de certaines délégations parlementaires.

Le vote du Parlement avait, après un débat houleux, été négatif.

Après l'échec du débat du 17/11/70 sur la proposition de directive (le vote à égalité des voix équivalant à rejet par le Parlement appelé à donner son avis consultatif), la situation devait rester stagnante pendant plusieurs mois faute d'autre initiative.

La Commission sans doute déçue par le vote maintenait néanmoins son souci d'aboutir.

Par lettre du 2 juillet 1971, le Président du Conseil a réitéré sa demande d'avis au Parlement européen sur la proposition de directive en cause. Le Bureau élargi du Parlement européen a alors décidé, au cours de sa réunion du 8 juillet 1971, de proposer à l'assemblée de renvoyer la proposition de directive à la Commission juridique en la chargeant d'élaborer un nouveau rapport.

Le Parlement européen a accepté cette proposition au cours de sa séance du 8 juillet 1971.

La commission juridique a nommé le 21 février 1972 M. Romeo rapporteur.

Elle a à nouveau examiné le projet de rapport du 14/4/72 sur la proposition de directive au cours de sa réunion des 18 et 19 mai 1972.

Au cours de sa réunion du 19 mai 1972, la commission a adopté à l'unanimité la proposition de résolution ainsi que l'exposé des motifs.

Mais comme l'obstacle résultant de la prise de position sur l'article 55, tel qu'il s'était présenté au cours de la séance du 17/11/70 subsistait, la commission juridique avait pris la précaution d'évoquer cette question.

Ainsi, pour tenter de sortir de l'impasse, la Commission juridique du Parlement européen se réunissait pour se prononcer sur la définition des notions d'administration publique et d'autorité publique dans les Etats membres et des conséquences de cette définition pour l'application des articles 48, paragraphe 4 et 55 du Traité instituant la C.E.E.

Dans son rapport du 2/6/72 la Commission considérait notamment.

« La Commission rappelle que l'interprétation de l'article 55 n'a pas laissé de soulever certaines questions dans l'examen des propositions de directives concernant la réalisation de la liberté d'établis-

sement et la libre prestation de services pour l'avocat, le médecin et le dentiste ;

... Constate que, dans l'interprétation extensive, la notion d'« activités » recouvre la profession dans son intégralité, ce qui implique que les professions dont une partie des activités peuvent participer à l'exercice de l'autorité publique n'entrent pas en ligne de compte pour la liberté d'établissement et la libre prestation de services ;

... Constate que, dans l'interprétation restrictive, seules les activités participant à l'exercice effectif de l'autorité publique sont exclues de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services, mais que les professions dans le cadre desquelles ces

activités sont effectuées entrent, elles, en ligne de compte pour les mesures de libération ;

... Estime qu'actuellement cette question constitue pour le Parlement européen un problème non seulement juridique, mais aussi politique ;

... Opte pour l'interprétation restrictive de l'article 55 et invite la commission juridique à en tenir compte dans la présentation de ses rapports ultérieurs ;

Cette analyse devait en principe dissiper les préoccupations des parlementaires qui ne voulaient pas accepter le texte de la proposition en ce qu'elle pouvait préjuger de l'interprétation de l'article 55.

LES OBSTACLES A L'ADOPTION DE LA PROPOSITION DE DIRECTIVE

Si la proposition de résolution que présenta en 1971 la commission juridique fut rejetée, par l'Assemblée, c'est parce qu'il fut impossible de parvenir à une identité de vues sur la base juridique de la directive et en particulier sur l'interprétation de l'article 55 du Traité instituant la C.E.E.

La Commission des Communautés européennes avait fondé sa proposition sur les articles 57, § 1, 63 § 2 et 3 et 66 du Traité instituant la C.E.E.

La Commission a estimé que l'article 63, § 2 concerne la mise en œuvre du programme général visé ci-dessus. Comme ce programme prévoit en annexe la libération des activités de conseils juridiques aux entreprises (classe ex. 83, groupe ex. 831/C.I.T.I.) y compris le Conseil en propriété industrielle, il était permis de conclure au bien-fondé du choix de cette autre base juridique retenue par la Commission des Communautés européennes.

Mais la Commission n'a pas approuvé que la directive se fonde également sur le § 3 de ce même article. Ce § stipule que les directives doivent, en général, porter par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libération contribue à faciliter les échanges des marchandises.

La proposition de directive se fondait sur l'article 66 qui renvoie à l'article 55 du Traité. Ce dernier établit que sont exceptées de l'application des dispositions relatives aux services, en ce qui concerne l'Etat membre intéressé, les activités participant dans cet Etat, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique. Le rapport du 2/6/72 en donnait l'interprétation et les limites.

Puis, par rapport au texte de 1971, la Commission avait notamment adopté les dispositions différentes ci-après (14/4/72 : Projet M. Roméo).

A l'art. 3 au lieu de :

— le prestataire ne possède pas dans le pays d'accueil une installation de nature à constituer sur place une nouvelle clientèle,

— « le prestataire ne possède *ni n'utilise* dans le pays d'accueil une installation matérielle de nature à permettre d'y constituer (deux mots supprimés) ou d'y traiter une (un mot supprimé) clientèle et ne séjourne pas dans ce pays, dans le cadre professionnel, plus du temps nécessaire à l'exécution de sa prestation. »

A l'article 5, l'additif :

« En cas de manquement à la déontologie de confidentiel du dossier. L'organisation professionnelle de droit public de cet Etat peut demander communication du dossier professionnel du prestataire à l'organisation professionnelle de l'Etat, membre d'origine.

Cette communication n'altère pas le caractère confidentiel du dossier. L'organisation professionnelle de droit public de l'Etat membre d'accueil détermine les conséquences que comportent, dans celui-ci, les sanctions prises contre l'avocat dans l'Etat membre d'origine. Ces conséquences ne peuvent toutefois excéder celles qu'auraient pour les avocats nationaux des sanctions équivalentes.

L'organisation professionnelle de droit public de l'Etat membre d'origine détermine les conséquences

que comportent, dans celui-ci, les sanctions prises contre l'avocat, dans le pays d'accueil. »

Sur cette double procédure déontologique, il n'y avait jamais eu de difficultés.

L'exposé des motifs de la Commission juridique marquait le nouvel effort entrepris pour surmonter les oppositions en indiquant ;

« Il s'agit exclusivement des activités de consultation et des activités d'exposé oral des moyens de défense devant les différentes juridictions, d'accès au dossier du client, de visite des détenus et de présence à l'instruction ;

La Commission a été contrainte de prévoir cette limitation du champ d'application de la directive du fait qu'un droit d'établissement complet suppose au préalable la reconnaissance mutuelle des diplômes et la coordination de certaines règles professionnelles. Au contraire, les prestations de services, en raison du caractère temporaire de ces activités, ne nécessitent pas ces mesures préliminaires.

La directive ne fait que donner une couleur communautaire à des habitudes et à des traditions de courtoisie qui se sont déjà affirmées dans tous les barreaux des pays de la communauté. En outre, elle confirme à nouveau l'obligation pour les avocats qui se rendent à l'étranger pour effectuer un exposé oral des moyens de défense, de s'assurer sur place la collaboration d'un avocat ou d'un avoué de l'endroit. Ce dernier point revêt une importance particulière en ce qu'il favorise la collaboration entre professionnels de pays membres différents. »

Le rapport du 2 juin 1972 sur l'article 55, accompagnant celui du 19 mai 1972 sur la proposition de directive, on pouvait penser que le Parlement européen aurait adopté le texte lors de la session de juin 1972.

Mais à nouveau, des interventions de plusieurs parlementaires reprirent les objections soulevées en novembre 1970.

Divers amendements étaient présentés.

Le Parlement, le 14 juin 1972, renvoya en commission. M. Romeo déposa un rapport complémentaire.

La Commission juridique a ainsi multiplié les efforts pour aboutir à la reprise de la directive. La nouvelle rédaction comportait toutes les précautions nécessaires pour désarmer les oppositions.

La Commission adopta la proposition de résolution ainsi que l'exposé des motifs le 7 juillet 1972 par 11 voix contre 1. Le 31 août 1972, le rapport complémentaire (duc 105/72) était déposé. La

question était réinscrite à l'ordre du jour de la séance du Parlement du 21 septembre 1972.

La nouvelle rédaction comportait avis sur les amendements pris en considération.

Le texte du 1^{er} amendement était le suivant :

Rétablir pour le 2^e alinéa de cet article 3 (premier tiret) le texte proposé par la Commission des Communautés européennes, c'est-à-dire la suppression de la formule « *ni n'utilise* ».

M. Duval a motivé cet amendement par l'opportunité d'éviter toute limitation ultérieure à la portée déjà restreinte de la libération poursuivie par la directive et par la difficulté d'effectuer les contrôles qui s'avèreraient nécessaires si le Parlement adoptait la modification proposée par la commission juridique au texte de la Commission européenne.

Ayant reconnu le bien-fondé de cette argumentation la commission juridique a décidé d'adopter cet amendement en considérant que les barreaux des différents pays n'auraient aucune peine à déceler d'éventuels abus commis par un avocat en ce qui concerne l'utilisation d'un cabinet (d'installation) dans le pays d'accueil à des fins différentes d'une prestation de services déterminée.

Cet amendement a été approuvé par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

Sur la 2^e objection soulevée aux débats du Parlement concernant la référence aux travaux préparatoires du Traité de Rome qui suivant l'avis de certains parlementaires Belges et Luxembourgeois auraient exclu la profession d'avocat du droit d'établissement.

La Commission a fait remarquer que ces travaux préparatoires n'étant pas rendus publics, ne peuvent être invoqués. De plus, la question de la pertinence du recours aux travaux préparatoires pour l'interprétation des traités a suscité et suscite toujours de sérieuses controverses.

Pour la Commission, il apparaît extrêmement difficile de bien circonscrire la notion de « travaux préparatoires », serait-elle étendue aux communications confidentielles échangées entre les gouvernements avant les négociations et les conversations officieuses qui se déroulent au cours de celles-ci ?

Le problème du recours aux travaux préparatoires n'est pas dissociable de celui que pose le choix entre les diverses méthodes d'interprétation : la méthode subjective, la méthode classique ou littérale et enfin la méthode téléologique ou dynamique.

La doctrine qui prévaut, rappelle la Commission,

est la suivante : « un traité est à interpréter suivant le sens originel qu'il faut donner à ses termes, quand ils sont considérés dans leurs relations avec le contexte et à la lumière de l'objet et des finalités du traité lui-même. Le recours aux travaux préparatoires n'est jamais admis qu'à titre de moyen d'interprétation supplétif. »

A l'article 55, il est question d'« activités » de l'avocat et non de « professions », alors que le Traité emploie généralement le terme de « profession », on est fondé à en déduire que les auteurs du Traité n'ont pas voulu exclure ces activités de la libération. Mais cet article doit être interprété aussi à la lumière du contenu et des finalités du Traité. Or, l'article 3 dit notamment que « l'action de la Communauté comporte l'abolition entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux ». Les dispositions du Traité étant à interpréter en fonction de leurs finalités, la Commission devait conclure que certaines activités de l'avocat, notamment celles qui font l'objet de la présente directive peuvent du moins dans un premier stade être libérées.

Pour diverses raisons, la commission juridique a donc rejeté l'amendement n° 2 par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

« Toutefois, la Commission des Communautés européennes devra suivre attentivement l'évolution de la situation dans le secteur visé par la présente directive et proposer s'il en est besoin des mesures appropriées pour assurer que les intérêts des avocats soient équitablement protégés. »

L'amendement n° 3 demandait la suppression du § 4 de la proposition de résolution figurant dans le document n° 41/72 ; dans ce § le Parlement souhaite que soient achevés au plus tôt les travaux visant à l'institution de la libération la plus large possible dans le secteur des activités de l'avocat.

Cet amendement a été rejeté en Commission (par 11 voix contre 1 et 1 abstention) et cela pour deux raisons. La première, c'est que le § 4 n'est que le corollaire logique du § 3 de la proposition de résolution. La seconde, c'est que le Parlement européen a le devoir d'inciter la Commission européenne à entreprendre, à poursuivre et, le cas échéant, à accélérer son activité d'harmonisation dans les divers secteurs prévus par le Traité de Rome.

La Commission a estimé qu'il n'était pas superflu de rappeler dans la résolution que l'un des objectifs fondamentaux du Traité instituant la C.E.E. est

de réaliser la libre circulation des personnes, des services et des capitaux. Elle a proposé d'insérer un nouveau § 1 en ce sens dans le texte de la proposition de résolution.

La Commission a ajouté aux amendements deux précisions :

1° Dans le cadre de ces activités, le prestataire doit pouvoir participer également à la rédaction des documents qui doivent être présentés aux instances juridictionnelles.

2° Le document de légitimation dont il est question au § 2 de l'article 7 ne devrait pas être requis pour la simple activité de consultation (conseiller).

En conséquence la Commission juridique adoptait pour l'article 3 et l'art. 6 le texte suivant :

Art. 3 : § 3

— « les prestations sont exécutées en vertu d'un mandat (au lieu de contrat) conféré à l'avocat dans l'exercice de ses activités professionnelles. »

« Les services peuvent être occasionnels ou constituer une série de prestations. »

Art. 6 : § 3

— « agir de concert avec un avocat ou (trois mots supprimés) un avoué, ressortissants de l'Etat membre d'accueil ou, au besoin, avec les deux ».

L'article 3 § 2 étant repris dans l'ancienne formule de la Commission.

C'est sur ce dernier texte (31/8/72) que le débat devait reprendre à la Session d'automne du Parlement Européen.

Enfin dans sa séance du jeudi 21 septembre 1972 le Parlement Européen émettait un avis favorable à la proposition de directive en adoptant le texte de la Commission juridique sur rapport de M. Romeo. Une importante étape était franchie.

Les débats du Parlement européen ont eu un particulier intérêt car ils ont permis de connaître les positions de principe officielles mais aussi les motivations réelles, même non exprimées.

Les pourparlers en coulisse des débats ont montré aussi que certains parlementaires reflétaient surtout les options des organisations professionnelles.

Les options parfois contradictoires avec celles présentées au sein de la Commission consultative des barreaux ont pour origine des prises de position doctrinale mais aussi des soucis corporatifs de protectionnisme ; cette préoccupation est souvent légitime suivant l'importance des organisations

professionnelles ; mais inévitablement, des considérations et des arrière-pensées se font jour qui tiennent à la position réelle de certains barreaux et de certains Cabinets.

Le problème est rendu plus complexe encore par le fait que la législation en matière de monopole d'exercice de la profession est très différente d'un état à l'autre. (Seule la République fédérale allemande connaît un vrai monopole).

Un autre facteur est plus important encore bien que ne figurant pas dans les textes, c'est celui de la position des Cabinets des pays tiers et en particulier des Cabinets de juristes des Etats-Unis dans chacun des pays de la Communauté.

Ces Cabinets qui ont une position économique considérable en France et en Belgique, secondaire en Italie, faussent le jeu des rapports inter-barreaux sur le plan de la libéralisation des services.

Les adversaires de la proposition de directive invoquent souvent l'argument suivant lequel celle-ci

serait inutile puisque les usages des barreaux permettent déjà l'intervention des avocats auprès des tribunaux des autres pays de la Communauté mais il ne s'agit là que d'un usage précaire et révoquant souvent subordonné, notamment en République fédérale allemande à l'autorisation des Présidents des juridictions.

De telles demandes étaient assez rares avant 1960 mais il n'est pas douteux qu'avec le développement du contentieux économique européen de telles interventions vont se multiplier et que, sans directive, de telles autorisations viendraient à être refusées.

La directive est donc d'une grande utilité et fait plus que consacrer un usage.

Mais le principal intérêt de la directive reste celui de la libéralisation des services dans le domaine de la consultation, car l'assistance de l'avocat pour la préparation de certains contrats ou la constitution de sociétés implique une présence autre qu'épisodique dans les capitales européennes et un cadre d'accueil pour cette consultation.

LES VOIES PARALLELES RECHERCHEES PAR LES BARREAUX EUROPEENS

La commission consultative a adopté en 1970 à Amsterdam le projet d'une convention-type relative à l'exercice de certaines activités judiciaires et extra-judiciaires de l'avocat sous réserve des adaptations rendues nécessaires par les langues en présence et par les lois nationales et les usages professionnels différents.

LA CONVENTION TYPE D'AMSTERDAM

Ce texte dans son préambule précise :

« Il est désirable qu'à titre de prestations de services les avocats puissent exercer leurs activités sur tout le territoire et devant toutes les juridictions des Etats contractants ; »

Ses principales dispositions sont les suivantes :

Article 1^{er} :

1 — l'avocat d'un Etat contractant peut s'il est assisté par un avocat, être habilité à plaider au lieu où ses prestations de service sont accomplies, plaider les affaires civiles, pénales, fiscales, sociales et administratives devant les juridictions d'un autre Etat contractant,

2 — ce droit implique l'accès au dossier, le droit de visiter le détenu et la libre correspondance avec

celui-ci sans être obligé de remplir d'autres formalités que celles imposées à l'avocat de l'Etat contractant où ce droit est exercé.

Article 2 :

Les avocats d'un Etat contractant peuvent donner des consultations écrites ou orales sur tous les problèmes juridiques, fiscaux, sociaux et administratifs et assister ou représenter leur client auprès de personnes physiques ou morales autres que les juridictions sur tout le territoire d'un autre Etat contractant.

Les articles 3 à 5 prévoient les garanties des doubles procédures disciplinaires.

Les articulations principales de ce projet se retrouvent de façon très voisine dans le texte de la convention Benelux adoptée en 1971.

LA CONVENTION BENELUX.

La Convention Benelux sur la profession, ratifiée par la Belgique et les Pays-Bas, mais pas par le Grand Duché de Luxembourg, est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1971 et constitue le premier instrument intergouvernemental dans ce domaine.

Aux termes de cette convention :

Article 1^{er} :

« Les avocats inscrits à un barreau d'un Etat contractant peuvent, s'ils sont assistés par un avocat admis à plaider au lieu où leurs prestations sont accomplies, plaider les affaires civiles, pénales et administratives devant les juridictions de l'autre Etat contractant, avec les mêmes prérogatives et en assumant les mêmes devoirs que l'avocat qui les assiste. »

Le droit de plaider implique l'accès au dossier et le droit de visiter le détenu.

Article 3 :

« Tout manquement à l'éthique professionnelle commis par l'avocat en raison de l'exercice des prestations prévues à l'article 1^{er}, relève des autorités disciplinaires du barreau d'accueil sans préjudice de la compétence des autorités disciplinaires du barreau d'origine... »

Sans doute, ce texte est de portée limitée puisqu'il s'applique à la plaidoirie et non à la consultation, mais il constitue un premier exemple d'une convention intergouvernementale favorisant la prestation internationale des services des activités d'avocat.

Il est possible dans la mesure où les gouvernements soutiennent les barreaux au lieu de les paralyser de prévoir des conventions du même type, étendues à la consultation.

Les juristes britanniques sur ce point soutiennent un point de vue favorable à la directive, dans la perspective de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, et aussi aux conventions bi et multilatérales.

L'avenir européen a rapproché les professions des Barristers et des solicitors qui paraissent disposés à soutenir des projets de conventions intergouvernementales et interbarreaux.

Au cours de la réunion tenue en octobre 1971 à Milan, la Commission a adopté la résolution suivante :

« Afin d'assurer la pleine expansion de la profession d'avocat au service du droit et de l'économie en Europe,

Les membres de la Commission consultative prennent l'engagement d'intervenir auprès de leurs gouvernements respectifs :

1. pour que des conventions bi et multilatérales

soient établies par les Etats sur le type de la convention Benelux mise en vigueur le 1^{er} septembre 1971 réglementant la libéralisation de la plaidoirie,

2. que sur la base de la convention type élaborée à Amsterdam le 24 avril 1970 par la Commission consultative soient établies des conventions portant sur la libéralisation des activités de la consultation ;

que celle-ci soit assurée suivant les normes admises en droit interne par la loi et (ou) les règlements intérieurs des barreaux, en prévoyant les adaptations législatives et réglementaires nécessaires ;

qu'à cette fin les barreaux des pays de la Communauté harmonisent leurs règlements intérieurs en sorte que les règles relatives à la consultation et notamment à celles concernant le recensement, l'agrément, le contrôle des relations transnationales entre avocats faisant l'objet de conventions écrites, soient définies par les barreaux concernés.

A la réunion de fin avril 1972 à Edimbourg, la Commission, sur rapport de M^e Pettiti, devait renforcer cette prise de position en adoptant une résolution qui prévoyait que la libéralisation des activités des avocats des Pays membres (activités non contentieuses comprenant la consultation) devra être réalisée suivant les normes ci-après définies :

« 1 — les activités précitées doivent s'exercer dans le respect de la déontologie du barreau d'origine et du barreau d'accueil, sous le double contrôle et la double discipline des Ordres ou Institutions professionnelles,

2 — à cette fin, la Commission établira des contrats type facultatifs à soumettre aux différents Conseils des Barreaux ou Institutions professionnelles pour adhésion. »

Mais cette décision prise à l'unanimité ne cachait pas un désaccord de principe, la délégation luxembourgeoise marquant sa réticence à ce que la libéralisation soit assurée par la voie communautaire et souhaitant des accords bi ou multilatéraux et inter-barreaux.

Des formules de conventions de correspondance organique entre Cabinets d'avocats étaient mises à l'étude comportant des accords sur les modalités de la prestation des services, en soumettant au contrôle des Bâtonniers des deux Barreaux concernés l'exercice de cette correspondance ne constituant pas une association.

A la dernière réunion de la Commission à Luxembourg, suivant de quelques jours le vote du Parle-

ment Européen, les résolutions suivantes furent adoptées, approuvées aussi par les délégations britannique, irlandaise, danoise.

RÉSOLUTION DE LUXEMBOURG DU 7 OCTOBRE 1972

1^{re} partie

La Commission Consultative des Barreaux des Pays des Communautés Européennes

Réunie à Luxembourg le 7 octobre 1972,

Prenant connaissance de l'état actuel de la procédure communautaire relative à la proposition de directive concernant les modalités de la réalisation de la libre prestation de services pour certaines activités de l'avocat et notamment du rapport complémentaire fait au nom de la Commission Juridique par M. Nicolas Romeo au Parlement Européen (documents de séance 1972-1975, 31 août 1972),

Considérant essentiellement l'intérêt véritable de tous ceux qui ont besoin d'une assistance juridique,

A l'unanimité, approuve et souligne la nécessité de la libéralisation des prestations de services de l'avocat dans les pays des Communautés européennes,

Estime dans cette optique que la libéralisation de la plaidoirie se heurte actuellement à des difficultés à propos desquelles certaines délégations se réservent de faire valoir auprès de leurs gouvernements respectifs, telles remarques qui leur paraissent s'imposer,

Donne acte à certaines délégations représentées des réserves exprimées concernant l'application des articles 55 et 66 du Traité de Rome.

2^e partie

Décide de poursuivre son action en vue de promouvoir des conventions bi et multilatérales inter-barreaux européens et s'il y a lieu, intergouvernementales, définissant et délimitant les activités non-contentieuses comprenant la consultation, autre qu'occasionnelle,

Adopte le principe de conventions ou de réglementations-cadre assurant la liaison entre avocats ressortissant des pays membres des Communautés européennes,

Ces conventions tiendront compte du champ d'activité de la profession dans chaque pays, des pondérations nécessaires en fonction des intérêts légitimes des barreaux locaux, notamment de ceux des régions frontalières,

Retient comme bases de ces conventions, le projet d'Amsterdam du 25 avril 1970 et la première résolution d'Edimbourg du 29 avril 1972 (annexée à la présente résolution) les limitant actuellement à la consultation et en général à toute activité non contentieuse,

Ces accords pourront être portés sur les tableaux ou listes officielles des barreaux et organisations professionnelles de droit public.

L'AVENIR

Quelle que soit la suite donnée au vote du Parlement, il est peu probable que la proposition de directive rencontre dans l'immédiat l'adhésion de tous les gouvernements au sein du Conseil des Ministres. Le problème du droit d'établissement en tout état de cause resterait entier.

Si l'on veut serrer de plus près la réalité des positions professionnelles, il faut considérer que sans solutions satisfaisantes sur la protection des barreaux minoritaires, sur la situation des cabinets des Pays Tiers, il sera difficile d'imposer la libéralisation de la prestation des services.

L'auteur de cette étude estime, à titre personnel, qu'il faudra envisager non seulement des conventions bi et multilatérales inter-barreaux s'ajoutant

à la directive, la complétant ou y suppléant, mais aussi des formules d'associations et de correspondances organiques incorporant, avec certaines pondérations, des avocats des pays de la C.E.E. et même des avocats des Pays Tiers, ceux-ci étant en contrepartie alors intéressés à favoriser des solutions de réciprocité.

La longue marche vers le droit d'établissement sera facilitée si en un premier temps on limite le problème de la reconnaissance des diplômes aux groupes d'avocats réunis en de telles associations et si les installations sont soumises à des pondérations contrôlées par les Conseils de l'Ordre sous l'autorité des Bâtonniers des Barreaux des pays d'origine et d'accueil des Barreaux concernés.

Il faut espérer aussi que les praticiens sauront dominer leurs préoccupations professionnelles immédiates et même des intérêts corporatifs mal compris pour se comporter en véritables Européens.

Il serait regrettable que les auxiliaires de justice ne donnent pas l'exemple d'un esprit communautaire au service de l'Idée Européenne qui répond si excellemment à leurs traditions.

NOTE

La proposition de directive est actuellement à l'étude du groupe des questions économiques du *Conseil des Ministres C.E.E.*

Il serait proposé d'ajouter des dispositions prévoyant notamment l'inscription facultative de l'avocat du Barreau d'origine à l'organisme professionnel du pays d'accueil, même en matière de prestation des services.

TEXTES ET BIBLIOGRAPHIE UTILISÉS

- C.E.E. Proposition 17.4.1969 (Doc. 44/69), J.O. 20-6-69.
Avis Comité Economique et Social, 25-2-1970, J.O. 28-3-1970.
J.O. Parlement Européen.
Rapport Com. jur. Doc. 74, 1970-71. Doc. 225/71, 12-1-1972. Doc. 14.4.1972. Doc. 41/72, 2-6-1972. Doc. 105/72, 31-8-1972.
Gazette du Palais, 18-12-1970, n° 322 : La directive, la proposition de la Commission : L. PETTITI.
Gazette du Palais, 17-2-1972. Assemblée Association Juristes européens : M. LASSAUSOIS. Le débat au Parlement européen : L. PETTITI.
Commission Consultative des Barreaux européens.
Les travaux. U.J.A. Com. consultative, Bruxelles, 1969.
Résolutions Amsterdam, 1970
Milan, octobre 1971
Edinbourg, 29.4.1972
Luxembourg, 7.10.1972
J. O. Belge, Convention Benelux, 1.9.1971.
La Profession d'avocat dans les Six pays membres de la C.E.E.
M^e BRUNOIS. Commission Consultative des Barreaux Européens. Ed. Sirey.

LA CHRONIQUE
DE
PAUL HAGUET

FIAT — CITROËN : LE CONFLIT, LA TRÈVE ET LA PAIX

Quand intervint, il y a quatre ans, le rapprochement Fiat-Citroën, le communiqué qui l'annonçait parlait de « compléter leur accord technique par un accord financier ».

Au dernier Salon automobile de Turin, à l'automne 1972, M. Agnelli demandait une « certaine intégration des exploitations sur les plans technique et commercial, qui complèterait l'accord financier ».

Ce renversement de l'ordre des facteurs mesure l'écart entre les intentions de 1968 et la réalité présente.

La pièce maîtresse de l'union Fiat-Citroën, le plus spectaculaire accord industriel communautaire qui soit intervenu, devait consister en « un organisme commun à composition paritaire chargé d'assurer la coordination des activités d'études et de recherches, des programmes d'investissement et de production, des approvisionnements et des ventes ».

A cette énumération, on constatait que c'était l'ensemble de la politique industrielle des deux firmes qui devait progressivement être unifié.

Or, l'organisme commun prévu au contrat n'a vu le jour que bien tardivement, et sur le papier seulement.

Au lieu de cette ambitieuse politique commune, valable à la fois pour Javel et pour Turin, le rap-

prochement a inscrit seulement à son actif des miettes de réalisations sur le plan industriel.

On recense : une boîte de vitesses pour Lancia, des pièces de mécanique pour Fiat, un système de freinage pour un utilitaire, une camionnette composite, le tout en apport de Citroën à Fiat, ce dernier agissant en donneur de travail et l'autre en fournisseur.

Sur le plan commercial, l'interpénétration fut un peu plus large, avec la communauté des réseaux Autobianchi et Citroën.

Mais dans l'ensemble, la déception exprimée par M. Agnelli s'explique : point n'était besoin d'unir des patrimoines pour opérer ces simples échanges de prestations et de services !

L'accord Fiat-Citroën semblait cependant de ces bonnes associations solides qui, correspondant à la logique de l'évolution d'une industrie, ont toute chance de se consolider avec le temps.

Dans l'opinion unanime des experts de l'automobile, on croyait alors que l'industrie européenne était conduite à imiter l'organisation des entreprises américaines.

Dans la lutte entre constructeurs pour accroître leur part du marché mondial, l'avantage était destiné à revenir aux grandes entreprises conçues sur le type de la General Motors.

Elles disposaient d'usines géantes pour produire au meilleur compte les composants principaux de l'automobile particulière : moteurs, boîtes, ponts, transmissions.

La maîtrise acquise sur la technique de ces organes et sur les équipements servant à les fabriquer, permettait de réduire le risque lié à leur production, tirant ainsi l'avantage maximal de la croissance dimensionnelle des unités de production.

Les divisions commerciales nombreuses de la grande firme automobile pouvaient, à partir de ces organes communs, et moyennant des carrosseries vastes et variées, offrir des modèles attractifs et renouvelés à une clientèle massive, diversifiée, sensible aux modes.

Une telle organisation en maison-mère et en filiales ou divisions permettait d'abaisser le prix des organes de la voiture grâce à la production en très grande série, et de diminuer les risques de surproduction, de mévente ou d'insuccès d'un modèle, en les étalant sur des types de voitures, des genres de clientèle et des pays ou zones très différents et variés.

Pour faire partie du petit groupe des grands constructeurs mondiaux, il fallait approximativement, à l'époque, produire 5 000 voitures par jour, dont 1 500 avec le modèle de base, 1 000 avec celui ou ceux de la gamme moyenne, et plus de 500 dans les voitures de haut de gamme, les dérivés et les variantes.

Fiat était déjà au delà de ces chiffres. Citroën, par contre, était fortement en dessous, et cela d'une manière structurelle.

Or, les entreprises moyennes, faute des coûts de production et des marchés les plus favorables, étaient empêchées de suivre les autres dans les recherches et les investissements qu'exigeait le renouvellement précipité de modèles en quoi consistait l'essentiel de la lutte concurrentielle.

Quant à l'autre forme de la lutte, la compétition pour l'originalité, pour l'avance technique, pour le créneau laissé à l'innovation, elle se présentait d'une manière qui mettait celui qui voulait la mener à la merci d'un accident conjoncturel, d'un échec temporaire, d'une défection financière.

Le destin de ces entreprises moyennes était donc d'entrer, sous des formes diverses, plus ou moins brutales et directes, dans le sein des corporations, et de se plier à leurs règles.

Peut-être une ou deux pouvaient avoir l'espérance

d'échapper durablement, de conserver leur autonomie et leur originalité : Mercedes vraisemblablement, Citroën peut-être, BMW, Alfa-Roméo...

Les autres devaient suivre la voie de Rootes avec Chrysler, de Auto-Union et de NSU avec Volkswagen c'est-à-dire l'affiliation.

Tel a été le destin de Citroën en 1968, pour avoir manqué un rendez-vous avec l'histoire et pour s'être trouvé un moment exsangue.

L'association paritaire annoncée entre eux était-elle autre chose qu'une affabulation pour le public ? Michelin passait la main, et peu à peu les méthodes, les hommes, les objectifs de la firme allaient se mettre à l'heure et à la mode de Turin, Citroën devenant une division automobile comme les autres.

Il semblait que l'ère nouvelle, ouverte en 1968 par l'association avec Fiat et par l'effacement de Bercot, devait sonner le glas de l'orgueilleuse stratégie à base de technique qui faisait l'originalité de la firme au double chevron et qui expliquait sa vie difficile.

Chaque étape du développement de Citroën a été l'engagement d'un pari technique mettant en jeu l'existence même de la firme : le moteur flottant (série C en 1926), la traction avant (série D en 1934), la voiture minimum (2 CV en 1948), la suspension hydropneumatique (DS en 1955), le 4 cyl. à plat de puissance moyenne (GS en 1970), le moteur rotatif (en 19... ?).

La plupart du temps, le marché a été au rendez-vous de l'innovation. Il a payé, mais avec retard et parcimonie, le risque financier assumé à la limite de ses forces par Citroën. Il lui a permis d'accéder à un niveau dimensionnel un peu supérieur, et donc de ne pas décoller du peloton des grands constructeurs.

Mais cette stratégie n'a jamais suffi à faire le « trou » décisif avec la concurrence et à assurer la pérennité de l'entreprise, dont les phases aléatoires de l'existence tendent à être plus fréquentes et plus longues que les phases tranquilles.

Quelles en sont les raisons ?

D'abord, le manque d'argent initial, permettant de s'équiper en usines de grande taille pour profiter aussitôt et à plein du succès technique. Est-ce faute de ressources ou faute de confiance dans les financiers ?

Ensuite, l'emploi de méthodes qui, à la production, enchérissent inutilement la fabrication, ainsi que les défauts de détail et de mise au point qui, dans les produits comme dans leur commercialisation, freinent les ventes et les produits. Cette maîtrise là est affaire de gestion, de contrôle, d'organisation, toutes vertus aisées à acquérir si l'état d'esprit s'y porte.

Enfin, l'imitation ou la riposte ont permis aux concurrents plus puissants et plus riches, de compen-

ser leur retard d'un moment sur Citroën — et de le faire plus vite qu'il ne le recréait pour sa part. Ils ont donc pu exploiter à leur profit la percée même que celui-ci faisait sur le marché. Exemple typique : le succès de la traction avant de petite cylindrée a mieux profité à Renault (4, 5, et 6 CV), voire à Fiat (127) et à Peugeot (104) ou à BMC (Austin et Morris 850 et 1 100) qu'à Citroën (2 CV et Ami).

Sur le plan des études et recherches, la Traction a payé la 2 CV, qui a payé la DS, qui a fini par payer la GS (mais tard et cher). Celle-ci devrait payer le rotatif, mais il y a un problème de délai, venu du retard décisif, du rendez-vous manqué de 1965-66.

Sur le plan des usines, si la 2 CV a payé Rennes, si les DS et Ami ont payé des petites installations, c'est à la GS de payer Aulnay, et vite, car il faut prendre le relais de la gamme basse et haute actuelle.

L'impossibilité où s'est trouvé Citroën de mettre au point et de fabriquer vers 1965 un moteur assez puissant pour équiper une voiture moyenne moderne qu'il désirait lancer, l'a obligé à différer jusqu'en 1970 la sortie de ce type de voiture, alors devenue la GS.

Ce décalage de trois ans a été coûteux en parts de marché et en recettes. Il l'a été aussi par la superposition des études sur la GS et sur le moteur rotatif. Il l'a été par le retard apporté au programme d'investissements. Il l'a été enfin par la révision déchirante imposée aux hommes et aux méthodes.

Financièrement, la situation s'est redressée par la participation de Fiat au capital, par le vigoureux coup d'accordéon qui a épongé en une seule fois le déficit (616 millions) des années 68-69 et 70, et par le succès commercial de la GS.

Quant aux leçons sur le plan industriel, quelles sont-elles ? Elles ont été tirées en deux étapes, l'une (1970) conforme aux façons de voir de Fiat, l'autre depuis l'accession au pouvoir de M. Rollier, gérant de Michelin, et conforme au vœu d'originalité de Citroën.

Il existe entre les deux un point commun : Citroën n'est pas fait pour produire de la quincaillerie, mais des voitures techniquement élaborées ; son problème est de le faire dans des conditions rentables et saines ; pour y parvenir, une concentration s'impose de l'innovation sur une partie seulement de ses modèles ou de sa gamme.

La différence se trouve sur cette partie. En 1970, M. Ravenel, son directeur général, la situait au niveau des modèles : le bas de gamme devait être en voitures simples, peu élaborées, avec beaucoup de pièces communes avec Fiat, et l'innovation devait se concentrer dans le haut de gamme, où elle était possible et nécessaire. On allait par là vers le partage de gamme avec Fiat.

Au contraire, en 1972, le même M. Ravenel estime que l'on peut et l'on devra choisir des éléments communs qui soient originaux, et qui conviendront à tous les modèles de la gamme. On va par là vers la gamme complète autonome, parallèle à celle de Fiat mais sans éléments communs avec celle-ci.

Une telle stratégie n'est pas du tout celle que Fiat pratique avec ses autres filiales — Lancia et Autobianchi — qui sont, il est vrai, moins respectables que Citroën.

Mais elle n'est pas davantage celle que Ford, General Motors ou Chrysler pratiquent avec leurs filiales européennes.

Sans doute, y-a-t-il dans le cas de ces dernières une autonomie réelle des modèles, ne serait-ce que dans les puissances et dimensions.

Les études générales par contre, les grandes orientations techniques, les méthodes sont communes. L'effet de masse dû à la concentration financière joue à ce niveau.

En outre, les marchés sont cloisonnés entre les Etats-Unis et l'Europe, et les filiales complètent la maison-mère sans la concurrencer.

Au contraire, l'originalité technique voulue par Citroën, et s'exerçant sur le même marché que celui où Fiat vend ses propres voitures, pose un sérieux problème de compatibilité.

On comprend que Fiat ne veuille pas jouer à l'égard de Citroën le simple rôle d'un banquier intéressé aux profits, mais associé aux risques, alors qu'il a sa propre affaire à protéger, nourrir et développer.

Or, autant la conjoncture de 1968 était néfaste à Citroën et favorable à Fiat, autant la situation présente s'est momentanément renversée.

Son déficit épongé d'un coup (grâce à Fiat en partie), son assise commerciale retrouvée, grâce à la GS, Citroën remis à flot peut arbitrer lui-même entre son développement et son indépendance, étant maître du rythme de sa croissance.

En vendant les terrains de Javel, il a de quoi payer lentement l'usine d'Aulnay, l'autofinancement s'y ajoutant ainsi qu'une part d'appel aux actionnaires.

La réticence, voire l'abstention, d'un d'entre eux — en l'occurrence Fiat — peut être gênante sans être mortelle, car Michelin est là.

Or, Michelin, ainsi que le rappelait encore dernièrement M. Rollier, s'intéresse « énormément » à Citroën. L'idée d'un troc de Citroën contre la première monte de pneus Michelin avec un constructeur automobile, quel qu'il soit, italien ou américain, est dénuée de tout réalisme industriel : ce sont deux ordres de choses sans relation.

Quant à Fiat, l'expansion gênée de ses ventes et la hausse rapide de ses coûts, liées l'une et l'autre à la même cause, à savoir la situation sociale en Italie, lui font sentir la lourdeur de ses investissements récents et limitent ses possibilités de s'engager fortement en des opérations risquées, au moins dans l'immédiat et le proche avenir.

Le moment n'est pas opportun, vu de Turin, pour souscrire à une augmentation de capital de Citroën, et l'humeur n'y est pas favorable.

S'agit-il d'une crise momentanée, ou bien de l'engagement d'un processus de rupture pour incompatibilité de méthodes et d'objectifs ?

La pause que l'on constate depuis la tension de l'automne dernier semble montrer que les réflexions se situent au niveau de cet examen stratégique.

Les vûes d'ensemble sur les perspectives de l'industrie automobile restent bien celles qui avaient provoqué le rapprochement de 1968 : concentration des moyens, effet de taille, homogénéité des conceptions, diversité des modèles.

Mais deux infléchissements par rapport au schéma américain classique sont à considérer : l'un est proprement européen, voire spécifique des Agnelli, c'est l'internationalisation totale de Fiat ; l'autre est général à l'automobile, c'est le fractionnement des marchés et de la production sous l'effet des évolutions liées à la qualité de vie.

L'internationalisation voulue par les Agnelli pour Fiat n'est pas seulement l'exportation des produits ou l'investissement en usines à l'étranger.

Elle n'est pas seulement provoquée par les blocages et les nuisances venues d'une hyperconcentration à Turin et d'une excessive confusion entre les fonctions économiques fondamentales de la firme et ses obligations sociales ou nationales subsidiaires.

Les Agnelli sont convaincus qu'ils appartiennent à la dernière génération des propriétaires de l'entreprise « le pouvoir familial, dit Giovanni Agnelli, est une chose qui, je crois vraiment, est finie avec la génération actuelle ».

Selon eux, Fiat sera intégré d'ici 1980 dans une des quatre grosses entreprises industrielles automobiles qui existeront alors en Europe et qui seront internationales aussi bien sur le plan financier que sur celui des usines et des ventes.

En cela réside la différence essentielle entre la vision de Fiat et celle de ses grands concurrents européens : VW, BLMC et Renault qui restent très nationalistes.

Une telle politique, vu le rapport des forces (encore que, depuis 1968, tous se soient affaiblis parallèlement), exige de la souplesse dans Fiat : le nombre des partenaires possibles à intégrer est limité, et la poli-

tique de brillant second à pratiquer hors d'Italie repose sur des moyens et des objectifs différents de ceux valables sur le sol national où la position de leader est incontestée.

Concrètement, cela signifie que Fiat, en Italie, peut et doit disposer d'une gamme complète, et que la force de son réseau constitue son principal argument de vente. Hors d'Italie au contraire, la part de marché est plus sélective, et la qualité du produit plus déterminante.

Incontesté pour les petites cylindrées, Fiat a moins de succès et de renom dès qu'il dépasse les moyennes cylindrées. Les 127 et 128 ont meilleure presse que les 130 et 132.

Une coordination des gammes où l'apport de Citroën (GS, DS et SM) conforte l'ensemble allait dans le sens exact de la politique de Fiat. En sera-t-il demain de même avec une gamme Citroën moins axée sur le haut que répartie sur tout l'éventail ?

La réponse serait vraisemblablement négative si le deuxième grand infléchissement par rapport au schéma classique de l'industrie automobile n'était précisément en train de modifier la situation des années à venir.

Il s'agit de l'effet que peut exercer sur l'automobile européenne la conjonction de trois modifications profondes : conditions de travail dans les usines travaillant à la chaîne, progrès des véhicules vers la sécurité et la non-pollution, développement des marchés du tiers-monde (voir notre chronique dans le numéro 151, février 1972).

1) En Europe, il faudra avant cinq ans des voitures moins polluantes, plus sûres, les unes mieux adaptées à la circulation urbaine, les autres aux grands trajets autoroutiers.

Avec les techniques actuelles, elles seront toutes plus lourdes et plus chères. Ce type de voiture, proche de ce que produit l'industrie américaine, sera un atout des filiales de celle-ci en Europe.

La mise au point de techniques entièrement nouvelles exigera beaucoup d'argent et fera prendre beaucoup de risques : nul ne les maîtrise au monde pour l'instant.

L'atout européen peut consister dans la voiture à fort niveau technique développée à partir des modèles actuels de cette sorte (Mercedes, Citroën, Alfa Roméo).

2) L'automobile conquiert, dans le tiers monde et dans les pays socialistes, de large fractions de clientèle nouvelle, au profit de modèles rustiques ou sim-

ples et de petite et moyenne cylindrée (type petites Renault, Fiat ou Citroën).

Dans leur processus d'industrialisation, ces pays veulent une production sur place, dans le cadre national, pour les besoins intérieurs et aussi pour l'exportation.

L'Europe, créatrice de techniques, exportera donc des capitaux, des usines, des licences, au lieu d'importer de la main-d'œuvre pour fabriquer chez elle des voitures passe-partout qu'elle réexporte à raison d'une sur deux. Elle s'approvisionnera même partiellement à l'importation, soit pour des organes, soit pour des voitures simples.

Mais elle se heurtera dans le Tiers Monde à l'acharnement et aux aptitudes de l'industrie japonaise en matière de clef en main, de financement, d'ajustement, d'import-export.

3) La pénurie de main-d'œuvre acceptant le travail à la chaîne au rythme actuel favorisera en Europe la production de voitures de moyenne série (de 500 unités par jour à 1 000 u/j) et pénalisera les modèles conçus pour 1 500 à 2 000 u/j.

La saturation du marché de premier achat et le développement quasi exclusif du marché de renouvellement accentueront la tendance à la diversification des modèles, au compartimentage de la production par marques, par types et par pays sur des séries moins longues qu'aujourd'hui et au profit de voitures moins banales.

Les modèles différeront sans cesse davantage les uns des autres, ce qui réduira beaucoup les possibilités d'emploi de composants communs et donnera une chance supplémentaire à l'innovation et à l'originalité.

Ce changement de perspectives affaiblit les cartes des mastodontes vivant de la répétition en masse d'un certain type de voiture — et parmi eux, il menace plus les Européens que les Japonais et les Américains, vu l'écart dimensionnel actuel entre eux.

Il redonne une chance aux constructeurs moyens qui disposent d'une forte originalité technique et d'une solide position sur un fragment de marché, à condition qu'ils aient la taille ou les alliés voulus pour

mener une politique active de recherche et d'innovation.

Il redonne surtout une carte solide aux constructeurs diversifiés sur tous les plans, associant la production de masse et les cessions de licence, les accords financiers et la recherche, couvrant des marchés variés avec des modèles très profondément différents.

La concentration entre firmes n'est pas moins indispensable qu'il le semblait naguère, dans le schéma classique, et spécialement au moment de l'accord Fiat-Citroën.

En effet, les capitaux à mettre en œuvre, la difficulté des recherches techniques, des expériences sociales, des solutions économiques, la multiplication des risques de toute nature, imposent davantage de moyens matériels, financiers et humains rassemblés.

Mais la concentration de demain ne sera pas du type des corporations automobiles américaines : elle devra s'accommoder d'une autonomie interne réelle et d'une moindre intégration et spécialisation des fonctions.

Le rôle de la maison-mère ne sera plus aussi industriel, mais beaucoup plus financier et managérial. Locales ou spécialisées, les filiales assumeront mieux l'ensemble des fonctions liées à leur activité, depuis la recherche jusqu'au dividende.

On se rapprochera donc, dans l'industrie automobile, de l'organisation des grands holdings industriels polyvalents, en s'éloignant de celle des groupes monovalents.

Ces nouvelles perspectives qui débouchent sur de nouvelles stratégies, sont-elles intégrables dans un accord tel que celui voulu entre eux par Fiat et par Citroën ? Lui redonnent-elles une chance accrue, au prix d'une redéfinition des formes et des domaines de l'action commune, par-delà les susceptibilités et les ambitions particulières ?

Cette interrogation n'est sans doute pas la moindre des réflexions que font, ensemble et seuls, les responsables des deux maisons, depuis qu'ils ont enterré la hache de guerre imprudemment sortie l'automne dernier.

Elle seule en tout cas est de nature à précipiter l'évolution de leur tension actuelle et à sortir leur conflit de l'impasse.

ACTUALITÉS ET DOCUMENTS

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. — NOMINATIONS

COMMISSIONS

Les Représentants des Gouvernements des Etats membres adhérents ont désigné, le 19 décembre 1972, d'un commun accord, comme Membres de la Commission des Communautés Européennes, les personnalités suivantes : M. Albert BORSCHETTE ; M. Ralf DAHRENDORF ; M. Jean-François DENIAU ; M. Finn Olav GUNDELACH ; M. Wilhelm HAERKAMP ; Dr Patrick John HILLERY ; M. P. J. LARDINOIS ; M. François-Xavier ORTOLI ; M. Carlo SCARASCIA MUGNOZZA ; M. Henri SIMONET ; Sir Christopher SOAMES ; M. Altiero SPINELLI ; M. Georges THOMSON.

Les Représentants des Gouvernements des Etats membres et des Etats adhérents ont également désigné M. François-Xavier ORTOLI comme Président et M. Wilhelm HAERKAMP, M. Patrick John HILLERY, M. Carlo SCARASCIA MUGNOZZA, M. Henri SIMONET, Sir Christopher SOAMES, comme Vice-Présidents de cette Commission.

La nomination formelle de ces personnalités interviendra le 1^{er} janvier 1973.

COUR DE JUSTICE

Les Représentants des Gouvernements des Etats membres et des Etats adhérents ont désigné, le 19 décembre 1972, les nouveaux juges et avocats généraux de la Cour de Justice des Communautés Européennes destinées à compléter la composition de cette Institution, à savoir :

Juges : Lord Alexander MACKENZIE STUART ; M. Cearbhall O'DALAIGH ; M. Max SRENSSEN.

Avocats généraux : M. Alberto TRABUCCHI ; M. J. P. WARNER.

La nomination formelle de ces personnalités interviendra le 1^{er} janvier 1973.

COMITE CONSULTATIF POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

Le Conseil, lors de sa session du 5 décembre 1972, a décidé de nommer M. François SCHWEITZER, Secrétaire de la Confédération luxembourgeoise des syndicats

chrétiens, membre suppléant du Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs, en remplacement de M. F. SCHMIT, pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 27 février 1974.

GRECE

Le 4 décembre 1972, les Communautés Européennes ont donné l'agrément à S. E. Monsieur Byron THEODOPOULOS, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de Grèce comme Délégué permanent auprès de la C.E.E. et comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la C.E.E.A. et de la C.E.C.A., en remplacement de M. Stavros G. ROUSOS.

TURQUIE

Le 4 décembre 1972, les Communautés Européennes ont donné l'agrément à S. E. Monsieur Tefsik SARACOGU, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de Turquie comme Délégué permanent auprès de la C.E.E. et comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la C.E.E.A. et de la C.E.C.A., en remplacement de M. Ziya MUEZZINOGLU.

HAUTE-VOLTA

Le 4 décembre 1972, les Communautés Européennes ont donné l'agrément à S. E. Monsieur Pierre ILBOUDO, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la Haute-Volta comme Représentant auprès de la C.E.E. et comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la C.E.E.A. et de la C.E.C.A., en remplacement de M. Michel KOMPAORE.

YUGOSLAVIE

Le 4 décembre 1972, les Communautés Européennes ont donné l'agrément à M. Petar MILJEVIC, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de Yougoslavie comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la C.E.E., de la C.E.E.A. et de la C.E.C.A., en remplacement de M. Milos OPRESNIK.

II. — ACTIVITES INTRACOMMUNAUTAIRES

ACTIVITES DIVERSES

★ 31 octobre 1972 - Projet de règlement du Conseil relatif à l'organisation d'une enquête par sondage sur les forces de travail.

★ 7 novembre 1972 - Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de raisins secs, de la sous-position 08.04 B I du tarif douanier commun, présentés en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kilogrammes.

★ 7 novembre 1972 - Propositions de règlements du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires pour l'année 1973 de :

- papier journal de la sous-position 48.01 A du TDC ;
- ferro-silicium de la sous-position 73.02 C du TDC ;
- ferro-silicium-manganèse de la sous-position 73.02 D du TDC ;
- ferro-chrome contenant en poids 0,10 % ou moins de carbone et plus de 30 % jusqu'à 90 % inclus de chrome (ferro-chrome surraffiné) de la sous-position ex 73.02 E I du TDC ;
- magnésium brut de la sous-position 77.01 A du TDC ;
- tissus de soie ou de bourre de soie (schappe) et de tissus de coton, tissés sur métiers à main, des positions ex 50.09 et ex 55.09 du TDC ;
- certains produits faits à la main.

★ 8 novembre 1972 - Proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de viande bovine congelée de la sous-position 02.01 A II a) 2 du tarif douanier commun (année 1973).

★ 8 novembre 1972 - Proposition de décision du Conseil arrêtant un programme de recherche et d'enseignement pour la Communauté européenne de l'énergie atomique et un programme de recherche pour la Communauté économique européenne.

★ 8 novembre 1972 - Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision du 21 juin 1971 arrêtant un programme quinquennal de recherche et d'enseignement de la Communauté européenne de l'énergie atomique dans le domaine de la « Fusion et Physique des plasmas ».

★ 8 novembre 1972 - Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision du 21 juin 1971 arrêtant un programme quinquennal de recherche et d'enseignement de la Communauté européenne de l'énergie atomique dans le domaine de la « Biologie et de la Protection sanitaire ».

★ 10 novembre 1972 - Proposition de règlement du Conseil relatif au régime tarifaire applicable aux marchandises acquises par les voyageurs dans les comptoirs de vente des aéroports ainsi qu'à bord des avions, des navires ou des aéronefs assurant la liaison entre deux ou plusieurs Etats membres.

★ 13 novembre 1972 - Projet de résolution du Conseil portant en Annexe une proposition de règlement du Conseil fixant les modalités d'application de l'article 47 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités en ce qui concerne le régime d'échanges applicable aux marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69.

★ 14 novembre 1972 - Proposition d'un règlement (CEE) du Conseil déterminant les règles générales du régime des montants compensatoires dans le secteur du lait et des produits laitiers.

★ 15 novembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil complétant le règlement (CEE) n° 316/68 par l'adjonction d'une catégorie de qualité supplémentaire aux normes de qualité pour les fleurs coupées fraîches.

★ 15 novembre 1972 - Proposition de règlement du Conseil relatif aux statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses Etats membres.

★ 17 novembre 1972 - Proposition d'un règlement (CEE) du Conseil fixant les prix de déclenchement dans le secteur des vins de table pour la période du 16 décembre 1972 au 15 décembre 1973.

★ 17 novembre 1972 - Proposition de directive du Conseil concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités non salariées relevant de la vente au détail de médicaments.

★ 17 novembre 1972 - Proposition de directive du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées relevant de la vente au détail de médicaments.

★ 27 novembre 1972 - Proposition de règlement du Conseil portant modification du règlement (CEE) n° 1496/68 du Conseil, du 27 septembre 1968, relatif à la définition du territoire douanier de la Communauté.

★ 27 novembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil modifiant les conditions applicables en matière de rémunération et de sécurité sociale aux agents d'établissement du Centre commun de recherches nucléaires affectés aux Pays-Bas.

★ 28 novembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 823/68 déterminant les groupes de produits et les dispositions spéciales relatives au calcul des prélèvements dans le secteur du lait et des produits laitiers.

★ 28 novembre 1972 - Proposition de règlement portant modification des articles 6 § 2 et 9 § 1 du règlement (CEE/EURATOM/CECA) n° 2/71 du Conseil du 2 janvier 1971 portant application de la décision du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés.

★ 28 novembre 1972 - Projet d'un règlement du Conseil portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur un certain nombre de produits.

★ 29 novembre 1972 - Proposition de directive du Conseil portant sur l'application de l'article 18 de la directive du Conseil concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime du perfectionnement actif.

★ 30 novembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre.

★ 30 novembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 431/68 déterminant la qualité type pour le sucre et le lieu de passage en frontière de la Communauté pour le calcul des prix CAF dans le secteur du sucre.

★ 7 décembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil complétant le règlement (CEE) n° 1191/69 du Conseil, du 26 juin 1969, relatif à l'action des Etats membres en matière d'obligations inhérentes à la notion de service public dans le domaine des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.

★ 7 décembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil établissant les règles générales relatives à l'importation au Royaume-Uni de beurre et de fromages en provenance de la Nouvelle-Zélande.

★ 7 décembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil déterminant les règles générales du régime des montants compensatoires dans le secteur des fruits et légumes.

★ 8 décembre 1972 - Proposition de modification du Conseil complétant le règlement (CEE) n° 1192/69 du Conseil, du 26 juin 1969, relatif aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer.

★ 8 décembre 1972 - Proposition d'un règlement du projet de règlement (CEE) du Conseil, déterminant les règles générales du régime des montants compensatoires dans le secteur des céréales figurant à l'Annexe de la résolution du Conseil du 20 juillet 1972 (« J. O. » n° C 86 du 10.8.1972, p. 16).

★ 8 décembre 1972 - Proposition d'un règlement (CEE) du Conseil modifiant l'Annexe du règlement (CEE) n° 2358/71 portant organisation commune des marchés dans le secteur des semences, et le règlement (CEE) n° 1674/72, fixant les règles générales de l'octroi et du financement de l'aide dans le secteur des semences.

★ 8 décembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil complétant le règlement n° 371/67/CEE du Conseil du 25 juillet 1967 fixant les restitutions à la production pour les amidons, la fécule et le quillément.

★ 8 décembre 1972 - Proposition d'un règlement du Conseil déterminant les règles générales du régime des montants compensatoires dans le secteur du riz et fixant ceux-ci pour certains produits.

LICENCIEMENTS COLLECTIFS

La Commission a présenté le 8 novembre 1972 au Conseil une proposition de directive concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux licenciements collectifs.

Elle a été amenée à faire cette proposition à la suite de la comparaison des dispositions en vigueur dans les pays de la Communauté en matière de licenciement collectif qui a fait apparaître les différences notables en ce qui concerne les conditions et la procédure ainsi que les mesures qui ont été prises pour atténuer les conséquences négatives du licenciement pour les travailleurs.

Ces différences importantes en matière de protection des travailleurs en cas de licenciement collectif, ont une incidence directe sur le fonctionnement du Marché commun, en ce qu'elles créent des disparités dans les conditions de concurrence, de nature à influencer les décisions des entreprises, nationales ou multinationales, relatives à la distribution des postes de travail dont elles ont besoin. Il faut s'attendre, par exemple, à ce que toute entreprise amenée à réaliser un plan de réorganisation interne comportant la fermeture partielle ou totale de certains établissements, fera dépendre le choix de ces établissements, en partie tout au moins, du niveau de protection des travailleurs. Cette situation et d'autres encore, peuvent exercer une pression contraire au progrès social et même préjudiciable à un développement équilibré global et régional à l'intérieur de la Communauté, du fait de la formation de régions à sous-emploi massif.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire d'éliminer les disparités constatées, en rapprochant les dispositions nationales existant en la matière. Ceci n'implique cependant pas qu'il faille mettre en question l'autonomie des partenaires sociaux. Bien au contraire : la proposition de directive considère cette autonomie comme point de départ et crée le cadre qui pousse les partenaires sociaux à des négociations, qui indique certes clairement les objectifs de ces négociations, mais qui laisse leur organisation à la compétence et au sens des responsabilités des partenaires sociaux.

Dans son projet de directive, la Commission s'est volontairement limitée à quelques points essentiels inspirés par la considération qu'une action conjointe systématique de la direction de l'entreprise, des autorités et des représentants des travailleurs constitue le meilleur moyen d'obtenir qu'une réglementation communautaire concernant les licenciements collectifs réponde le mieux à sa double finalité : fonction de protection sociale et régulateur économique.

C'est dans ce sens qu'a été conçue sa proposition de directive qui, d'une part, se base sur les dispositions et procédures en vigueur dans les Etats membres, mais qui, d'autre part, prévoit leur rapprochement afin d'éliminer des conséquences très divergentes, voire contradictoires.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le 8 novembre 1972, la Commission a soumis au Conseil un projet comprenant les premières mesures pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle.

Ce projet tient compte de l'évolution économique, technique, sociale et pédagogique de la Communauté au cours de ces dernières années qui a amené les organes compétents à formuler les problèmes de la formation en termes nouveaux.

Cette évolution a, en effet, fait apparaître une série de facteurs à étudier conjointement :

- les efforts de réforme déployés dans le domaine de l'éducation et de la formation dans les différents pays de la Communauté, soucieux de permettre aux hommes de développer leur personnalité et d'accomplir une carrière professionnelle dans une économie dont les besoins sont en évolution constante ;
- le développement progressif d'une politique active de l'emploi au niveau communautaire dans lequel la formation professionnelle est appelée à jouer un rôle de plus en plus important en étroite liaison avec les activités que le Fonds social européen rénové mettra en œuvre dans le domaine de la formation et de rééducation des travailleurs ;
- les conditions nouvelles créées par la dimension de la Communauté et par les programmes de politique économique à moyen terme, la politique commune dans les domaines de l'agriculture, de la pêche maritime et des transports, la politique industrielle, compte tenu en particulier de leurs incidences sur la formation.

Le programme comporte des activités répondant à trois types de problèmes :

1. l'évolution des politiques, des structures et de l'organisation de la formation professionnelle ;
2. l'adaptation de la méthodologie de la formation ;
3. les problèmes de formation prioritaires concernant certaines catégories de personnes, certains secteurs économiques et certaines régions, pour lesquels l'action communautaire peut constituer un apport au plan de l'information, fournir une contribution à l'étude de certains aspects déterminants, alimenter la collaboration communautaire entre les gouvernements et les milieux intéressés dans les pays membres.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des préoccupations de réaliser une action à portée générale pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle conformément aux orientations générales retenues par le Conseil le 26 juillet 1971, d'une part, et aux dispositions qui seront prises dans le cadre du programme d'action d'ensemble en matière sociale que les Institutions de la Communauté arrêteront avant le 1^{er} janvier 1974 en application des décisions de la Conférence des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des 19 et 20 octobre 1972, d'autre part.

TRANSPORTS DE MARCHANDISES PAR ROUTE

Le Conseil, lors de sa session des 18-19 décembre 1972, a marqué son accord sur le texte du règlement portant prorogation et modification du règlement (n° 1174/68) du 30 juillet 1968, relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les Etats membres.

Ce système est prorogé de deux ans, étant entendu qu'un groupe de travail élaborera, avant le 30 juin 1973, un rapport devant permettre au Conseil d'apprécier différents éléments relatifs au fonctionnement du système. Par la suite, la Commission présentera, avant le 30 septembre 1973, des propositions relatives au régime

à appliquer ultérieurement en matière de prix et de conditions de transport afin que le Conseil puisse en décider avant la fin de l'année 1973.

Le règlement apporte également quelques précisions aux dispositions du système qui se sont avérées opportunes et prévoit les délais pour la fixation des tarifs auxquels les nouveaux Etats membres sont directement intéressés :

Le Conseil, lors de sa session des 18-19 décembre 1972, a marqué son accord sur le texte du règlement relatif au contrôle de la capacité des transports de marchandises par route entre Etats membres.

Ce règlement proroge pour une période de 2 ans le régime découlant du règlement 1018/68 en ce qui concerne la constitution d'un contingent communautaire pour les transports entre Etats membres en prévoyant une augmentation du contingent existant de deux fois 15 % au 1^{er} avril 1973 et au 1^{er} janvier 1974 et en apportant certaines adaptations à la répartition du contingent.

Le règlement prévoit également des quotas provisoires pour les pays adhérents, étant entendu qu'un groupe de travail présentera au Conseil, au cours du 1^{er} trimestre, un rapport sur cette question en tenant compte notamment de l'augmentation du trafic enregistrée depuis 1969 entre ces pays et les six Etats membres actuels.

Le Conseil devrait se prononcer avant le 1^{er} avril 1973 sur l'adaptation des quotas des nouveaux Etats membres.

ENTRAVES TECHNIQUES

Le Conseil a approuvé, lors de sa session des 18-19 décembre 1972, **douze directives** pour l'harmonisation des réglementations des Etats membres dans certains secteurs. Ces réglementations inspirées notamment du souci de protéger le consommateur ou l'utilisateur ou l'environnement, étaient jusqu'à présent divergentes. Il en résultait des entraves techniques aux échanges qui se trouvent éliminées par cette harmonisation. La décision du Conseil constitue donc un nouveau pas important vers la réalisation d'un marché commun. L'ensemble des secteurs concernés représente un chiffre d'affaires supérieur à 10 milliards d'U.C.

La première directive concerne le **matériel électrique utilisable dans certaines limites de tension** (basse tension), c'est-à-dire tous les appareils et accessoires électriques d'usage domestique et industriel courant. Cette directive prévoit notamment que tout matériel construit suivant des normes harmonisées doit être admis à l'usage dans tous les pays de la Communauté.

Il convient en outre de souligner l'importance, pour la protection de l'environnement, des **deux directives relatives à la biodégradabilité des détergents**, directives qui énoncent le principe de porter dans toute la communauté la biodégradabilité des détergents à un taux moyen de 90 %.

Les **trois directives concernant les tracteurs agricoles ou forestiers** représentent les premiers jalons dans ce secteur. La directive concernant la réception de ces tracteurs délimite le cadre de l'action communautaire de façon analogue à celle suivie dans la directive « réception des véhicules à moteur » adoptée en 1969.

Deux autres directives concernent les « préparations dangereuses ». La première porte sur les « substances » et modifie la directive adoptée en 1967 pour tenir compte du dernier état de la science et de la technique, la

deuxième est relative aux « solvants ». Elles indiquent en particulier les prescriptions d'emballage et d'étiquetage qui doivent être obligatoirement suivies pour ces produits ainsi que les conseils de prudence qui doivent être joints, car il convient d'être particulièrement attentif à leur égard étant donné les risques que présentent leur transport, leur stockage et leur utilisation.

C'est aussi des prescriptions d'étiquetage que se préoccupe la directive relative aux câbles, chaînes et crochets, la première à être approuvée dans le secteur des appareils de levage.

Au contraire la directive relative aux instruments de pesage non automatique et celle relative aux mesures de longueur se situent dans l'ensemble de celles des « instruments de mesurage ».

Quant à celle sur les méthodes d'analyse des mélanges ternaires de fibres textiles, elle prolonge et complète les directives du secteur « textiles » déjà adoptées.

VIANDÉ BOVINE

Le Conseil, lors de sa session des 18-19-20 décembre 1972, a marqué son accord sur deux règlements :

- modifiant le règlement CEE n° 805/68 en ce qui concerne les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine,
- portant adaptation du règlement CEE n° 972/68 établissant les règles générales relatives à l'intervention dans le secteur de la viande bovine.

Ces règlements visent par l'introduction du régime de l'intervention « permanente » à donner aux producteurs de ce secteur une protection analogue à celle dont bénéficient les autres grandes productions agricoles telles que, par exemple, les céréales et ceci dans le cadre des mesures destinées à encourager la production de la viande bovine dont la Communauté est nettement déficitaire.

Par ailleurs, le Conseil a marqué son accord sur le règlement fixant, pour la campagne 1972-73 (à savoir du 1^{er} février 1973 au 31 mars 1973) les prix d'orientation pour les veaux et les gros bovins applicables dans les nouveaux Etats membres.

En ce qui concerne le régime d'importation des veaux, le Conseil est convenu de la nécessité de modifier, avant le 1^{er} février 1973, l'article 11 du règlement 805/68 afin de faciliter l'importation des veaux et jeunes bovins mâles destinés à l'engraissement.

Le Conseil a également marqué son accord sur les règles générales du régime des montants compensatoires dans le secteur de la viande bovine.

III. — RELATIONS EXTERIEURES

DECISIONS DIVERSES

★ 5 décembre 1972 - Décision du Conseil autorisant la République fédérale d'Allemagne à ouvrir la négociation d'un protocole commercial pour l'année 1973 avec la République populaire de Bulgarie.

★ 5 décembre 1972 - Décision du Conseil autorisant la République italienne à ouvrir la négociation d'un protocole commercial pour l'année 1973 avec la République populaire hongroise.

BEURRE ET FROMAGE

En ce qui concerne les importations au Royaume-Uni de beurre et de fromage en provenance de la Nouvelle-Zélande, le Conseil, lors de sa session des 18-19-20 décembre 1972, a marqué son accord sur le texte du règlement établissant les règles générales mettant en œuvre les dispositions du Protocole 18 annexé à l'acte relatif à l'adhésion des nouveaux Etats membres.

Les éléments essentiels de ce règlement sont les suivants :

- fixation d'un prix c.a.f. à respecter par la Nouvelle-Zélande pour ses exportations à destination du Royaume-Uni ;
- établissement de critères généraux permettant à la Commission de fixer, dans le respect des dispositions dudit protocole 18, les prélèvements spéciaux qui pourront s'appliquer aux importations néo-zélandaises de beurre et de fromage au Royaume-Uni.

TABAC

Le Conseil, lors de sa session des 18-19 décembre 1972, a approuvé la première directive concernant les impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés.

Cette directive a pour objet d'éliminer des perturbations de concurrence dans le secteur des tabacs manufacturés par le biais d'une harmonisation des règles d'imposition au sein de la Communauté et de faciliter ainsi l'interpénétration des marchés.

Elle se situe ainsi dans le cadre des travaux à entreprendre conformément à la résolution du Conseil et des Représentants des Gouvernements des Etats membres du 22 mars 1972 concernant la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire.

La directive comporte en partie I des principes généraux de l'harmonisation des structures de l'accise auxquels sont soumis les tabacs manufacturés dans les Etats membres, en partie II des critères particuliers applicables au cours de la première étape d'harmonisation. Cette première étape couvre en principe la période du 1^{er} juillet 1973 au 30 juin 1975. Il est prévu que le Conseil arrêtera avant le 1^{er} juillet 1974 une deuxième directive dans ce domaine fixant les critères particuliers applicables au cours de l'étape suivante.

Le Royaume-Uni et l'Irlande n'appliquent les dispositions de la directive qu'à partir du 1^{er} janvier 1978.

★ 5 décembre 1972 - Décision du Conseil concernant l'approbation d'une proposition de financement par le Fonds européen de développement (FED 1969) relative à la création d'un complexe agro-industriel sucrier à Banfora en République de Haute-Volta.

★ 18 décembre 1972 - Convention entre la CEE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine relative à l'assistance aux réfugiés du Moyen-Orient.

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de l'application pour l'année 1973 des préférences généralisées en faveur des pays en voie de développement, le Conseil a adopté, lors de sa session des 18-19 décembre 1972, sept règlements portant :

- ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires pour certains produits originaires de pays en voie de développement ;
- ouverture de préférences tarifaires pour certains produits originaires de pays en voie de développement ;
- ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires pour certains produits textiles originaires de pays en voie de développement ;
- ouverture de préférences tarifaires pour certains produits textiles originaires de pays en voie de développement ;
- ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires pour certains produits textiles et des chaussures, originaires des pays en voie de développement ;
- ouverture de préférences tarifaires pour certains textiles et des chaussures, originaires de pays en voie de développement ;

ainsi

- qu'établissant, pour certains produits des chapitres 1 à 24 du tarif douanier commun, un système de préférences généralisées en faveur des pays en voie de développement.

Les Représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil les 18-19 décembre, ont adopté deux décisions portant :

- ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires concernant certains produits sidérurgiques originaires de pays en voie de développement ;
- ouverture de préférences tarifaires pour certains produits sidérurgiques originaires de pays en voie de développement.

ACCORDS CEE/AUTRICHE, PORTUGAL SUEDE, SUISSE, LIECHTENSTEIN

Au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée le 21 décembre 1972 au siège du Conseil des Communautés Européennes, il a été constaté que les procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur des Accords entre la Communauté Economique Européenne, d'une part, et respectivement la République d'Autriche, la République portugaise, le Royaume de Suède, la Confédération suisse, d'autre part, ainsi que de l'Accord additionnel sur la validité pour la Principauté de Liechtenstein de l'Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse, étaient accomplies.

Dans ces conditions, les Accords cités ci-dessus, signés à Bruxelles le 22 juillet 1972, entreront en vigueur, comme prévu, le 1^{er} janvier 1973.

ACCORD CEE/IRAN

L'Accord commercial entre la Communauté Européenne et l'Iran, signé à Bruxelles le 14 octobre 1963 reconduit

en dernier lieu par l'échange de lettres du 22 novembre 1971, a été prorogé pour la durée d'un an à compter du 1^{er} décembre 1972.

A cette occasion, M. le Ministre MOLAVI (Iran) a souhaité que l'attention des autorités des Communautés Européennes soit attirée sur certaines difficultés existant dans les exportations de produits iraniens vers la Communauté, et a exprimé le vœu que les structures de l'accord commercial existant puissent être renforcées et améliorées par des mesures appropriées, afin de pouvoir assurer un développement harmonieux et équilibré des échanges.

De l'avis du Gouvernement Iranien, il paraît évident que le déséquilibre actuel ne peut continuer car pour faire face à ses besoins en importations, les exportations de produits traditionnels étant limitées, l'Iran est contraint de développer ses exportations de produits industriels, dans le but de soutenir le rythme harmonieux et continu de la croissance de ses industries.

Pour arriver à un équilibre relatif, un développement harmonieux des échanges entre les Communautés Européennes et l'Iran s'avère nécessaire. Le Gouvernement Impérial de l'Iran exprime l'espoir, qu'après 10 ans de fonctionnement de l'Accord commercial, le moment est venu de faire disparaître rapidement les obstacles au développement des échanges et qu'ainsi se poursuive, dans l'intérêt de tous, le développement harmonieux des relations économiques entre l'Iran et ses partenaires des Communautés Européennes.

M. le Ministre MOLAVI a en outre souligné que la révision de l'Accord devrait créer un tout organique, de sorte que l'Iran qui, historiquement et économiquement, converge vers la Méditerranée, ne soit pas désavantagé par l'action préférentielle que les Communautés Européennes mènent à l'égard des pays riverains.

ACCORD CEE/LIBAN

Un Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République Libanaise a été signé à Bruxelles, le 18 décembre 1972.

Cet accord a pour objet de promouvoir l'accroissement des échanges entre la CEE et le Liban et de contribuer ainsi au développement du commerce international.

L'accord est conclu pour une période de cinq ans et comporte l'élimination d'une partie importante des obstacles aux échanges entre la CEE et le Liban. Les concessions réciproques que s'octroient les deux parties s'inscrivent dans le cadre de la réalisation progressive à terme d'une zone de libre-échange.

Dix-huit mois avant l'expiration de l'accord, des négociations pourront être engagées en vue de la conclusion d'un nouvel accord sur des bases élargies dans le cadre duquel l'élimination progressive des obstacles pour l'essentiel des échanges commerciaux sera poursuivie dans le respect des dispositions du G.A.T.T.

L'accord ayant été négocié par la Communauté dans sa composition originelle à Six, il sera signé ultérieurement un protocole complémentaire qui aura pour objet d'apporter à cet accord les aménagements rendus nécessaires du fait de l'adhésion à la Communauté, à la date du 1^{er} janvier 1973, du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni.

L'accord et le protocole complémentaire sont destinés à entrer en vigueur à la même date. Cette entrée en vigueur peut être attendue pour le début de l'année 1973.

Aux termes de l'Accord, les Parties Contractantes s'octroient les concessions suivantes :

Avantages en faveur de la République Libanaise sur le marché de la Communauté.

Dans le secteur industriel, plus de 58 % des produits industriels libanais importés dans la Communauté et frappés de droits de douane bénéficient de concessions tarifaires. S'il est tenu compte des importations bénéficiant déjà d'un droit nul dans la Communauté, on peut constater qu'après l'entrée en vigueur de l'Accord près de 85 % des exportations industrielles du Liban vers la Communauté bénéficient de la franchise ou de réductions tarifaires.

D'une façon générale, il s'agit d'une réduction tarifaire de 55 % selon le calendrier suivant :

- une réduction de 45 % à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord,
- une réduction supplémentaire de 10 % à partir du 1^{er} janvier 1974.

Dans le secteur agricole, des concessions sont octroyées pour un certain nombre de produits importants d'exportation du Liban ; ces concessions portent sur près de 40 % des produits agricoles exportés par le Liban vers la CEE et soumis à droits de douane ou à prélèvement. S'il est tenu compte des importations à droit nul, près de 79 % des exportations agricoles du Liban entreront à droit nul ou réduit dans la Communauté.

Avantages en faveur de la Communauté sur le marché libanais.

Dans la définition des contreparties octroyées par le Liban, les auteurs de l'Accord ont eu présentes à l'esprit les nécessités du développement de ce pays. Il a été tenu compte de cette situation de deux manières. D'une part, dans la définition des concessions tarifaires et contingentaires et, d'autre part, en prévoyant dans l'Accord des dispositions spécifiques visant à rencontrer les besoins d'industrialisation de ce pays et ses nécessités budgétaires.

Quelques données économiques

— La Communauté était en 1969 le premier fournisseur du Liban à concurrence de 28 % des importations totales de ce pays, et le deuxième client du Liban mais très loin derrière le premier client de ce pays à savoir, les pays arabes et notamment l'Arabie Séoudite (en 1969, 12 % des exportations du Liban étaient dirigées vers la Communauté, contre 65 % vers les pays arabes).

— Le volume des importations de la Communauté en provenance du Liban était en 1969 de 66 millions de dollars :

• **secteur industriel** 58 millions de dollars, soit 87 %. (Il convient de préciser à l'égard de ce chiffre que les statistiques communautaires comptabilisent comme provenant du Liban le pétrole brut de transit originaire de l'Irak et de l'Arabie Séoudite. Or, le pétrole brut qui entre en franchise représente plus de 75 % des importations communautaires dans le secteur industriel en provenance de ce pays) ;

• **secteur agricole** 8 millions de dollars, soit 13 %.

Les principales exportations du Liban à destination de la Communauté sont, outre le pétrole brut, les articles d'artisanat, les légumes secs, les sons et résidus, le tabac, les oignons déshydratés.

— Le volume des importations du Liban en provenance de la Communauté était en 1969 de 175 millions de dollars représentées essentiellement par des machines et appareils et des produits chimiques.

ACCORD CEE/EGYPTE

Un accord entre la Communauté Economique Européenne et la République Arabe d'Egypte a été signé à Bruxelles, le 18 décembre 1972. (A ce sujet voir plus haut, la note relative à cet accord).

ACCORD CEE/CHYPRE

Un accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la République de Chypre a été signé à Bruxelles, le 19 décembre 1972.

L'Accord d'Association a pour objet la suppression progressive des obstacles pour l'essentiel des échanges entre la Communauté et Chypre.

L'Accord comporte deux étapes successives ; la première, dont les modalités sont fixées dès à présent dans l'accord, viendra à échéance le 30 juin 1977.

Quant à la deuxième étape, elle aura une durée d'en principe cinq ans ; le contenu de cette étape sera défini au cours des négociations qui devront s'ouvrir 18 mois avant la fin de la première étape, en tenant compte de l'évolution de l'économie cyprite et du développement des relations économiques avec la Communauté. L'objectif de cette seconde étape sera d'achever la suppression réciproque des obstacles pour l'essentiel des échanges, entamée dans la première phase.

Simultanément à la signature de l'Accord d'Association lui-même, a été signé un Protocole complémentaire définissant les adaptations à apporter à l'Accord pour tenir compte de l'élargissement, au 1^{er} janvier 1973, de la Communauté.

Dans ce Protocole sont précisées les mesures à appliquer dans les relations entre Chypre et le Danemark d'une part, et entre Chypre et le Royaume-Uni et l'Irlande d'autre part.

L'Accord prévoit, pour la première étape, les concessions suivantes de la part de la Communauté :

Chypre bénéficiera, pour ses **produits industriels**, à l'exception des produits pétroliers, dès l'entrée en vigueur de l'Accord, d'une préférence de 70 % des droits de douane.

Dans le **secteur agricole**, Chypre bénéficiera de la franchise pour les caroubes et, en ce qui concerne les agrumes, d'une réduction de 40 % du TDC. Cette concession est octroyée dans le cadre d'un système de respect d'un prix minimum d'offre garantissant le maintien des prix à l'intérieur de la Communauté, identique à celui qui est prévu pour les concessions qui ont été octroyées par la Communauté en faveur des autres principaux producteurs du bassin méditerranéen.

En ce qui concerne les contreparties cyprites, il a été tenu compte du stade de développement de l'économie de ce pays. C'est ainsi qu'en règle générale

Chypre effectuera, en faveur de la Communauté, des réductions tarifaires selon le calendrier suivant :

- 15 % à l'entrée en vigueur de l'Accord,
- 25 % au début de la troisième année,
- 35 % au début de la cinquième année.

Toutefois, pour un certain nombre de produits, il est prévu de déroger, partiellement ou intégralement, à ce désarmement tarifaire.

En outre, l'Accord comporte une clause de sauvegarde spéciale pour besoin d'industrialisation analogue à celle figurant dans la plupart des accords conclus avec les pays du bassin méditerranéen.

L'Accord comprend par ailleurs un certain nombre de dispositions de caractère général :

— une clause stipulant que le régime des échanges par les deux Parties en cas de difficultés économiques ou de balance de paiements ;

— une clause de sauvegarde qui peut être invoquée ne peut donner lieu à aucune discrimination ni entre les Etats membres, leurs ressortissants ou leurs sociétés, ni entre les ressortissants ou sociétés de Chypre ;

— les dispositions usuelles relatives aux pratiques de dumping et aux paiements afférents aux échanges ;

— pour déterminer les produits susceptibles de bénéficier de concessions tarifaires, prévues par l'Accord, un Protocole relatif à la définition de la notion de « produits originaires » analogue à celui de l'Accord créant une association entre la Communauté et Malte ;

— une clause de dénonciation moyennant un préavis de six mois.

L'Accord institue un Conseil d'Association qui est chargé de la gestion de l'Accord et qui veille à sa bonne exécution. Le Conseil est composé, d'une part, de membres du Conseil et de membres de la Commission des Communautés Européennes et, d'autre part, de membres du Gouvernement de Chypre. Le Conseil se réunit au moins une fois par an et, en outre, chaque fois que la nécessité le requiert, à la demande de l'une des Parties contractantes.

La Présidence du Conseil est exercée à tour de rôle par chacune des Parties contractantes. Il se prononce d'un commun accord.

BIBLIOGRAPHIE

E. CEREXHE, A. DANSE et B. VERSTRAETE, La vente à tempérament et son financement dans le Marché commun, Bruxelles, Larcliers, 1971, 2 vol. (231 et 407 pages).

Destinés à préparer la voie à une harmonisation des législations de la vente à tempérament au sein de la Communauté, ces deux premiers volumes étudient le problème en France d'une part, en Belgique et au Luxembourg d'autre part, les droits des trois autres Etats membres originaux devant être examinés dans un troisième volume.

Conçus selon un plan analogue, ils analysent d'abord les questions contractuelles et notamment la formation du contrat, le prix, le transfert de propriété, les garanties du vendeur... puis les éléments de droit public, et notamment la surveillance des organismes vendeurs et financiers et les sanctions.

En annexe figure les textes principaux et un index de jurisprudence.

Le Doyen Cerexhe, co-auteur des différents volumes, assure à ces monographies l'indispensable coordination de systèmes variés et leur apporte une systématisation qui facilitera l'harmonisation qui est indispensable au sein de la Communauté pour assurer la libre circulation des marchandises.

R. KRASSER, La répression de la concurrence déloyale dans les Etats membres de la Communauté Economique Européenne, Tome IV, France, Paris, Dalloz, 1972, 659 pages.

Contenu : Les principes généraux : sources, l'acte de concurrence déloyale, les poursuites ; diverses formes du délit : confusion, marque, nom commercial, enseigne, secrets, exploitation du travail, dénigrement, publicité mensongère, indications de provenance et appellation d'origine, corruption, boycottage et discrimination, ventes avec primes. En annexe, nombreux textes.

Observations : Malgré l'hétérogénéité de l'étude de la concurrence déloyale par rapport à la politique communautaire de concurrence, il existe entre les deux phénomènes des interférences possibles. L'étude présente est en outre bien utile en notre heure d'interpénétration croissante des marchés. On rappellera qu'ont déjà été publiés dans cette collection les volumes concernant les autres Etats membres.

A. H. MESNARD, La planification urbaine, Paris, P.U.F. (Dossiers Thémis), 1972, 96 pages.

Contenu : Introduction au droit de l'urbanisme, l'évolution de la planification urbaine et son contenu actuel, l'élaboration des documents de planification urbaine et leur application.

Les Impôts en France, Traité pratique de la fiscalité française, Paris, Francis Lefebvre, 1972.

Contenu : Les Impôts directs, les taxes sur le chiffre d'affaires et les contributions indirectes, les droits d'enregistrement et de timbre, plus quelques (22) études d'ensemble de cas concrets ou questions de principe (telles création d'entreprises, dissolution de sociétés, groupes de sociétés...).

Observations : La grande clarté de cet ouvrage en fait l'irremplaçable livre de chevet du chef d'entreprise, du contribuable, de l'étudiant...

R. J. BALLON et E. H. LEE, Foreign Investment and Japan.

Contenu : Seize études sur les investissements étrangers et le Japon (c'est-à-dire à la fois au Japon par des capitalistes étrangers et vice versa), aspects économiques, politiques, juridiques, fiscaux...

H. SALES, La croissance des revenus, Paris, P.U.F. (Dossiers Thémis), 1972, 96 pages.

Contenu : La croissance des revenus dans les pays capitalistes avancés et dans les pays en voie de développement, liens avec le niveau de vie, le progrès social... Comparaison approfondie entre les pays européens.

M. COUETOUX, Les problèmes de l'approvisionnement, Paris, Dunod, 1972, 112 pages.

Contenu : Le coût de l'approvisionnement, ses relations avec la rentabilité de l'entreprise, la promotion des achats et l'analyse de la valeur.

LA VIE DES ENTREPRISES

★ **Foire de Hanovre 1973.** — La Foire de Hanovre 1973 aura lieu du jeudi 26 avril au vendredi 4 mai. Comme chaque année, elle offrira à des centaines de milliers de visiteurs, techniciens et acheteurs internationaux, un vaste programme de biens d'investissement et de biens de consommation.

Sur son terrain de 984 000 m² d'exposition au sol, 25 halls en dur (dont deux viennent d'être construits pour la prochaine Foire); et le terrain à l'air libre se répartissent plus de 500 000 m² de stands où 6 000 exposants, au moins, présenteront les dernières nouveautés, les plus récents perfectionnements techniques de leurs fabrications dans les branches d'industrie suivantes :

Construction électrique, électronique, composants, télécommunications, techniques audio-visuelles, galvanoplastie, éclairage, construction mécanique, matériaux de construction, travaux publics, fer et acier, outillage, chimie et matières synthétiques, organisation du bureau, informatique.

En 1973, les groupes :

Porcelaine, verrerie, horlogerie, joaillerie, articles de cadeaux, coutellerie, etc. feront partie du programme de la Foire Internationale de Hanovre pour la dernière fois, car à partir de 1974, une exposition spéciale sera créée à leur intention à Hanovre au mois de mars de chaque année.

En outre, les biennales des industries suivantes auront lieu pendant la Foire 73 :

Machines à travailler le bois, oléohydraulique et pneumatique, pompes et compresseurs, robinetterie, manutention mécanique, machines à vapeur et énergie nucléaire, appareils de mesures et de contrôle.

N'exposeront pas, par contre, les machines à travailler le caoutchouc, l'aérotechnique, les techniques du froid et du chauffage, le traitement des surfaces, la soudure, les transmissions, les moteurs à combustion et les appareils automatiques de distribution, qui font partie des biennales des années paires.

L'IHA/73, Exposition Internationale de la machine outil aura lieu à Hanovre, du 18 au 27 septembre 1973.

Pour tous renseignements sur ces manifestations, Compagnie Commerciale Continentale, bureau officiel de la Foire de Hanovre en France, 16, rue Vézelay, 75008 Paris - Tél. 387.35.39 et 51.72.

★ **Voyages-Lafond**, agence de voyages officielle de la représentation en France de la Foire de Hanovre, organise à l'occasion de cette manifestation de nombreux voyages par avions spéciaux au départ de Lyon, Paris, Strasbourg et Lille.

L'agence prévoit des départs de Paris, Lyon, Lille et Strasbourg pour des voyages qui peuvent durer de un à quatre jours et assure le logement en hôtel à l'occasion de cette foire de Hanovre 1973 qui aura lieu du jeudi 26 avril au vendredi 4 mai 1973.

★ **Foires de Munich 1973.** — Dans le cadre général des foires et expositions, le **Salon International de Machines pour la construction** (Bauma), aura lieu du 10 au 18 mars 1973 à Munich.

Le 17^e Salon International de Machines pour la construction se tiendra du 10 au 18 mars 1973 au Parc des Expositions de Munich et sur le terrain en plein air de la Theresienwiese. La

superficie de la BAUMA 73 couvrira au total 290 000 m², dont 45 000 m² dans des halls couverts modernes.

A la BAUMA 71, 824 entreprises exposantes représentaient 18 pays d'Europe et d'outre-mer. Des 127 000 visiteurs venus de 50 pays différents, 92 % appartenaient à des milieux professionnels.

Offre

Machines de construction

Machines et engins pour la construction des bâtiments et les travaux d'infrastructure. Machines et engins pour les travaux de terrassement. Machines pour la construction et l'entretien des routes. Véhicules de chantiers (camions, remorqués, superstructures amovibles). Engins de transport et de manutention. Matériels auxiliaires et outillage de chantiers.

Machines pour la fabrication des matériaux de construction

Machines à concasser et à tamiser (cailloutis, gravier, sable). Machines et équipements pour l'industrie des agglomérés. Machines pour l'extraction et le façonnage de la pierre naturelle. Machines pour la fabrication d'éléments préfabriqués.

La BAUMA — recommandée par le CECE (Comité Européen des Machines de Construction, Bruxelles) — est membre de l'UFI (Union des Foires Internationales), une organisation qui groupe les foires les plus importantes du monde.

Renseignements : Münchener Messe- und Ausstellungsgesellschaft mbH, D-8 München 12, B.P. 200, Téléphone (0811) 7 67 11, Téléx : 05-212086. Adresse télégraphique : AMEG.

ÉTUDES INTERNATIONALES

Directeur : Antoine AYOUB

Université Laval

SOMMAIRE

Volume III, n° 3, septembre 1972

Jean BAECHLER : Les modèles révolutionnaires.

Brigitte et Wellie SELLEKAERTS : Les réserves optimales pour les pays développés et en voie de développement.

Domenico MAZZEO : Les Nations-Unies et la diplomatie de décolonisation.

Jean KLEIN : Désarmement ou « arms control » : la position de la France sous la V^e République.

Roger DEHEM : Le mythe de la réforme monétaire internationale.

NOTES ET DOCUMENTATION

Robert-H. KEYSERLINGK : La nation vivante : idéologie et analogie.

LIVRES

ETUDES INTERNATIONALES paraît quatre fois par année et est publiée par le Centre québécois de relations internationales affilié à l'Institut canadien des affaires internationales.

Rédaction et administration : Centre québécois de relations internationales, case postale 337, Sillery, Québec 6^e (Québec) - Téléphone (418) 656-2462 ou 656-5204.

Distribution et abonnement : Les Presses de l'Université Laval, case postale 2447, Québec 2^e (Québec).

Abonnement annuel : dix dollars.

Le numéro : trois dollars.

Vient de paraître :

Le cinéma est un art mais
 « C'EST PAR AILLEURS UNE INDUSTRIE »

André MALRAUX

LE CINEMA... CETTE INDUSTRIE

par Claude DEGAND

préface de Jacques DUHAMEL,
 Ministre des Affaires Culturelles.

Le premier livre depuis 20 ans traitant des aspects économiques du cinéma :

- relations du producteur et du consommateur,
- mécanismes financiers,
- rôle de l'administration,
- poids de la fiscalité,
 etc.

Le cinéma à l'heure européenne constitue un chapitre des plus importants que M. J. DUHAMEL souligne dans sa préface.

L'auteur doit sa compétence :

- aux fonctions qu'il occupe depuis de longues années dans l'administration française du cinéma,
- aux actions qu'il n'a cessé de mener à titre personnel sur le plan international depuis une première étude publiée en juillet 1957 sur l'industrie européenne du film.

UN OUVRAGE QUI PAR LA CLARTÉ DE L'EXPOSÉ ET LA COMPÉTENCE DE
 L'AUTEUR RENDRA DE GRANDS SERVICES TANT AUX PROFESSIONNELS
 QU'AUX PROFANES

280 pages, Format 13,5 × 20,5, Broché.

Prix : 21,50 F.

BON DE COMMANDE

Je commande exemplaire (s) de l'ouvrage de M. Claude DEGAND. « Le cinéma... cette industrie » au prix de 21,50 F l'exemplaire, soit F, au nom des :

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

3, rue Soufflot, PARIS-5^e — C.C.P. PARIS 10 737 10

Paiement par : ☐ Mandat ☐ C.C.P. ☐ Chèque bancaire

NOM

ADRESSE

DEPARTEMENT

PROFESSION

Date et signature :

POUR ALLER VITE EN FISCALITÉ

TABLEAUX FISCAUX EUROPÉENS

par Pierre Fontaneau

Présentation synoptique des impôts sur le revenu et sur le capital dans la C.E.E.

Ce parallèle rigoureux donne des idées, suggère des solutions, indique les recherches à faire.

Tome 1 : l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la C.E.E.
170 tableaux (350 p. 27 × 21) 125 F.

Tome 2 : l'impôt sur les sociétés et sur le capital dans la C.E.E.
150 tableaux (300 p. 27 × 21) 135 F.

Demandez un exemplaire en consultation à l'éditeur : Les Cahiers Fiscaux Européens, 15, rue du Louvre - Paris 1^{er} - France - Tél. 231.98.82 - C.C.P. 14.621.41 Paris.

CONTREPOINT

REVUE TRIMESTRIELLE

Directeur : Patrick DEVEDJIAN

Rédacteur en Chef : Georges LIEBERT

Rédacteur en Chef adjoint : Jean C. TEXIER

N° 7-8

Eté-Automne 1972

RELATIONS INTERNATIONALES

Raymond ARON : Sur Clausewitz

Jean BAECHLER : Un système international hétérogène ?

François FEJTO : Titisme et maoïsme

Kostas PAPAIOANNOU : Notes sur l'impérialisme bolchevique

Richard LOWENTHAL : Un monde à la dérive ?

Emmanuel BERL : Qu'est-ce qu'un européen ?

ANTHOLOGIE : Les communistes français et l'Europe

Neal ASCHERSON : Non à la Grande-Bretagne dans l'Europe

Margot LYON : Oui à la Grande-Bretagne dans l'Europe

Pierre KENDE : L'Europe survivra-t-elle en 1984 ?

MELANGES

Marc FUMAROLI : Au carrefour du baroque

Bernard CAZES : Vers l'état stationnaire ?

Alain BESANÇON : Les malheurs de la vertu communiste

André STEPHANE : L'anti-Céipe ou la fin d'un malentendu

Jean-Louis CURTIS : Traduire Shakespeare

RAPPEL

N° 2 : Où en est la Russie ?

N° 3 : De la nation à l'Europe ?

N° 5 : L'U.R.S.S. aujourd'hui.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Adresse

Je commande numéro (s). — Je m'abonne pour un an

Le numéro : 18 F

L'abonnement : 50 F

1, rue du Mail - PARIS 2° — C.C.P. PARIS 2605-96 — Tél. : 236-29-24

QUI

- FABRIQUE QUOI
- EST CE FABRICANT
- REPRÉSENTE QUI EN FRANCE



Trois questions si souvent posées qu'elles finissent par constituer une rengaine quotidienne chez tous ceux qui cherchent, soit des fournisseurs, soit des débouchés pour leurs productions. Plutôt que de vous attrister devant le temps perdu par vos collaborateurs à la recherche de réponses satisfaisantes, ayez sous la main le seul ouvrage qui vous livrera immédiatement les renseignements souhaités :

Les trois tomes du KOMPASS-FRANCE.

- 1° Qui fabrique (ou fournit) Quoi ? Une nomenclature traduite en quatre langues ; 37 sections industrielles ; 560 tableaux IBM pour 22 000 produits nomenclaturés.
- 2° Qui est ce fabricant, qu'elles sont ses activités ? Pour chaque firme présente dans le Tome I, une fiche signalétique donne les renseignements administratifs, sociaux et commerciaux (classement géographique).
- 3° Qui Représente Qui en France ? Volume d'index : 22 000 produits (liste en 4 langues) ; 40 000 firmes

répertoriées ; 11 000 sociétés étrangères représentées en France.

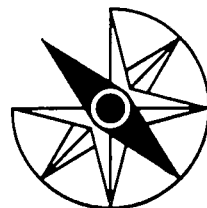
KOMPASS-FRANCE est le Répertoire Général de la Production Française.

Il existe, pour les utilisateurs, onze KOMPASS professionnels, « tirés à part » du KOMPASS général et donnant les mêmes renseignements pour des branches précises : Alimentation française ; Bâtiment, Travaux Publics ; Chaudronnerie, Constructions Métalliques ; Chimie, Plastiques, Caoutchouc ; Electricité, Electronique, Industrie Nucléaire ; Précision, Optique, Horlogerie ; Spécial Services ; Sidérurgie, Métallurgie, Fonderie ; Textile, Habillement ; Petite Métallurgie ; Machines-Outils, Soudage.

L'Organisation Internationale KOMPASS, à laquelle appartient KOMPASS-FRANCE, édite des KOMPASS Nationaux pour douze pays d'Europe : Autriche ; Belgique, Luxembourg ; Danemark ; Espagne ; Grande-Bretagne ; Hollande ; Italie ; Norvège ; Suède ; Suisse ; Allemagne (à paraître début 1972).

KOMPASS

KOMPASS-FRANCE
est édité par la S.N.E.I.
22, avenue Franklin-D.-Roosevelt,
PARIS-8^e. Tél. 359-99-44



UNE NOUVELLE REVUE dirigée par F. PERROUX

MONDES EN DEVELOPPEMENT

1

— 1973 —

revue publiée sous
la direction de
FRANÇOIS
PERROUX

l'inégal développement :

théories et analyses : G. MYRDAL, towards a more realistic theory of development ■ M. CEPEDE, développement ■ J. BRAVO BRESANI, F. SAGASTI, estrategia del desarrollo en un sistema global industrial ■ M. RUBEL, la « loi » du développement inégal ■ G. MYRDAL, the world poverty problem ■ *économie appliquée du développement* : M. L. GUZMAN FERRER et alii, desarrollo desigual de las distintas entidades mexicanas ■ *analyses d'ouvrages*.

ÉDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES

- publiée en 3 langues (français, anglais, espagnol)
- 4 numéros par an
- à paraître :
LA MÉDITERRANÉE
ET LE DÉVELOPPEMENT.
L'AMÉRIQUE LATINE :
FAITS ET DOCTRINES DU
DÉVELOPPEMENT.
LE DÉVELOPPEMENT EN
OCCIDENT, EN ASIE ET
DANS LA ZONE DU
PACIFIQUE.

ÉDITIONS TECHNIQUES
ET ÉCONOMIQUES
3, rue Soufflot - PARIS 5